Farchana

PROVINCE DU OUADDAI - TCHAD

DOCUMENT CADRE DE PLANIFICATION INTEGREE



Profil Territorial

ONU-HABITAT

UNHCR
The UN Refugee Agency

Remerciements:

Le projet a été financé par le : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)

Tutelle gouvernementale : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat (MATUH)
Sous l'autorité de Son Excellence Monsieur Mahamat Assileck Halata, Ministre.

Coordination du du Projet: Camille IMBERT
Supervision du du Projet: Princesse SAMBA Makondele, Claude-Albert Meutchehe NGOMSI
Production: Hermès Play d'Ameuno SARÉ, Emmanuel LOUMOUNA, Alfred DJEMADJI
Crédits photos : © ONU-Habitat / © HCR — Tous droits réservés.
Mise en page et conception : Équipe ONU-Habitat Tchad avec l'appui du Bureau régional pour l'Afrique (ROAf – Nairobi).

Responsabilités:
Les appellations employées et la présentation du contenu de cette publication n'impliquent, de la part de l'ONU-Habitat ou des Nations Unies, aucune prise de position quant au statut juridique de pays, territoires, villes ou zones, ni quant à leurs frontières ou limites.

© 2025 – Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou diffusée sans autorisation préalable de l'ONU-Habitat.

Farchana

PROVINCE DU OUADDAI - TCHAD

DOCUMENT CADRE DE PLANIFICATION INTEGREE

Profil Territorial

Table de Matières

Liste des cartes vi
Liste des graphiques vii
Liste des photos viii
Liste des tableaux ix
Liste des abréviations x
01.Introduction 2

01.Introduction 2

Contexte 3
collaboration entre le Gouvernement, le HCR et ONU-Habitat 3
Objectifs et résultats attendus 4

02.Méthodologie d'élaboration du diagnostic 6

Actualisation du diagnoSTic: démarche inclusive et multidimensionnelle 9
Workshop de vision et prospective 15
Résultats attendus 17

03. Contexte national et provincial 20

Analyse institutionnelle de la planification territoriale au Tchad 24
Contexte : échelle nationale 32
Dynamique des déplacements et flux migratoires 37
Contexte : échelle provinciale du Ouaddaï 45

04. Analyse institutionnelle et économique de Farchana 54

Gouvernance locale 55
Finances locales 57
Foncier et accès à la terre 57

05.Analyse urbaine de Farchana 62

La ville et son environnement 63
Caractéristiques socio-démographiques 74
Tissu d'habitation et occupation et du sol 79

Dnamiques économiques locales....97
Accès aux services urbains....101
Accès aux équipements sociOcollectifs....112

06.Enjeux Stratégiques....128

Enjeu stratégique 1 : Croissance spatiale non maîtrisée et déficit en service socio- collectifs....29
Enjeu stratégique 2 : Faible accessibilité au territoire....129
Enjeu stratégique 3 : Dégradation et pression sur les ressources naturelles....130

L'ANALYSE SPATIALE Des enjeux à l'échelle du territoire....130

07.Analyses SWOT....134

ANALYSE SWOT - FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITES ET MENACES 135

08.Annexe : Focus Group....142

Les autorités administratives: Identification des besoins et enjeux....143
Les autorités traditionnelles : Identification des besoins et enjeux....145
Les organisations de la société civile : Identification des besoins et enjeux....147
Les réprésentants des refugiés : Identification des besoins et enjeux....149
Atelier de validation du rapport de Diagnostic et de définition de la Vision....151

Références bibliographiques....155

Liste des cartes

Carte 1 : Carte administrative du Tchad 23
Carte 2 : moyennes annuelles des précipitations par région..... 33
Carte 3 : Déplacement en provenance des pays voisins 39
Carte 4 : Flux des personnes et des biens la province du Ouaddai 44
Carte 5 : Carte du relief du Ouaddai 48
Carte 6 : Occupation des sols de la province de Ouaddaï..... 52
Carte 7 : Localisation de farchana..... 66
Carte 8 : MNT de Farchana 70
Carte 9 : Evolution des ressources naturelles de 2004 - 2025 80
Carte 10 : Evolution de la tache urbaine du noyau de Farchana de 2004 à 2025..... 82
Carte 11 : évolution diachronique des sites de réfugiés de 2004 à 2025 86
Carte 12 : évolution diachronique du périmètre d'études..... 88
Carte 13 : densité des bâtis du périmètre d'études 90
Photo 14 : panneau solaire des forages pour le maraichage..... 106
Carte 15 : équipements socio collectifs et réseaux divers du site de réfugiés..... 119
Carte 16 : équipements socio collectifs et réseaux divers du noyau de Farchana..... 122
Carte 17 : Synthèse des enjeux @ ONU-HABITAT 2025..... 131

Liste des graphiques

Graphique 1: Principe méthodologique d'ONU-Habitat 7
Graphique 2 : Méthodologie de travail 8
Graphique 3: documents de sécurisation foncière 58
Graphique 4 : répartition des ménages selon la taille des parcelles 59
Graphique 5 : Diagramme des distances à partir de Farchana 63
Graphique 6 : Evolution de la température de 1980 au 31 décembre 2016 67
Graphique 7 : Répartition des ménages selon le séjour 75
Graphique 8 : Répartition des ménages selon les tranches d'âge 75
Graphique 9 : Répartition des chefs de ménages selon le sexe 75
Graphique 10: Structure par âge et par sexe de la population 76
Graphique 11 : répartition des ménages selon leur catégorie socioprofessionnelle 77
Graphiques 12 : Evolution des superficies des ressources disponibles de 2004 - 2025 80
Graphique 13 Moyens de déplacement des chefs de ménages 102

Liste des photos

Photo 1: Paysage naturel à Farchana 2
Photo 2: Mode de transport à Farchana, ... 4
Photo 3: Passage du Ouaddi de Farchana 6
Photo 4 : Equipe ONU-habitat à la sortie de focus group avec les repréntants des réfugiés 10
Photo 5: Commerces de vetements à Farchana, ... 12
Photo 6 : Station de pompage d'eau de fortune dans le Ouaddi de Farchana. 14
Photo 7: Habitat traditionnel à Farchana. 18
Photo 9 : Montage des briques pour cuisson à Farchana 22
Photo 10 : Fabrication de brique à Farchana. 38
Photo 11 : Aire de jeux spontanée dans la ville de Farchana 42
Photo 12 : Espaces ravinés entre l'ancien site et la 1ère extension su site de Farchana. 46
Photo 13 : Etales de vente de produits alimentaires au marché de Farchana. 50
Photo 14 : Comptoirs aménagés au marché de Farchana 54
Photo 15 : Femmes ayant recoltés de la paille pour la vente 60
Photo 16 : Marché de Farchana 62
Photo 17 : Route nationale 64
Photo 18 : Vue du paysage de Farchana 68
Photo 19 : vue sur le paysage de Farchana 71
Photo 20 : vue sur lit majeur du ouaddi 72
Photo 21 : construction d'habitation sur les lits des ouaddi 73
Image 1 : Vue satellitaire sur le noyau originel de Farchana 84
Image 2 : Vue satellitaire sur le noyau administratif de Farchana 84
Photo 22 : vue sur une construction moderne dans le noyau de Farchana 91
Photo 23 : Habitat traditionnel 91
Photo 24 : vue sur les abris des sites d'extension des réfugiés 93
Photo 25 : vue sur les maisons en terres crues du site des réfugiés 93
Photo 26 : Groupement de femmes en pleine fabrication de briques de terre cuites 96
Photo 27 : Site projet pilote de culture à Farchana 98
Photo 28 : Culture maraichère le sur un site aménagé le long du Ouaddi à Farchana 98
Photo 29 : Bovins et Chevaux sur le marché à bétail du site de réfugiéà Farchana 99
Photo 30 : Axe principal Abéché - Farchana - Adré 101
Photo 31 : panneau solaire des forages pour le maraichage 103
Photo 32: utilisation des eaux de ouadi pour les travaux ménagers 108
Photo 33 : vue sur les sources d'énergie du site des réfugiés. 109
Photo 33 : vue sur les toilettes du site des réfugiés. 110
Photo 34 : vue sur le chateau d'eau de Tirti. 111
Photo 35 vue sur le centre de santé de Farchana 114
Photo 36 vue sur le centre de santé de Farchana 117
Photo 37 : Vue sur le marché du noyau de Farchana. 118
Photo 38 : zone économique du noyau de Farchana. 120
Photo 39 vue sur le bâtiment des salles de classe du CEG de Farchana 123
Photo 40: vue sur la cour de la sous-préfecture 123
Photo 41 : vue de differents angles de plaques d'ONGs humanitaires présentes à Farchana 124
Photo 42: vue sur le site des réfugiés de Farchana 126
Photo 43 vue sur le site des réfugiés de Farchana 128
Photo 44 : Foret de manguiers dans le Ouaddi à Farchana 134
Photo 45 : Focus group de la communauté hote à Farchana 142
Photo 46 Séance de présentation et d'échange avec le Sous-préfet 144
Photo 47 : Vues lors du focus group avec le Chef de canton et ses notables 146
Photo 48: Vues photographiques lors du focus group avec les OSC 148
Photos 49 : Vues photographiques lors du focus group avec les réfugiés 150
Photo 50 : Vues sur les participants lors des travaux de groupe sur le diagnostic 152

Liste des tableaux

Tableau 1 : Compétences en matière de planification urbaine 25
Tableau 2 : Compétences des collectivités décentralisées et déconcentrées en matière de planification stratégique 27
Tableau 3 : Système de gouvernance du Tchad 28
Tableau 4 : Outils de planification 30
Tableau 5 : récapitulatif des outils de planification au Tchad ,..... 31
Tableau 6: Espérance de vie à la naissance de 1964 à 2020 34
Tableau 7 : Principales villes du Tchad 35
Tableau 8: Décomposition du capital naturel du Tchad 36
Tableau 9 : Populations de Farchana par villages et quartiers 74
Tableau 10 : sources d'énergie du périmètre d'études..... 105
Tableau 11 : situation des écoles primaires de Farchana 114
Tableau 12 : situation des établissements secondaires du site de réfugiés 116
Tableau 13: situation des établissements secondaires du site de réfugiés 116
Tableau 14 : Tableau d'analyse SWOT 140
Tableau 15 : Synthèse des travaux des participants sur la vision et les orientations stratégiques 154

Abbréviations

ANADER - Agence Nationale d'Appui au Développement Rural

BAD - Banque Africaine de Développement

CDA - Comité Départemental d'Action

CEG - Collèges d'Enseignement Général

CEMAC - Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CLA - Comités Locaux d'Action

CNARR - Commission Nationale d'Accueil de Réinsertion des Réfugiés

CNT - Conseil National de Transition

CoTech - Comité technique

CP - Cours Préparatoires

ECOSIT - Enquête sur la Consommation et le Secteur Informel au Tchad

FAO - Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

FMI - Fond Monetaire International

HCR - Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

ICH - Indice de Capital Humain

IDH - Indice de développement humain

INSEED - Institut national de la statistique et des etudes economiques et démographiques

JRS - Jesuit Refugee Service

MATD - Minitère de l'Administration du Territoire, et de la Décentralisation

MATUH - Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat

MFBEPC - Ministère des Finances, du Budget, de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale

OCHA - Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies

OIM - Organisation Internationale des Migrations

ONG - Organisations Non Gouvernementales

ONU-Habitat - Programme des Nations Unies pour les établissements humains

PAM - Programme Alimentaire Mondial

PANA - Plan d'Action National pour l'Adaptation

PARCA - Projet d'Appui aux Réfugiés et aux Communautés d'Accueil

PDAU - Plan Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme

PDI - Personnes Dépalcées Internes

PDP - Plan de Développement Provincial

PIB - Produit Intérieur Brut

PIP - Programme d'Investissements Prioritaires

PLAS - Plan Local d'Affectation des Sols

PNACC - Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques

PND - Plan national de développement

PNR Est - Plan National de Réponse de l'Est

PNUD - Progamme des Nations Unies pour le Développement

PPA - Parité de pouvoir d'achat

PPPP - Partenariats public-privé-population

PUD - Plan d'Urbanisme Directeur

PUD - Plans d'Urbanisme de Détail

PUR - Plan Urbain de Réference

RGPH - Récensement Général de la Population et de l'Habitat

RNB - Revenu national brut

ROAf - Bureau régional pour l'Afrique

SDAU - Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme

SNAT - Schéma National d'Aménagement du Territoire

SPAT - Schéma Provincial d'Aménagement du Territoire

UNFPA - Fonds des Nations Unies pour la population

UNHAS - Service aérien d'aide humanitaire des Nations unies

UNICEF - Fonds des Nations Unies pour l'enfance





01.
Introduction

Photo 1: Paysage naturel à Farchana @ONU-Habitat, 2025

CONTEXTE

Depuis avril 2023, le Tchad est confronté à une crise humanitaire sans précédent liée au conflit au Soudan, marquée par l'arrivée de plus de 1,2 million de réfugiés dans les provinces orientales du pays — Ouaddaï, Sila, Wadi Fira et Ennedi Est.

Ces populations, majoritairement composées de femmes et d'enfants, se sont installées dans des zones rurales déjà fragilisées par la pauvreté, le manque d'infrastructures et la pression sur les ressources naturelles. Cette crise a profondément transformé les dynamiques territoriales et sociales : des sites initialement temporaires se muent en véritables noyaux d'urbanisation spontanée, entraînant une croissance démographique accélérée, des tensions foncières et une pression accrue sur les services publics et les ressources (eau, terres, énergie).

Face à ces transformations, le Gouvernement tchadien a adopté une approche territoriale intégrée visant à transformer les sites de réfugiés et de retournés en pôles de développement durables, en cohérence avec la politique nationale de décentralisation. Cette orientation est formalisée dans le Plan national de réponse à la crise dans l'Est (2025–2027) — axe 2.4 « Transformation des sites de réfugiés, retournés et communautés hôtes en pôles de développement économique » — et s'aligne sur les priorités du Plan national de développement (PND 2025–2030 – "Tchad Connexion 2030"), notamment la décentralisation, la gouvernance de proximité et la planification territoriale durable. Au cœur de cette dynamique, la province du Ouaddaï occupe une place stratégique : frontalière du Soudan et traversée par le corridor Adré–Farchana–Abéché, elle concentre les principaux flux humains, économiques et logistiques de la région. Adré est devenue un pôle commercial transfrontalier, Farchana un hub
humanitaire et logistique, et Abéché un centre administratif et économique régional.

Cette polarisation rapide du territoire en fait une zone de convergence majeure, mais aussi un espace sous forte pression, où la planification institutionnelle et spatiale devient urgente pour éviter la fragmentation du développement.C'est dans ce contexte que Farchana a été identifiée comme site pilote pour l'élaboration d'un document cadre de planification stratégique (horizon 2040), conduit par le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat (MATUH), en partenariat avec ONU-Habitat et le HCR.

Ce document vise à doter la commune d'une vision d'aménagement à long terme, conciliant intégration sociale, sécurité foncière, gestion de la croissance urbaine et résilience environnementale. Il constitue également un outil de cohérence territoriale et de pilotage, permettant d'articuler les priorités locales avec les orientations nationales (SNAT, PNR Est, PND), de renforcer les capacités du Conseil provincial du Ouaddaï dans le cadre de la décentralisation, et de mobiliser les investissements publics et partenaires sur des bases territoriales solides.

COLLABORATION ENTRE LE GOUVERNEMENT, LE HCR ET ONU-HABITAT

Dans ce contexte, le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat (MATUH), avec l'appui du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et du Programme des Nations Unies pour les Établissements humains (ONU - Habitat), a engagé une collaboration technique inédite visant à accompagner la planification territoriale intégrée des zones affectées par la crise soudanaise.

Cette coopération tripartite s'appuie sur trois piliers :

- L'expertise technique du MATUH pour assurer la conformité des outils de planification avec le cadre réglementaire national ;
- Les compétences d'ONU-Habitat en planification urbaine, gouvernance foncière et aménagement inclusif, dans une approche participative et axée sur la résilience.
- L'expérience du HCR en gestion des sites et d'intégration des réfugiés dans les stratégies de développement local ;

Cette collaboration s'inscrit dans la stratégie nationale d'aménagement du territoire et dans la mise en œuvre de la décentralisation, en renforçant les capacités des autorités locales et déconcentrées.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS ATTENDUS

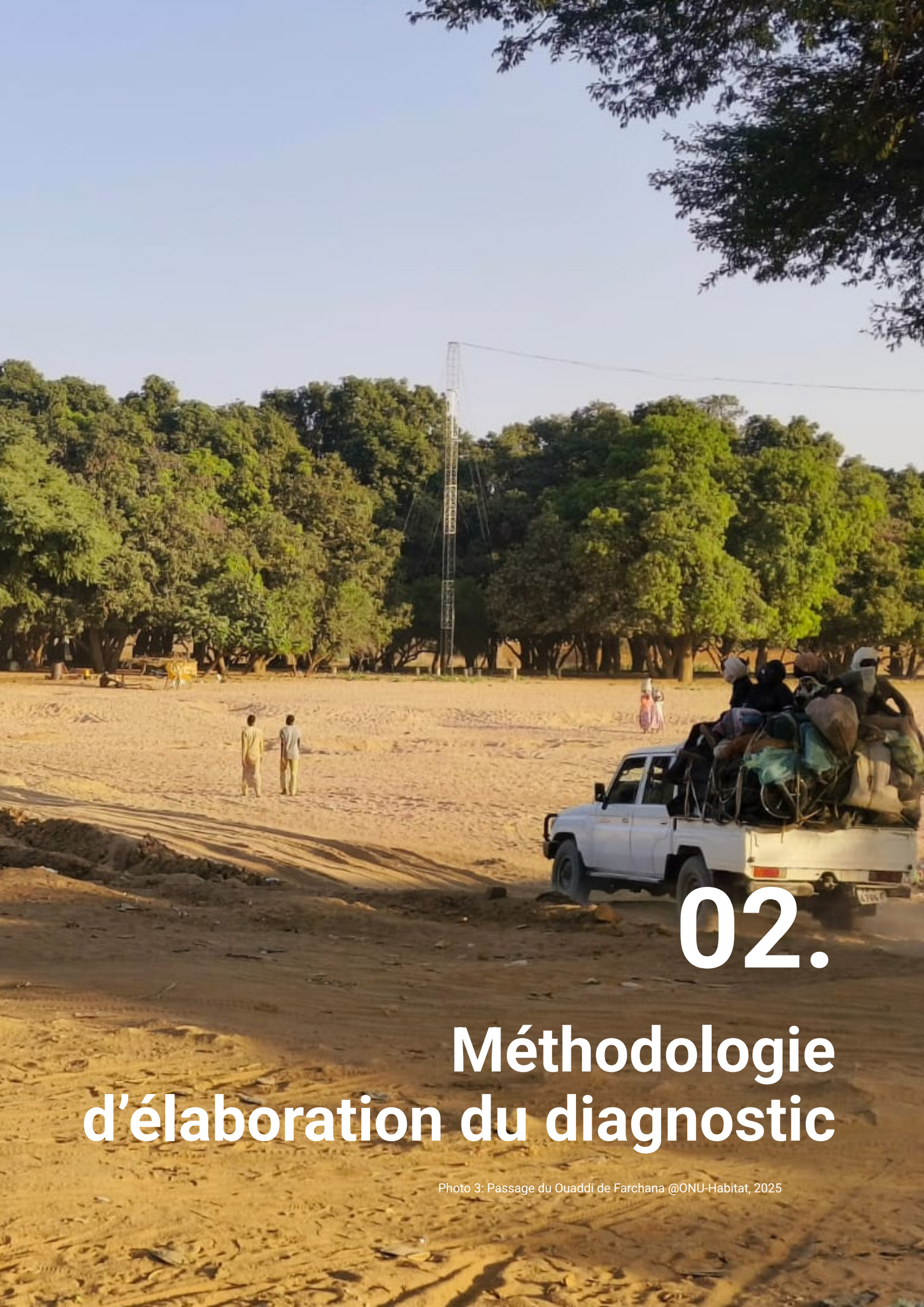
L'objectif du projet est de doter Farchana d'un cadre de planification territoriale stratégique, afin d'accompagner sa transformation urbaine et d'améliorer la résilience des communautés hôtes et réfugiées. Résultats attendus :

- Un document cadre de planification spatiale intégré pour Farchana élaboré.
- Une meilleure cohésion sociale et spatiale entre communautés hôtes et réfugiées.
- Une base méthodologique reproductible pour d'autres communes rurales confrontées à des dynamiques similaires à l'Est du Tchad.



Photo 2: Mode de transport à Farchana
@ONU-Habitat, 2025





02.

Méthodologie d’élaboration du diagnostic

Photo 3: Passage du Ouaddi de Farchana @ONU-Habitat, 2025

Le plan a été élaboré en utilisant le cadre règlementaire en matière de planification et d'urbanisme tchadien, mais également dans une optique de sensibilité aux populations déplacées, refugiées et retournées, qui intègre les besoins, les vulnérabilités et la dynamique de ces populations dans des stratégies de développement urbain et régional plus larges. Cette approche garantit que les personnes déplacées sont incluses dans des interventions sur mesure qui favorisent la cohésion sociale et la stabilité tout en associant les efforts humanitaires au développement à long terme et à la consolidation de la paix.

Grâce à une méthodologie systématique et stratégique, ONU-Habitat a formulé et testé des projets transformateurs dans les villes en utilisant des analyses basées sur des données et en explorant les applications des technologies d'avant-garde, afin de fournir des solutions transformatrices à long terme.

ONU-Habitat applique une méthodologie itérative comportant trois phases principales :

1. Comprendre la ville ;
2. Planifier la ville ;
3. Transformer la ville

La première phase est "Comprendre le contexte". Cette étape vise à analyser la situation actuelle pour déterminer "où en sommes-nous ?". Elle identifie les défis existants, qu'ils soient liés aux tendances de déplacement des populations, à l'urbanisation rapide ou aux impacts du changement climatique. En parallèle, elle explore les opportunités potentielles offertes par le territoire pour répondre à ces enjeux.

La deuxième phase est "Planifier pour l'avenir". Elle consiste à définir "où voulons-nous aller ?". Cette étape vise à construire une vision claire et partagée du futur du territoire, en se posant des questions sur l'image souhaitée de la zone à long terme. Les objectifs clés et les priorités sont établis afin de concrétiser cette vision. La planification inclut donc la définition des stratégies et des actions à mettre en œuvre.

Enfin, la troisième phase, "Transformer", aborde la question de "comment y parvenir ?". Cette étape se concentre sur la mise en œuvre des actions nécessaires pour atteindre la vision définie. Il s'agit d'identifier les projets prioritaires, tracer des parcours clairs et d'établir des objectifs précis pour guider la transformation. L'accent est mis sur la réalisation des plans et sur la création d'un impact durable.



Graphique 1: Principe méthodologique d'ONU-Habitat
@ ONU-Habitat, 2025

À l'aide des indicateurs établis pour le projet, une vision stratégique unifiant les objectifs et les priorités de la ville peut être élaborée sur la base de quatre objectifs principaux de la ville ou objectifs pour les zones urbaines, qui sont :

- La ville compacte
- La ville connectée
- La ville dynamique
- La ville inclusive et resiliente

De cette manière, la vision stratégique (spatiale et non spatiale) est informée et étayée, et elle peut être alignée sur les dépenses d'investissement et les priorités d'investissement de manière à ce que l'investissement soit plus efficace, inclusif et équitable.

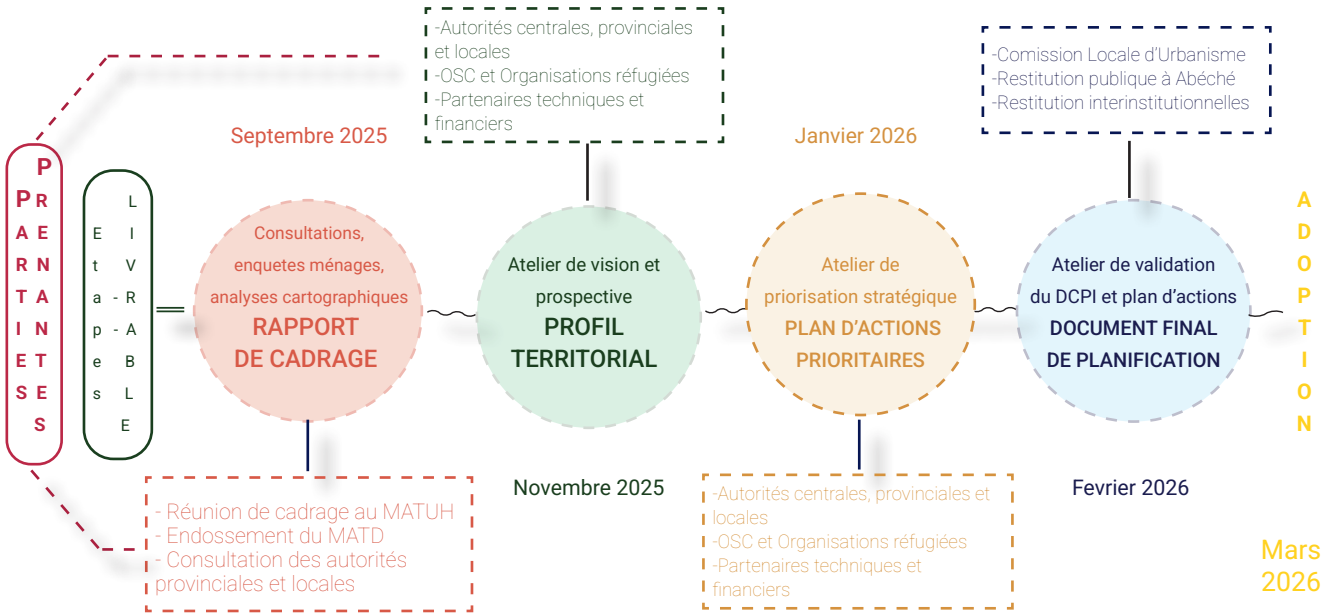
En résumé, ces principes permettent de passer d'une analyse approfondie du contexte à une vision stratégique, avant de se concentrer sur la transformation concrète du territoire, en alignant les priorités et les actions sur les besoins et les opportunités identifiés.

Cette étude est en sa phase initiale, dont les travaux ont débuté en septembre 2025, à la suite d'un pré-diagnostic élaboré en septembre 2024 par l'équipe d'ONU-Habitat. Des séries de consultations avec les principaux acteurs concernés par le projet, aux niveaux central et provincial, sont actuellement en cours.

Engagement des parties prenantes et processus de conception participative

Dans le cadre de la méthodologie de planification stratégique d'ONU-Habitat, la composante inclusive et participative est essentielle pour instaurer la confiance, tirer parti des connaissances locales, favoriser l'appropriation par la communauté et, en fin de compte, obtenir le soutien politique des gouvernements nationaux et régionaux.

La participation du public a été un élément crucial dans l'élaboration du plan stratégique pour Farchana. Grâce à une série d'ateliers en personne et en ligne, diverses voix et perspectives ont été intégrées dans les analyses, les recommandations stratégiques finales et les propositions de projets. Lors des ateliers de visualisation et de validation organisés à Farchana et à Abéché, la participation active de différents groupes minoritaires et vulnérables, tels que les réfugiés, les personnes âgées et les femmes, sera assurée afin d'intégrer leurs points.



Graphique 2 : Méthodologie de travail
@ ONU-Habitat, 2025

ACTUALISATION DU DIAGNOSTIC: DÉMARCHE INCLUSIVE ET MULTIDIMENSIONNELLE

L'élaboration du document cadre de planification stratégique de Farchana repose sur une approche intégrée qui combine analyse spatiale, planification participative et renforcement institutionnel.

Cette première phase, consacrée à l'actualisation du diagnostic territorial, a pour objectif de mettre à jour et d'enrichir les connaissances existantes sur Farchana, afin de disposer d'une base de référence solide pour les étapes suivantes du processus de planification.

Cette mise à jour est rendue nécessaire par l'évolution rapide du contexte local, marqué à la fois par :

- Une croissance démographique exceptionnelle liée à l'installation continue des réfugiés soudanais depuis 2003, et plus récemment depuis avril 2023 ;
- une expansion spatiale non planifiée de l'agglomération, avec la densification du noyau central et la multiplication des extensions périphériques ;
- l'implantation de nouvelles infrastructures humanitaires et communautaires à proximité du futur site de relocalisation, modifiant profondément la morphologie urbaine.

L'actualisation du diagnostic s'inscrit dans une logique itérative et participative, en associant les autorités locales, les services déconcentrés, les représentants des communautés hôtes et réfugiées, ainsi que les partenaires techniques et financiers. Elle vise à renforcer la compréhension collective des dynamiques territoriales, sociales, économiques et environnementales en cours à Farchana.

Méthodologie de collecte des données

La méthodologie adoptée pour la collecte des données pour l'exécution de la mission repose sur les principes méthodologiques suivants :

1. Outils méthodologiques de collecte de données

Quatre outils méthodologiques ont été mobilisés pour la collecte des données, à savoir : la recherche documentaire, les entretiens et groupes de discussion (focus groups), les enquêtes de terrain (enquêtes auprès des ménages et sur les équipements), ainsi que l'observation directe.

- Recherche documentaire

La recherche documentaire a concerné les documents cartographiques, les rapports d'études et de projets. Elle s'est effectuée au sein des institutions publiques (MATHU, MATD, Délégation Provinciale de MATHU du Ouaddaï, le district sanitaire de Farchana), auprès des acteurs humanitaires (HCR, PNUD, JRS, UNICEF, OCHA, OIM, PAM) mais aussi sur internet. Le résultat de cette revue documentaire est la constitution d'une base de données riches comprenant le RGPH de 2009, les données à jour sur le nombre et les profils socio- démographiques des réfugiés, le plan de développement provincial de Ouaddai, le plan de développement local de Molou, le plan de développement du canton de Molou, les données sur les établissements éducatifs et les formations sanitaires ainsi que les textes régissant le foncier et la décentralisation. Ces données permirent rmis la rédaction du rapport diagnostic ainsi que les différentes productions cartographiques.

- Entretiens et focus group

Les travaux de terrain réalisés du 30 septembre au 03 octobre 2025 à Farchana ont permis de tenir des entretiens et des focus group avec plusieurs acteurs locaux du secteur humanitaire, privé et public intervenant dans les domaines clés de développement tels que la santé, l'éducation, l'administration, la sécurité et le foncier. Il s'agit :

- Du sous-préfet et de son chef de bureau
- Du Chef de Canton et de ses notables
- Du chef de programme terrain de JRS
- De la chargée de Violence Basée sur le Genre de UNFPA
- Du représentant du Programme Alimentaire Mondial
- Du Médecin responsable du centre de santé du site d'accueil des réfugiés
- Du chef de zone sanitaire de Farchana
- De l'agent du bureau de coordination de OCHA
- Des représentants des réfugiés
- Du commandant de Brigade de la gendarmerie

Ci-dessous des images de photos de famille de l'équipe de ONU-Habitat après des focus groupes avec lles représentants des réfugiés.

Plusieurs thématiques ont été abordées lors des entretiens et des focus group tenus. Notamment, celles qui sont relatives à la gouvernance locale, au foncier et développement urbain, à l'accès aux services et équipements urbains de base, à la cohésion sociale, à l'économie locale, à la sécurité urbaine et à l'environnement. De ces échanges, ont émané des données qualitatives sur l'état des lieux ainsi que celles sur les pratiques et les modes de vie des résidents, leurs défis et problèmes majeurs et les perspectives de développement souhaitées pour Farchana.

- Observation

L'observation a concerné l'habitat, les équipements d'infrastructure et de superstructure pour déceler leur typologie, leur état de mise en valeur et de fonctionnalité. La photographie a été utilisée au cours de l'observation pour capturer des scènes urbaines qui illustrent le mieux les problématiques traitées.

- Les enquêtes de terrain

Deux types d'enquêtes de terrain ont été réalisées, à savoir : les enquêtes équipements et les enquêtes ménages.

Enquêtes équipements : les enquêtes équipements menées, ont porté sur le recensement de l'ensemble des équipements de superstructure et d'infrastructure de Farchana. A l'aide de l'outil Kobocollect, l'équipe de l'ONU-Habitat a arpenté le tissu d'habitation de Farchana et a géolocalisé les écoles, les centres de santé, les marchés, les aires de jeu, les administrations ainsi que les terrains de sport situés dans le périmètre d'urbanisation. Mais aussi, les infrastructures de la localité, à savoir : les robinets, les châteaux d'eau, les antennes relais et les poteaux de la fibre optique.

Au-delà de la géolocalisation de ces équipements, des informations sur leur état (bon, moyen, mauvais) et leur fonctionnement ont été aussi collectées.

Enquêtes ménages : les enquêtes ménages ont porté sur un échantillon de 5% des ménages. Les enquêtes se sont déroulées du 27 Au 29 Octobre 2025. Grâce à l'outil Kobotoolbox, qui est une plate forme numérique de collecte de données, le questionnaire a été administré aux enquêtés. L'enquête ménage vise à mieux comprendre les caractéristiques socio-démographiques des enquêtés, leur mode et leur niveau de vie, la qualité de leur cadre de vie ainsi que les problèmes de développement majeurs auxquels ils sont confrontés.



Photo 4 : Equipe ONU-habitat à la sortie de focus group avec les repréntants des réfugiés @ONU-Habitat, 2025

2. Délimitation du périmètre d'études

Au Tchad, le canton est la plus petite entité territoriale avec des limites déterminées. Les cantons sont composés des villages qui eux n'ont pas de limite officiellement démarquée. Ainsi, la localité de Farchana qui est dans le canton de Molou ne dispose non plus de limite clairement établie. Or, le document cadre de planification qui est un outil d'urbanisme stratégique ne peut s'élaborer sans un territoire préalablement défini. Etant aussi donné que le champ territorial couvert par le document cadre de planification devient urbain, il ne peut couvrir l'ensemble du territoire du canton. Compte tenu de ces enjeux, il est nécessaire d'analyser les dynamiques territoriales en cours dans l'espace de Farchana, d'identifier et de justifier un périmètre de couverture de l'outil à mettre en place.

- Délimitation du périmètre urbain

L'analyse du tissu d'habitation de la localité de Farchana montre qu'il existe un noyau avec quelques signes d'urbanité, ayant un fonctionnement semblable à celui que l'on peut observer dans les noyaux urbanisés. Il s'agit de :

- La zone administrative des humanitaires cette zone située au centre-est, après le ouadi en allant vers Adré, est le siège du pouvoir administratif de Farchana. Elle renferme la quasi-totalité des bases humanitaires, à savoir : UNHCR, OIM, PAM, UNICEF, JRS, OCHA, CROIX ROUGE etc. C'est aussi dans cette zone que l'on retrouve les administrations publiques tels que : la sous-préfecture, la gendarmerie ainsi que la Commission National d'Accueil de Réinsertion des Réfugiés (CNARR). Cette zone présente une trame urbain relativement structurée et hiérarchisée.
- La zone économique du noyau villageois à Farchana il s'agit du noyau ancien de Farchana, situé sur la rive droite de ouadi. Bien que l'activité économique qui s'y développe soit d'une intensité faible comparativement aux zones urbanisées, elle anime tout de même la vie économique de Farchana. On y trouve les boutiques de rues, les restaurants, la gare informelle pour les voyageurs en partance ou en provenance d'Abéché et d'Adré, les ateliers du secteur secondaire, etc ;
- La zone de concentration résidentielle : le troisième indice d'urbanification de Farchana est la forte concentration des résidences dans le site des réfugiés et moyennement dans le noyau à Farchana. L'économie, l'administration et la concentration des résidences qui caractérisent l'urbanisation ont leur manifestation àFarchana et continueront à s'amplifier. C'est en considération de cela, que les trois espaces constitués par le noyau villageois de Farchana, la zone administrative des humanitaires et le site des réfugiés représentent le périmètre urbain existant de Farchana. La tâche du périmètre est estimée à 562 hectares.



Photo 5: Commerces de vetements à Farchana, @ONU-Habitat, 2025

- **Délimitation du périmètre d'urbanisation**

Le périmètre d'urbanisation est le périmètre d'extension future de l'agglomération de Farchana. Il contiendra le périmètre urbain actuel de Farchana mais aussi les futures zones d'activités (économiques, administratives, polyfonctionnelles), de résidence et naturelles. La délimitation de ce périmètre repose sur :

- **Les dynamiques d'accroissement en cours du périmètre d'urbanisation :** le périmètre urbain actuel de Farchana est en constante mutation, en raison de l'accroissement démographique qui induit aussi, un accroissement spatial. Les noyaux à proximité des zones préférentielles d'extension, qui sont susceptibles d'être phagocytés d'ici à l'horizon du document cadre sont intégrés dans le périmètre retenu ;

- **Les projets d'extension des sites de réfugiés :** en raison de l'arrivée continuelle des réfugiés dans la localité de Farchana, de nouveaux sites sont projetés pour leur accueil. Conformément à la politique du HCR concernant l'emplacement des sites d'accueil des réfugiés, encourageant l'intégration des réfugiés dans les communautés d'accueil, la délimitation du périmètre d'urbanisation prend donc en compte les sites projetés.

- **Les limites territoriales du canton de Molou : le**s limites territoriales du canton de Farchana sont également considérées dans la délimitation du périmètre d'urbanisation. En effet, la localité de Farchana est quasiment le territoire qui limite le canton de Molou dans sa partie Sud.

Les éléments naturels existants : les montagnes et les cours d'eau ont aussi servi de limite à la démarcation du périmètre d'urbanisation, notamment à l'ouest et au nord.

Le périmètre d'urbanisation ainsi défini sur ces bases, est donc limité :

- Au nord par les sites de réfugiés et quelques collines
- Au Sud par la limite du canton de Molou
- A l'Est par des espaces naturels
- Et à l'ouest par des cours d'eau.

Il couvre une superficie de 7107 hectares incluant 15 villages, dont : Farchana 1 et 2, Nourkani, Haraye, Moukitine, Hidjer, Gatigna, Loumba assongor, Loumba djoroko, Loumba ourou, Loumba gindo, Loumba massalite, Loumba fata, Ardaibé, et Tirti. Cette délimitation a été présentée à la direction générale de l'aménagement du territoire, de l'habitat et de l'urbanisme, à la sous-préfecture et à la chefferie traditionnelle (chef de canton de Farchana).
Ci-dessus la carte présentant le périmètre d'urbanisation du document cadre de planification.



Photo 6 : Station de pompage d'eau de fortune dans le Ouaddi de Farchana @ONU-Habitat, 2025

Processus participatif et missions de terrain

Deux missions conjointes de cadrage et de collecte de données ont structuré cette phase :

- **Mission 1 :** Farchana (25–30 septembre 2024), dédiée à la mise à jour du diagnostic urbain et à la concertation locale avec les autorités administratives, les représentants communautaires et les acteurs humanitaires ;
- **Mission 2 :** Abéché (15–19 septembre 2025), visant à renforcer l'ancrage institutionnel du projet au niveau provincial et à préparer le travail du Comité technique (CoTech).

Ces missions ont mobilisé une série d'outils participatifs :

- Cartographie interactive des acteurs et des ressources du territoire ;
- Groupes de discussion autour des enjeux urbains et de l'évolution de la ville ;
- Ateliers de planification de scénarios pour anticiper les options de développement possibles ;
- Restitutions publiques pour valider les constats auprès des parties prenantes locales.

Une attention particulière a été accordée à la représentation des groupes vulnérables (femmes, jeunes, personnes âgées, réfugiés), dont les besoins et priorités ont été intégrés dans les analyses.Cette approche inclusive a permis de créer une culture de concertation et de transparence, condition essentielle pour garantir l'appropriation du futur plan urbain par les communautés et les autorités locales.

Résultats attendus et livrables de la phase

La phase d'actualisation du diagnostic a permis de consolider un socle commun de compréhension territoriale autour des questions suivantes : Quelle est la structure spatiale actuelle de Farchana et comment évolue-t-elle ? Quelles sont les forces, les vulnérabilités et les opportunités du territoire ? Quelles sont les priorités partagées par les différents acteurs (autorités, communautés, partenaires) ?

Le principal livrable est le Profil urbain et territorial de Farchana, qui constitue :

- Un document de référence technique pour les orientations stratégiques futures ;
- Un outil de dialogue entre les institutions nationales, provinciales et locales ;
- Une base de travail commune pour la formulation de la vision de développement et des projets prioritaires.

Ce profil fournit également un cadre analytique pour la prise de décision, en mettant en évidence les interactions entre les enjeux sociaux, économiques, fonciers et environnementaux. Il sert ainsi de passerelle entre la phase de diagnostic et la phase stratégique du processus de planification.

WORKSHOP DE VISION ET PROSPECTIVE

1. L'atelier de vision et de prospective constitue une étape clé du processus d'élaboration du document de planification stratégique de Farchana. Il s'inscrit dans la continuité de la phase de diagnostic et marque la transition vers la formulation d'une vision de développement à long terme, partagée entre les autorités, les communautés et les partenaires techniques.

Organisé à Abéché (8-14 novembre 2025), cet atelier vise à faire émerger des orientations stratégiques concertées pour le développement de Farchana à l'horizon 2040, sur la base des données collectées, des consultations locales et du travail analytique réalisé par ONU-Habitat et le MATUH, avec le soutien du HCR. Cette phase combine deux volets méthodologiques complémentaires :

a. Des consultations communautaires locales menées à Farchana avec les populations hôtes et réfugiées, afin d'assurer une approche réellement inclusive ;

2. Un atelier technique du Comité Technique (CoTech) rassemblant les institutions clés au niveau provincial et national pour valider les scénarios et les orientations de planification.

Consultations communautaires locales

Les consultations locales ont été conduites en amont de l'atelier principal afin de restituer les résultats du diagnostic et de recueillir la perception des habitants sur les enjeux et priorités du territoire.

Elles visaient à garantir la participation active de toutes les catégories sociales, en particulier les groupes souvent sous-représentés : femmes, jeunes, chefs de quartier, leaders communautaires, représentants des réfugiés, commerçants et acteurs religieux. Ces sessions participatives ont permis de :

- **Présenter les résultats du diagnostic territorial** et d'en discuter la pertinence avec les communautés ;
- **Identifier les besoins prioritaires** les logements, infrastructures, accès à la terre, mobilité, emploi, services sociaux de base ;
- **Recueillir les visions locales** sur le futur de Farchana et les valeurs partagées pour son développement ;
- **Mettre en évidence les contraintes majeures** (inondations, insécurité foncière, éloignement des services) et les atouts structurants (axes routiers, dynamisme économique, diversité sociale).

Les consultations se sont déroulées sous forme de focus groups et de cartographies participatives, favorisant l'expression directe des habitants sur les transformations du territoire et les changements souhaités. Les résultats ont été consolidés sous forme de synthèse communautaire et présentés lors de l'atelier technique du CoTech pour validation et intégration.

Atelier technique du Comité Technique CoTech

L'atelier du Comité Technique (CoTech) a constitué le cœur opérationnel de cette phase. Il a rassemblé les représentants provinciaux du MATUH, du MATD, du MEPCI, du Conseil provincial du Ouaddaï, et les partenaires techniques et institutionnels tels le HCR, le PNUD et les autorités locales. L'objectif principal était de passer du diagnostic à la vision prospective, en consolidant les analyses existantes et en validant les scénarios de développement proposés par UNHabitat. Le CoTech a ainsi joué un rôle clé de gouvernance : il a assuré la validation technique, la cohérence interinstitutionnelle et l'alignement du projet avec les politiques publiques nationales.

Objectifs spécifiques

- **Valider collectivement les résultats du diagnostic** et les principaux enjeux territoriaux identifiés (extension urbaine non planifiée, pression foncière, saturation des services de base, vulnérabilités environnementales) ;
- **Définir une vision commune du développement de Farchana à l'horizon 2040,** fondée sur les potentialités du territoire et les aspirations locales ;
- **Présenter et discuter plusieurs scénarios d'aménagement prospectif** (tendanciel, maîtrisé et structurant), illustrant différentes trajectoires possibles pour le développement urbain et territorial de Farchana ;
- **Prioriser les axes stratégiques et les projets structurants,** en identifiant les investissements prioritaires à court, moyen et long terme ;
- **Renforcer la coordination entre acteurs,** afin d'assurer un ancrage institutionnel solide du futur document de planification.

Contenu et déroulement méthodologique

L'atelier a été structuré autour de sessions interactives et participatives, alternant présentations techniques, travaux de groupe et restitutions en plénière. Les principales séquences étaient :

1. Présentation des résultats du diagnostic

Les équipes techniques d'ONU-Habitat et du MATUH ont présenté les conclusions du diagnostic actualisé, mettant en lumière : les dynamiques démographiques et spatiales de Farchana ; les déficits en infrastructures et services essentiels ; la pression foncière et les enjeux environnementaux ; ainsi que la nécessité d'une planification coordonnée pour anticiper la croissance urbaine. Cette session a permis d'obtenir la validation institutionnelle du diagnostic et d'aligner la compréhension des différents ministères sur les réalités du terrain.

2. Stabilisation de la vision territoriale

À travers des exercices de visualisation participative, les membres du CoTech ont travaillé à formuler une vision commune du futur de Farchana : une ville résiliente, inclusive, productive et écologiquement durable, intégrant réfugiés et communautés hôtes dans une trajectoire commune de développement.

3. Élaboration et priorisation des scénarios de développement

Trois scénarios prospectifs ont été présentés et débattus : Scénario tendanciel : poursuite de la croissance spontanée sans planification ; Scénario maîtrisé : encadrement progressif de l'expansion urbaine par des infrastructures et équipements ciblés ; Scénario structurant : aménagement planifié, avec zonage fonctionnel et pôles de développement économique. Les participants ont été invités à analyser les avantages, risques et implications de chaque scénario selon des critères de durabilité, d'inclusion et de faisabilité. Des outils visuels (cartes, projections, matrices SWOT) ont été mobilisés pour faciliter les discussions et aboutir au choix d'un scénario privilégié.

4. Hiérarchisation des projets prioritaires

Sur la base du scénario retenu, les participants ont identifié les projets prioritaires pour la période 2025-2035 : infrastructures publiques, équipements sociaux, mobilité, logement, gestion de l'eau et assainissement, espaces publics, agriculture urbaine, etc. Un exercice de priorisation collective a permis de classer ces projets selon leur urgence, leur impact et leur faisabilité, en vue de la formulation du Programme d'Investissements Prioritaires (PIP) du futur Plan Urbain Intégré.

Résultats attendus

À l'issue de cette séquence, les livrables suivants ont été produits :

La validation institutionnelle du diagnostic territorial ; L'adoption d'une vision commune à l'horizon 2040, intégrant les dimensions sociales, économiques, environnementales et institutionnelles ; La sélection d'un scénario de développement privilégié, validé par le CoTech ; L'élaboration d'une liste hiérarchisée de projets prioritaires (court, moyen et long terme).





Photo 7: Habitat traditionnel à Farchana @ONU-Habitat, 2025





03.

Contexte national et provincial

Photo 8 : Habitat traditionel dans les villages periphériques de Farchana @ONU-Habitat, 2025

La République du Tchad est un pays enclavé d'Afrique centrale, bordé par la Libye au nord, le Soudan à l'est, la République centrafricaine au sud, le Cameroun, le Nigeria et le Niger à l'ouest. Le Tchad a une population estimée à environ 19 340 757 d'habitants en 2025 (INSEED, 2025), majoritairement concentrée dans la partie sud du pays, notamment dans la capitale N'Djamena, ainsi que dans les régions fertiles près du Lac Tchad. Le nord du pays, qui est en grande partie désertique, est faiblement peuplé. Cette répartition démographique a conduit à une concentration des infrastructures et des services dans les zones urbaines et rurales du sud, tandis que les régions arides du nord restent sous-développées.

Le Tchad est classé comme un pays à faible revenu par la Banque mondiale, avec un revenu national brut (RNB) par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) de 1 610 USD en 2022. L'économie du Tchad repose principalement sur l'agriculture et l'exploitation des ressources naturelles, en particulier le pétrole, qui représente une part importante des exportations du pays. Cependant, malgré la production pétrolière, le pays reste confronté à des niveaux élevés de pauvreté, avec près de 42 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté en 2021 (Banque Mondiale, 2021). Les inégalités régionales et socio-économiques sont prononcées, les populations rurales étant particulièrement vulnérables en raison de l'accès limité aux services de base comme l'éducation, la santé et l'eau potable.

Le Tchad occupe le 189e rang sur 193 dans l'Indice de développement humain (IDH) en 2024 (PNUD, 2024). Ce classement reflète les faibles performances du pays en matière d'espérance de vie, d'accès à l'éducation et de revenu par habitant. Cependant, des efforts ont été entrepris pour améliorer ces indicateurs à travers des programmes nationaux et internationaux visant à renforcer les infrastructures de santé, d'éducation et de développement économique, bien que des défis majeurs subsistent, notamment en raison de la situation sécuritaire et des conflits armés dans certaines régions.

Comme beaucoup de pays africains, le Tchad connaît une urbanisation rapide, bien que la majorité de la population reste encore rurale. En 2022, environ 23 % des Tchadiens vivaient dans des zones urbaines, avec un taux de croissance démographique annuel de 3,3 %. Les villes comme N'Djamena, Moundou, Abéché et Sarh sont les principaux pôles d'urbanisation, attirant des populations rurales en quête de meilleures opportunités économiques et d'accès aux services essentiels. Le phénomène de migration rurale vers les centres urbains est largement motivé par la recherche d'emplois, d'une éducation de qualité et de soins de santé, qui sont souvent déficients dans les zones rurales.

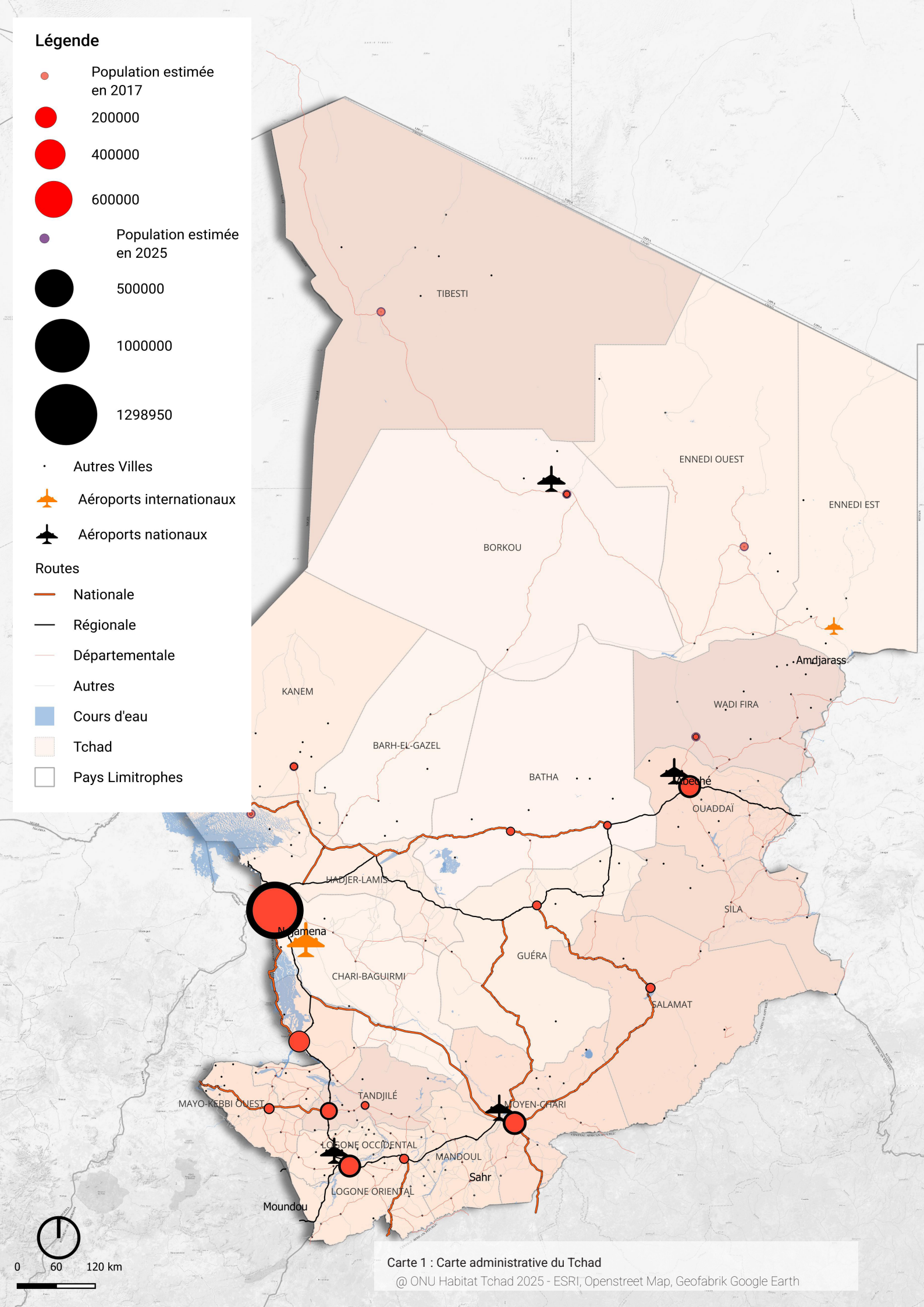
Cependant, cette urbanisation rapide pose des défis importants. Les infrastructures urbaines ne sont pas suffisamment développées pour répondre aux besoins croissants des populations. Les quartiers informels se multiplient, en particulier dans les périphéries des grandes villes, où les services d'assainissement, d'eau potable et d'électricité sont souvent insuffisants. De plus, la pression exercée sur les services sociaux et les infrastructures existantes accentue les inégalités économiques et sociales au sein des populations urbaines.

Historiquement, l'urbanisation au Tchad a été influencée par la présence de corridors économiques et de centres administratifs. La capitale, N'Djamena, située près de la frontière avec le Cameroun et à proximité du Lac Tchad, joue un rôle central dans l'économie du pays, grâce à ses fonctions administratives, commerciales et de transport. Le développement de routes reliant les grandes villes du sud, ainsi que les investissements dans les infrastructures pétrolières, a également contribué à attirer des populations vers ces régions.

Dans un contexte de changements climatiques et de pression démographique croissante, les liens entre les zones urbaines et rurales au Tchad deviennent de plus en plus cruciaux. La désertification et les sécheresses récurrentes dans le nord du pays incitent de plus en plus de personnes à migrer vers les zones plus fertiles du sud, accentuant ainsi les défis liés à la gestion des ressources naturelles et au développement territorial. Pour répondre à ces défis, il est nécessaire de renforcer les infrastructures et de développer des politiques intégrées qui favorisent une urbanisation durable tout en améliorant les conditions de vie dans les zones rurales.



Photo 9 : Montage des briques pour cuisson à Farchana @ONU-Habitat, 2025



Carte 1 : Carte administrative du Tchad

@ ONU Habitat Tchad 2025 - ESRI, Openstreet Map, Geofabrik Google Earth

Système de gouvernance et administration territoriale du Tchad

Le Tchad, doté d'un régime présidentiel et gouverne par la constitution de 2023, a engagé, depuis plusieurs décennies, un vaste processus de réforme institutionnelle et administrative visant à consolider la gouvernance territoriale, à renforcer la participation citoyenne et à promouvoir un développement équilibré de l'ensemble du territoire national. Fondé sur la décentralisation et la déconcentration, il s'inscrit dans une dynamique de modernisation et de mise en cohérence entre les politiques publiques, la planification territoriale et les besoins des CDT.

1. Cadre juridique et architecture institutionnelle

La Constitution du 17 décembre 2023, de la Ve République, consacre le caractère unitaire et décentralisé de l'État tchadien. Elle réaffirme le principe de la libre administration des collectivités autonomes et introduit une distinction claire entre la décentralisation, qui consiste en un transfert durable de compétences et de ressources vers les collectivités, et la déconcentration, qui vise à rapprocher les services de l'État des citoyens pour une meilleure efficacité administrative.

Les lois organiques adoptées en 2024 - surtout la loi n°014 et la loi n°028/CNT/2024 - définissent la nature, les organes, les compétences et les relations de tutelle des collectivités autonomes. Elles instaurent deux niveaux de collectivités territoriales : les provinces et les communes, désormais dotées de la personnalité juridique, de l'autonomie administrative, financière et patrimoniale. Ces lois précisent les modalités des transferts de compétences, le rôle des institutions déconcentrées et l'articulation entre planification locale et nationale.

La loi relative à l'urbanisme (2010) complète ce dispositif en fixant les instruments de planification urbaine et d'aménagement du territoire (SDAU, PDAU, PUR, PUD), ainsi que la création de commissions locales et nationales d'urbanisme chargées de la validation des documents techniques. Toutefois, plusieurs textes d'application demeurent en attente - notamment ceux relatifs à la fonction publique locale, au régime financier et fiscal des collectivités, et à l'intercommunalité - limitant l'opérationnalisation complète du cadre juridique.

Organisation territoriale : échelons, organes et compétences

L'organisation territoriale du Tchad repose sur trois niveaux principaux : national, provincial et communal, articulés à travers un double mouvement de décentralisation et de déconcentration. La section ci-après développe les niveaux de gouvernance provincial, départemental, cantonal, et communal.

- **Le niveau provincial**

Le niveau provincial constitue aujourd'hui un échelon central de la gouvernance territoriale au Tchad, à la fois pour la mise en œuvre de la décentralisation et la coordination de l'action publique déconcentrée. Chaque province est désormais reconnue comme une collectivité territoriale décentralisée, dotée d'un Conseil provincial élu et présidée par un Président du Conseil provincial. Cette instance incarne la représentation démocratique au niveau local et dispose de compétences en matière de planification, de développement économique et social, d'aménagement du territoire, et de coordination intercommunale. À ce titre, elle élabore le Schéma Provincial d'Aménagement du Territoire (SPAT) – document de planification stratégique à 10 ans – décliné en Plan de Développement Provincial (PDP) à 5 ans, servant de cadre de référence pour les investissements publics et les interventions des partenaires techniques et financiers.

Parallèlement, l'État conserve une présence forte à travers la Délégation générale du Gouvernement, dirigée par un Délégué général (anciennement Gouverneur). Ce dernier agit en tant que représentant direct de l'État et du Premier ministre, garant de l'ordre public, du respect des lois et de la coordination des délégations provinciales sectorielles (santé, éducation, infrastructures, agriculture, environnement, etc.).

Cette double configuration fait du niveau provincial un pivot de l'articulation entre l'État et les collectivités locales. Elle permet, d'une part, de rapprocher la décision publique des citoyens par l'action du Conseil provincial, et d'autre part, d'assurer la continuité de l'État à travers le Délégué général. Toutefois, cette coexistence exige une coordination étroite entre les deux pôles afin d'éviter les chevauchements de compétences et de garantir la cohérence entre planification stratégique, gouvernance administrative et développement territorial.

Fonction / Domaine	Conseil provincial (Décentralisation)	Délégué général du Gouvernement (Déconcentration)
Objectif global	Promouvoir la gouvernance locale, la participation citoyenne et le développement	Assurer la continuité de l'État, l'application des lois et la cohérence des politiques publiques
Statut institutionnel	Organe élu, représentant la collectivité autonome provinciale	Représentant de l'État au niveau provincial
Tutelle / rattachement	Rattaché au Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD)	Représentant direct du Premier ministre et du Gouvernement central
Chef de l'exécutif	Président du Conseil provincial (élu)	Délégué général du Gouvernement (nommé)
Rôle principal	Planification, développement et gouvernance locale	Coordination des services déconcentrés et maintien de l'ordre public
Planification territoriale	Élaboration du Schéma Provincial d'Aménagement du Territoire (SPAT) et du Plan de Développement Provincial (PDP)	Appui technique et supervision de la mise en œuvre des politiques nationales
Finances publiques	Vote et exécution du budget provincial ; mobilisation des ressources locales	Contrôle de légalité et supervision de la gestion budgétaire locale
Développement local	Identification, priorisation et mise en œuvre des projets structurants	Coordination des programmes nationaux et sectoriels dans la province
Relations intercommunales	Coordination entre les communes urbaines et rurales de la province	Supervision administrative et arbitrage entre collectivités
Ordre public et sécurité	N/A (hors champ de compétence)	Garant de l'ordre public, responsable de la sécurité et de la cohésion sociale
Redevabilité	Responsable devant les électeurs provinciaux et le Conseil provincial	Responsable devant le Gouvernement central

Tableau 1 : Compétences en matière de planification urbaine @ MATD

- ## Le niveau départemental

Le préfet assure la représentation de l'État au niveau départemental et veille à l'application des lois, à l'ordre public et à la coordination des services déconcentrés. Il supervise les sous-préfets et les chefs de canton dans l'exécution des politiques publiques et assure le lien entre les autorités locales et l'administration centrale. Le préfet est également responsable du contrôle de légalité des actes pris par les collectivités locales et de la bonne exécution des programmes publics.

À ce niveau, la planification et la coordination du développement s'appuient sur le Comité Départemental d'Action (CDA), instance pluri acteurs mise en place conformément aux textes sur la décentralisation. Ce comité réunit les délégués départementaux des ministères sectoriels, les représentants des collectivités, les autorités traditionnelles et les organisations de la société civile. Il constitue un espace de concertation et de planification, visant à harmoniser et à assurer la cohérence des les interventions avec les priorités provinciales et nationales. Le CDA joue aussi un rôle de relais entre les Comités Locaux d'Action (CLA) des sous-préfectures et le Comité Provincial d'Action (CPA).

- ## Le niveau cantonal

Le canton est un niveau de représentation traditionnel, à la croisée entre les structures administratives et les autorités coutumières. Dirigé par un chef de canton, reconnu par l'État, ce niveau joue un rôle clé dans la médiation sociale, la gestion coutumière des terres, et la régulation des conflits Relevant du sous-préfet, le chef de canton agit comme un relais essentiel entre l'administration déconcentrée et les communautés locales. Dans les communes rurales, il collabore avec le Comité Local d'Action (CLA) pour planifier et coordonner les initiatives de développement, tout en veillant à la préservation des équilibres sociaux et fonciers. Ce niveau, ancré dans les pratiques communautaires, est une composante forte de la gouvernance territoriale de proximité.

- Le niveau communal

Le niveau communal constitue le socle du système décentralisé tchadien, assurant la gouvernance de proximité et la participation directe des citoyens au développement local. On distingue deux catégories :

- Les communes urbaines, correspondant principalement aux chefs-lieux de province et aux grandes agglomérations. Elles disposent d'un Conseil communal élu et d'un Maire, responsable de la gestion quotidienne des affaires locales : voirie et assainissement, hygiène publique, marchés, gestion des équipements collectifs, urbanisme opérationnel, et mobilisation des taxes locales. La ville de N'Djamena bénéficie d'un statut particulier, cumulant les compétences d'une province et d'une commune, et disposant d'un Conseil municipal doté de pouvoirs étendus en matière de planification, de fiscalité locale et de gestion des services urbains.

- Les communes rurales, correspondant aux chefs-lieux de sous-préfecture, comme c'est le cas de Farchana. Celles-ci ne disposent pas encore de Conseil communal élu. Leur gestion est assurée par le Sous-préfet, représentant de l'État, en collaboration avec le Chef de canton, qui incarne l'autorité coutumière. La gouvernance locale s'appuie sur un Comité Local d'Action (CLA), structure de concertation et de coordination du développement local.

Le Comité Local d'Action (CLA) est un organe participatif rassemblant :

- Le Sous-préfet, assure la présidence et veille à la conformité des actions et des orientations de l'État ;
- Le Chef de canton, garant de la légitimité coutumière et de la cohésion sociale ;
- Les chefs de village et de quartiers, représentants des communautés de base ;
- Les représentants des services déconcentrés (éducation, santé, agriculture, infrastructures etc.) ;
- Des représentants de la société civile, notamment les associations de femmes, de jeunes, les comités de développement et les ONG locales ;
- Les partenaires techniques et financiers intervenant dans la zone.

Le CLA a pour mission principale de planifier, suivre et coordonner les initiatives de développement local, en veillant à leur alignement avec les priorités nationales et provinciales. Il joue également un rôle clé dans la mobilisation communautaire, la gestion concertée des ressources locales et la prévention des conflits.

Ce dispositif fait du niveau communal – et plus particulièrement du CLA dans les communes rurales – un espace d'articulation entre la gouvernance traditionnelle, l'administration étatique et les dynamiques communautaires

3. Transfert de compétences et gouvernance locale

Les lois organiques ont défini un ensemble de compétences transférées aux collectivités : environ huit domaines pour les provinces (aménagement du territoire, développement économique, infrastructures, environnement, culture, santé, éducation, planification) et sept pour les communes (services de proximité, urbanisme, marchés, hygiène, assainissement, gestion du domaine public, fiscalité locale).

Cependant, les transferts effectifs demeurent partiels et souvent dépourvus de ressources correspondantes. La faiblesse des capacités administratives et techniques locales, conjuguée à l'insuffisance de la formation du personnel, freine la mise en œuvre opérationnelle de la décentralisation. Des mécanismes de concertation territoriale existent néanmoins, notamment les Comités Provinciaux d'Action (CPA), Comités Départementaux d'Action (CDA) et Comités Locaux d'Action (CLA), qui permettent d'assurer un dialogue entre les acteurs étatiques, les collectivités et les communautés.

4. Gouvernance financière et fiscale

Le financement des collectivités autonomes repose sur plusieurs sources : transferts de l'État, recettes fiscales locales (taxes de marché, occupation du domaine public, redevances foncières), et financements de projets des partenaires techniques et financiers. Toutefois, la faible autonomie financière des collectivités, l'irrégularité des transferts et l'absence de mécanismes de péréquation opérationnels constituent des freins majeurs à la mise en œuvre effective de la décentralisation. Le renforcement de la fiscalité locale, la numérisation des registres fonciers et fiscaux et la création d'un fonds de péréquation territoriale figurent parmi les priorités pour réduire les disparités régionales.

Niveau territorial	Statut administratif	Autorités / Institutions	Principales attributions	Outils / Documents de planification
Province	Collectivité décentralisée (nouvellement instituée)	• Président du Conseil provincial (élu), en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre du développement du territoire • Délégué général du Gouvernement (ex- Gouverneur), en charge de l'administration du territoire	- Coordination du développement provincial - Élaboration et suivi du SPAT et du PDP - Appui technique et supervision des départements et communes	Schéma Provincial d'Aménagement du Territoire (SPAT – 15 ans) Plan de Développement Provincial (PDP – 5 ans)
Département	Circonscription administrative	- Préfet, avec le Comité Départemental d'Action (CDA)	- Représentation de l'État - Coordination des sous- préfectures et services déconcentrés - Contrôle de légalité des actes des collectivités locales	-
Sous- préfecture / Canton	Circonscription administrative locale	Sous-préfet / Chef de canton	- Administration locale - Mise en œuvre des politiques publiques - Supervision du Comité Local d'Action (CLA)	Plan de Développement Cantonal (PDC) ou Plan de Développement Local (PDL)
Commune urbaine	Collectivité décentralisée	Conseil communal et Maire élus	- Gestion urbaine de proximité (voirie, hygiène, marchés, fiscalité locale) - Urbanisme opérationnel - Planification locale du développement	Plan de Développement Local (PDL) / Plan de Développement Communal (PDC) / autre document d'urbanisme – cf. section infra
Commune rurale	Collectivité décentralisée (non encore dotée d'institutions élues)	Sous-préfet et Chef de canton, avec Comité Local d'Action (CLA)	- Gestion administrative locale - Coordination du développement communautaire - Animation du CLA et mise en œuvre des actions locales	Plan de Développement Cantonal (PDC) ou Document de planification intégré

Tableau 2 : Compétences des collectivités décentralisées et déconcentrées en matière de planification stratégique @MATD

Aménagement du territoire et planification

1. Planification territoriale

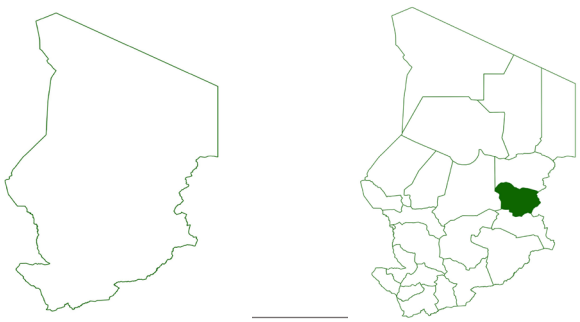
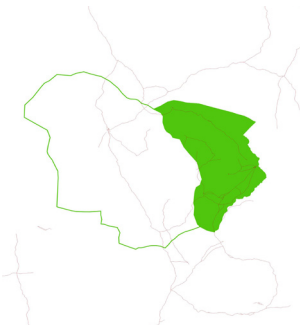
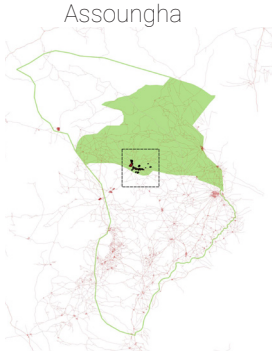
Etat Autorités de Niveau National / Ministères de Tutelle du Gouvernement Ministères de Tutelle du Gouvernement	Frontières Nationales 
Province Bureau Exécutif du Conseil Provincial	Ouaddai  Plan de Développement provincial du Ouaddaï
Département Administrateur de Niveau Départemental (gère les Représentants des services déconcentrés)	Assoungha 
Sous-préfecture/Canton Sous-préfet/chef de canton	Molou Plan de développement cantonal de Farchana
Village / Site des réfugiés	

Tableau 3 : Système de gouvernance du Tchad @ ONU Habitat Tchad 2025

- Institutions

Au sommet de l'appareil institutionnel, plusieurs ministères exercent un rôle important en matière de planification du territoire :

- **Le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD),** qui supervise le processus de décentralisation et exerce la tutelle administrative sur les collectivités ; garant du transfert effectif des compétences aux collectivités locales et de la coordination territoriale. Il encadre les conseils provinciaux nouvellement élus, les préfectures et sous-préfectures, ainsi que les Comités Locaux d'Action, qui jouent un rôle clé dans la mise en œuvre des plans en milieu rural.
- **Le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat (MATUH),** chargé de la planification spatiale, de la cohérence territoriale et de la réglementation urbaine ; assure la cohérence des documents de planification avec le Schéma National d'Aménagement du Territoire et les politiques urbaines sectorielles.
- **Le Ministère des Finances, du Budget, de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale (MFBEPCI),** responsable de la décentralisation financière, de la planification du développement (notamment via le PND 2025–2030) et de la péréquation entre territoires ; Responsable de la programmation budgétaire et de la cohérence entre les stratégies territoriales et les politiques publiques nationales (PND, cadre budgétaire, investissements publics).
- **Les ministères sectoriels** (santé, éducation, environnement, infrastructures, etc.) qui mettent en œuvre les compétences transférées selon leurs domaines.

- Textes et règlementation

La planification au Tchad repose sur une hiérarchie de documents structurés selon trois niveaux :

- Au niveau national, la planification repose sur deux outils stratégiques majeurs que sont le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) et le Plan National de Développement (PND). Le premier fixe les orientations de long terme, la structuration de l'armature urbaine et la répartition des fonctions économiques et sociales. Tandis que le second porte la vision stratégique du pays pour la transformation économique, sociale et spatiale.
- Au niveau provincial, les Schémas Provinciaux d'Aménagement du Territoire (SPAT), d'une durée de dix ans, déclinent les orientations du SNAT et définissent les priorités régionales en matière d'infrastructures et de développement spatial.

Cependant, de nombreuses lacunes subsistent : les communes rurales, qui constituent la majorité du maillage territorial, ne disposent pas d'outils stratégiques de planification à long terme. Les documents existants sont souvent obsolètes, partiels ou inapplicables, faute de moyens humains, financiers et techniques. De plus, la vulgarisation insuffisante du SNAT limite son appropriation par les autorités locales et les acteurs du développement.

1. Urbanisme et planification urbaine

En République du Tchad, le cadre national de planification est principalement régi par la Loi n°006/PR/2010, promulguée en 2010 et relative à l'Urbanisme. Cette loi constitue le fondement des politiques et des orientations stratégiques en matière d'aménagement du territoire, en définissant les principes directeurs qui guident le développement spatial du pays. Elle encadre l'organisation de l'espace urbain et rural, garantissant une utilisation rationnelle des terres tout en veillant à l'harmonisation des infrastructures avec les besoins socio-économiques et environnementaux. Loi n°006/PR/2010 vise à promouvoir un développement équilibré entre les zones urbaines et rurales, en favorisant la cohésion sociale et le développement durable.

Elle sert notamment à l'élaboration de plusieurs outils de planification urbaine, tels que les Schémas Provinciaux d'Aménagement du Territoire (SPAT), les Plans Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme (PDAU), ainsi que les Plans d'Urbanisme de Détail (PUD), qui permettent une application concrète des directives à différents niveaux administratifs. Cette législation constitue un levier crucial pour orienter le développement du Tchad à moyen et long terme, tout en s'assurant que les infrastructures, les services publics et la gestion des ressources naturelles répondent efficacement aux besoins de la population.

La Commission locale d'urbanisme, présidée par le Président du Conseil provincial, joue un rôle essentiel dans la validation des documents d'urbanisme et garantit leur conformité avec les cadres réglementaires nationaux.

	Planification stratégique		Planification opérationnelle	
Echelle nationale	SNAT (Schéma National d'Aménagement Territorial 2026-2040)		Plan National de Développement - Tchad Connexion 2030	
Echelle provinciale	SPAT (Schéma Provincial d'Aménagement du Territoire)		PDP (Plan de Développement Provincial du Ouaddai 2023-2027)	
Echelle départementale ou cantonale			Plan de Développement PDC (Cantonal pour le Canton Molou 2019-2024)	
Echelle locale	Communes urbaines	Communes rurales	Communes urbaines	Communes rurales
	PUR/SDAU		PDL (Plan de Développement Local)	Plan de secteur ou de zonage

Tableau 4 : Outils de planification @ ONU Habitat 2025

Gouvernance foncière

Le cadre foncier tchadien reste régi par les lois de 1967, en cours de révision dans le cadre de l'élaboration de la Politique nationale foncière. Les défis majeurs concernent la sécurisation de l'occupation du sol, la gestion des conflits d'usage et l'intégration des réalités urbaines émergentes, notamment dans les zones rurales en mutation rapide. L'enjeu est de lier la planification urbaine à la gouvernance foncière, afin d'assurer un accès équitable à la terre, d'encadrer l'expansion urbaine et de prévenir les tensions sociales.

- **La loi n°23 du 22 juillet 1967 portant sur les statuts des biens domaniaux :**

Cette loi décrit le régime domanial au Tchad et stipule dans son article 1er que « l'ensemble des biens appartenant à l'Etat prend le nom de Domaine National. Le domaine national se compose d'un domaine public et d'un domaine privé. Les personnes morales de droit public subordonnées à l'Etat et possédant l'autonomie financière, peuvent posséder un domaine public et privé ». Le domaine public est constitué des éléments naturels (lacs, étang, les nappes d'eau souterraines ; Les gîtes minéraux et miniers ; Les forêts classées etc.) et artificiels (canaux de navigation, les conduites d'eau, les dispositifs d'évacuation et d'assainissement d'eaux usées ; les voies de communication). Le domaine privé en revanche, comprend tout ce qui n'appartient pas au domaine public de l'Etat. Les biens vacants et sans maitre font partie du domaine privé de l'Etat sauf quand il en est disposé autrement par la loi.

- **La loi n°24 du 22 juillet 1967 sur le régime de la propriété foncière et des droits coutumiers :**

Cette loi souligne l'importance de la propriété foncière et stipule clairement que la possession d'un bien foncier est établie par le processus d'immatriculation, qui implique l'établissement et l'enregistrement d'un document appelé titre foncier.

Un titre foncier ne peut être délivré qu'aux propriétaires et aux copropriétaires. Dès lors que le titre foncier est délivré, il est définitif et inattaquable. Cependant, elle indique que toute terre non immatriculée est réputée vacante et sans propriétaire, à moins que ne soit rapportée la preuve du contraire. S'il y a sur ces terres des droits coutumiers non mis en valeur, l'Etat après les avoir fait constater, peut les supprimer en imposant son titre, soit en indemnisant les titulaires, soit en leur proposant d'autres droits équivalents.

- **La loi n°25 du 22 juillet 1967 sur les limitations de droit foncier :**

Ce texte définit les procédures de l'expropriation, du déguerpissement et la définition des servitudes. De prime à bord, le premier article de cette loi stipule que « nul ne peut être privé de la propriété des immeubles ou de l'usage du sol, sans que l'intérêt public l'exige, qu'il y ait indemnisation et que les dispositions légales soient appliquées ». Les modalités et procédures d'expropriation sont précisées dans le décret d'application de la loi sur la limitation des droits fonciers du 1er Aout 1967.

Type de document	Objectif principal	Niveau de validation / entités responsables	Existence / publication
Documents de planification			
Plan National de Développement (PND)	Orientations stratégiques nationales (économie, social)	Gouvernement central (décret présidentiel)	PND 2025 - 2030 « Tchad Connexion 2030 »
Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT)	Organisation spatiale nationale	Ministère de l'Aménagement du Territoire	SNAT 2024-2035
SPAT	Organisation spatiale à l'échelle provinciale	Conseillers provinciaux avec l'appui technique des services déconcentrés du ministère de l'aménagement du territoire	Non existant dans la province du Ouaddai
Plan de Développement Cantonal	Développement des infrastructures et services au niveau communal	Conseils communaux, avec appui technique des ONG	PDC Molou 2019-2024
Documents d'urbanisme			
Schéma Directeur d'Aménagement Urbain (SDAU)	Planification stratégique des grandes villes	Ministère de l'Urbanisme et Collectivités locales	Oui, à N'Djamena
Plan Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (PDAU)	Détails et précision du contenu du SDAU	Autorités municipales, en coordination avec le ministère	Non existant à Farchana
Plan d'Urbanisme de Référence (PUR)	Référentiel pour les futures extensions ou réaménagements urbains	Autorités municipales, en coordination avec l'État	Non existant à Farchana
Plan d'Urbanisme Directeur (PUD)	Organisation urbaine générale pour les villes	Collectivités locales et approbation du ministère	Non existant à Farchana
Plan de Détail (PD)	Détails d'aménagement au niveau des quartiers	Mairies (avec validation au niveau communal)	Non existant à Farchana
Documents de gestion foncière			
Cadastre national	Enregistrement et gestion des propriétés foncières	Administration foncière nationale	Partiel au Ouaddaï. Zones rurales comme Moulou et Farchana largement non cadastrées.
Plan Local d'Affectation des Sols (PLAS)	Régulation des usages des sols au niveau local	Conseils municipaux	Non. Aucun PLAS élaboré pour Farchana ou Moulou.
Registre foncier communal	Recensement et gestion des terres locales	Mairies (avec appui technique si nécessaire)	Très limité. Farchana utilise principalement des pratiques coutumières pour la gestion foncière.
Charte foncière	Réglementation des droits fonciers locaux	Administration foncière et autorités locales	Existe au niveau national, mais l'application dans des zones rurales comme Moulou est limitée et informelle.

Tableau 5 : récapitulatif des outils de planification au Tchad @ MATD,

CONTEXTE : ÉCHELLE NATIONALE

Environnement et enjeux du changement climatique

Le Tchad, à l'instar de nombreux pays de la région sahélienne, fait face à des défis majeurs liés au changement climatique. Depuis plusieurs décennies, le pays subit les effets croissants de la variabilité climatique, se traduisant par des périodes prolongées de sécheresse, des températures extrêmes, et des précipitations irrégulières. Ces phénomènes ont un impact direct sur le développement socio-économique du pays, en particulier sur les secteurs dépendant des ressources naturelles comme l'agriculture et l'élevage, qui occupent une place centrale dans l'économie tchadienne.

En réponse à ces défis, le Tchad a élaboré plusieurs politiques et stratégies pour lutter contre le changement climatique, dont le **Programme d'Action Nationale d'Adaptation aux Changements Climatiques**[2] **(PANA-Tchad)** adopté en 2010. Ce programme met l'accent sur l'importance d'intégrer l'adaptation climatique dans les processus de développement national. Le PANA a été suivi par le **Plan National d'Adaptation au Changement Climatique**[3] (PNACC), qui propose des mesures concrètes pour atténuer les impacts des changements climatiques dans les secteurs les plus vulnérables. Toutefois, malgré ces efforts, le Tchad reste l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique, en raison de ses faibles capacités d'adaptation et de résilience face aux chocs climatiques.

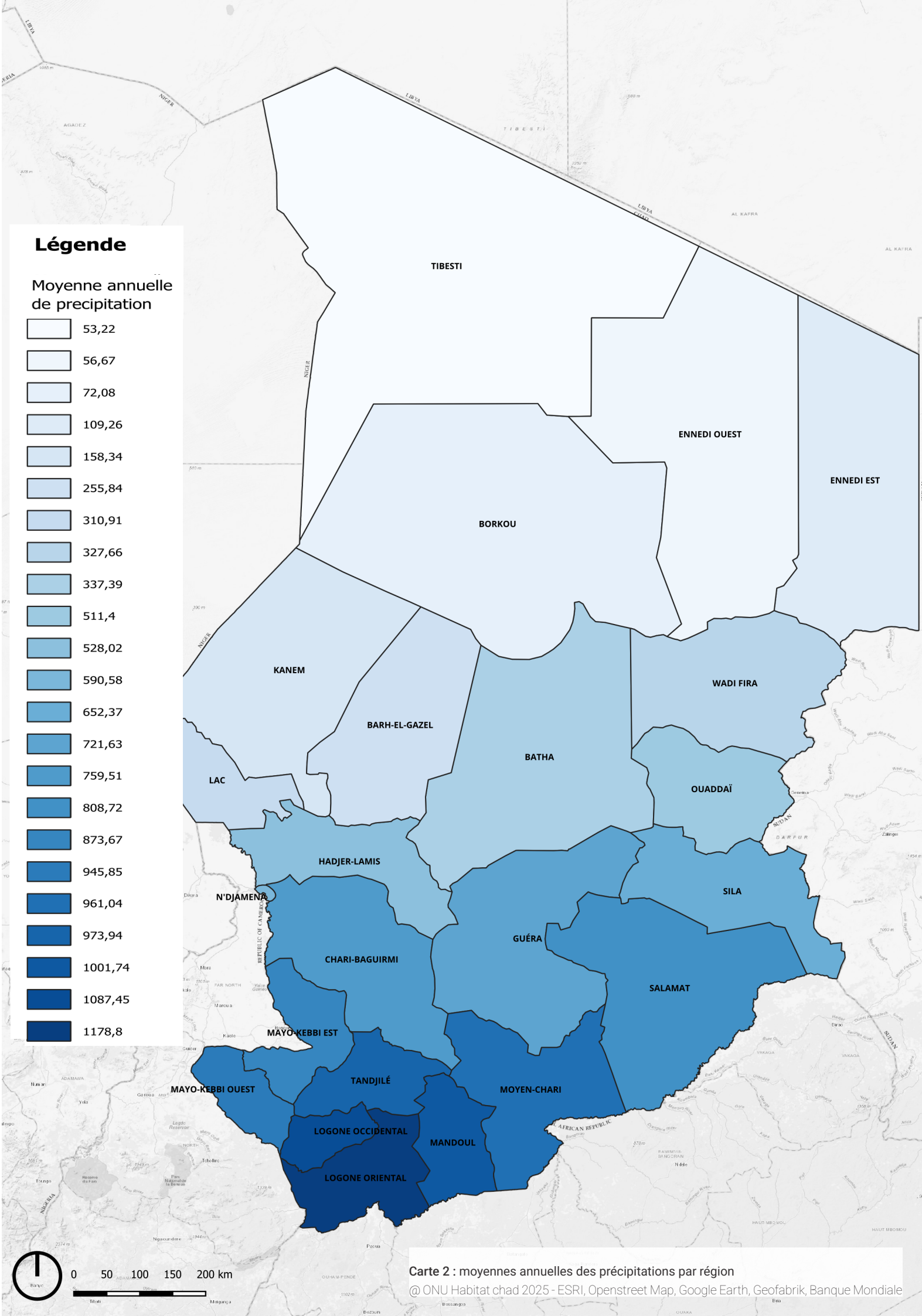
Selon l'indice de vulnérabilité climatique du ND-GAIN, le Tchad se classe parmi les pays les plus exposés aux risques climatiques. Le pays est extrêmement vulnérable (classé 181e sur 182 en 2020) et peu préparé à affronter ces défis. Les principales faiblesses résident dans la sécurité alimentaire, la gestion des ressources en eau, et les infrastructures. En raison de la forte dépendance de l'économie aux secteurs agricole et pastoral, qui dépendent principalement des pluies saisonnières, les variations climatiques exacerbent les crises alimentaires et hydriques dans le pays.

Les projections climatiques pour le Tchad indiquent une augmentation des températures moyennes et une réduction des précipitations, en particulier dans les régions sahariennes et sahéliennes. Cela pourrait aggraver les conditions de sécheresse, réduire la disponibilité de l'eau, et augmenter l'insécurité alimentaire. Les inondations saisonnières, bien que moins fréquentes que la sécheresse, sont également un risque majeur, notamment dans les zones de basse altitude autour du Lac Tchad, où les précipitations soudaines provoquent des crues qui affectent les terres agricoles et les infrastructures locales.

Les changements climatiques augmentent également les tensions sur les ressources naturelles, comme la terre et l'eau, ce qui conduit à des conflits communautaires. Ces conflits, combinés à la migration forcée des populations en quête de terres fertiles ou de ressources en eau, contribuent à l'instabilité dans les zones rurales du pays. La gestion de ces mouvements migratoires internes, ainsi que l'intégration des populations déplacées, constituent un défi majeur pour les autorités tchadiennes.

Face à ces menaces climatiques, il devient impératif pour le Tchad de renforcer ses capacités de résilience par des investissements dans les infrastructures adaptées, la gestion durable des ressources en eau, et la diversification des moyens de subsistance. Des initiatives telles que l'amélioration des systèmes d'irrigation, la construction de barrages pour la rétention d'eau, et la promotion de pratiques agricoles résilientes sont essentielles pour atténuer l'impact des changements climatiques et sécuriser l'avenir des populations rurales vulnérables.

2. Programme d'Action Nationale d'Adaptation aux Changements Climatiques, élaboré en 2010 par le Ministère de l'Environnement, de l'Eau et des Ressources Halieutiques
3. Plan National d'Adaptation au Changement Climatique, élaboré en 2021 avec l'appui du PNUD. ND-GAIN mesure la vulnérabilité globale des pays en considérant six secteurs vitaux - alimentation, eau, santé, services écosystémiques, habitat humain et infrastructure



Carte 2 : moyennes annuelles des précipitations par région

@ ONU Habitat chad 2025 - ESRI, Openstreet Map, Google Earth, Geofabrik, Banque Mondiale

Localités et population

À l'instar de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, le Tchad connaît une croissance démographique rapide depuis les indépendances. Les deux derniers Recensements Généraux de la Population et de l'Habitat[5] (RGPH) ont révélé une forte progression de la population, passée de 6 279 931 habitants en 1993 à 11 039 873 habitants en 2009, soit un quasi-dédoublement en moins de vingt ans.

Avec un taux de croissance démographique de 3,6% (RGPH2, 2009), la population est estimée en 2025 à 19,3 millions d'habitants (INSEED). D'après les données de l'ECOSIT[6] 4, la population tchadienne se caractérise par une forte proportion de femmes (51,8 %), une majorité rurale (75,6 %) et une jeunesse marquée, avec 53,3 % de la population âgée de moins de 15 ans. L'âge moyen est de 19,3 ans et l'âge médian de 13 ans, traduisant une structure démographique très jeune.

La population du Tchad a également pour caractéristiques principales son faible niveau de peuplement et sa distribution très inégale entre les provinces, les départements, les sous-préfectures et les communes. On a des zones de fortes et de faibles concentrations. Environ la moitié de la population du pays (47 %) est concentrée sur seulement 10 % de la superficie totale. La densité moyenne de la population en 2009 varie de 0,1 habitant par kilomètre carré dans la région du Tibesti à 77,3 habitants par kilomètre carré dans la région du Logone Occidental.

Selon le Rapport pays 2025[7] de la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Indice de Capital Humain (ICH) du Tchad s'établit à 0,30. Ce score place le pays en deçà de la moyenne des autres membres de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Concrètement, cela signifie qu'un enfant né aujourd'hui au Tchad ne réalisera, à ses 18 ans, que 30 % de son plein potentiel en matière d'éducation et de santé, par rapport à un enfant bénéficiant d'un système éducatif et sanitaire optimal.

En matière d'éducation, un enfant au Tchad n'achève en moyenne que 5,3 années d'études d'ici l'âge de 18 ans. Toutefois, en raison des problèmes de qualité de l'enseignement, cela équivaut à seulement 2,8 années effectives d'apprentissage en termes de résultats réels. De plus, des inégalités importantes entre les sexes persistent : les filles fréquentent l'école en moyenne près de deux années de moins que les garçons. En 2021, le taux net de scolarisation au primaire était estimé à 68 %.

Au niveau de la santé, le pays souffre de la faiblesse de l'offre de services adéquats, en particulier aux groupes vulnérables. A peu près 40 % des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance et seuls 88 enfants sur 100 survivent jusqu'à l'âge de 5 ans. En outre, les ménages supportent le fardeau des soins de santé (60 % des coûts de leur dépenses).

L'armature urbaine du Tchad est caractérisée par cinq principales villes dont la description succincte de chacune d'elle est présentée dans le tableau suivant.

Sexe	1964	1993	2009	2020
Masculin	28	47	51,6	53,09
Feminin	35	54,5	53,4	55,95
Ensemble	31	50,3	52,4	54,51

Tableau 6: Espérance de vie à la naissance de 1964 à 2020 @ RGPH, 2009 et Countryeconmy.com 2019

5. Recensement Général de la Population et de l'Habitat, réalisé par INSEED en 2009
6. Enquête sur les Conditions de vie des ménages et la Pauvreté au Tchad, réalisé par INSEED en 2021
7. Rapport pays Tchad, tirer le meilleur parti du capital de la République du Tchad pour favoriser son développement, BAD 2025

Villes	Population	Description
N'Djamena	1 359 526	N'Djamena est la capitale et la plus grande ville du Tchad. Située à l'extrême ouest du pays, au bord du fleuve Chari et à la frontière avec le Cameroun, elle constitue le principal centre administratif, politique, économique et culturel du pays. Elle concentre les institutions nationales, les services publics, les sièges des organisations internationales et les principales infrastructures économiques.
Moundou	196 124	Moundou est la deuxième ville du Tchad, située au sud-ouest du pays. Elle est considérée comme la capitale économique du pays, notamment grâce à ses industries agroalimentaires, en particulier les brasseries et la transformation du coton. Ville dynamique et en pleine expansion, Moundou joue un rôle clé dans les échanges commerciaux de la région et bénéficie d'un fort potentiel de développement économique et urbain
Abéché	139 983	Abéché est la principale ville de l'est du Tchad et la capitale de la région du Ouaddaï. Elle occupe une position stratégique comme carrefour commercial entre le Tchad et le Soudan, ce qui en fait un centre d'échanges important. La ville possède un riche patrimoine culturel islamique, avec une histoire marquée par les anciens sultanats. Abéché est située en zone sahélienne, avec un climat chaud et sec, et une végétation clairsemée
Sarh	138 928	Sarh est une ville du sud du Tchad, située au bord du fleuve Chari. Elle constitue un centre agricole majeur, particulièrement reconnu pour la culture du coton et de la canne à sucre. La ville abrite également des unités industrielles de transformation de ces produits. Anciennement appelée Fort-Archambault durant la période coloniale, Sarh bénéficie d'un climat plus humide, favorable à l'agriculture, et joue un rôle clé dans l'économie du sud tchadien.
Doba	70 942	Doba est une ville située dans le sud du Tchad, au cœur de la zone pétrolière du bassin de Doba. Elle joue un rôle stratégique dans l'exploitation des hydrocarbures, en accueillant des infrastructures liées à la production et au transport du pétrole. En plus de son importance énergétique, Doba conserve une vocation agricole, avec des cultures vivrières et commerciales pratiquées dans la région. Cette double vocation, pétrolière et agricole, en fait un pôle économique en développement.

Tableau 7 : Principales villes du Tchad @ Worldometer, 2025

Economie

L'économie du Tchad repose fondamentalement sur les activités du secteur primaire et sur l'exploitation du pétrole. Le secteur agricole contribue largement dans la formation du PIB estimée à 23 % dont 20% proviennent de la production vivrière et 3% des cultures de rente (FAO, 2025). C'est aussi un grand active du pays (Ministère des finances, 2020). Le potentiel agricole du Tchad est énorrme, mais sous exploité, pourvoyeur d'emploi qui occupe 73% de la population les superficies cultivées ne représentent que 13% du potentiel de 39 millions d'hectares cultivables (soit 30% du territoire), dont 19 millions d'hectares de terres arables. Les terres arables se répartissent entre 13,3 millions d'hecares défrichés propres à l'agriculture et 5,6 millions d'hectares potentiellement irrigables. Les superficies facilement irrigables sont de 435000 hectares.

L'élevage constitue également un pilier essentiel de l'économie tchadienne. En 2018, le Recensement Général de l'Elevage au Tchad a révélé que le cheptel

tchadien était estimé à 93,8 millions d'unités de bétail et 34,6 millions de têtes de volaille. Selon le Ministère de l'Elevage et des Productions animales, "l'ensemble « bétail » représente 73% des effectifs globaux du cheptel. Il est essentiellement constitué de ruminants comme les caprins (32,5%), les ovins, (28,2%), les bovins (26,5%) et les camelins (6,8%)". L'élevage représente 18% du PIB et 40% des exportations (vente du bétail sur pied). L'émergence du secteur pétrolier en 2003 a considérablement modifié le contexte économique en offrant au pays de nouvelles opportunités de diversifier les leviers de son développement. Le PIB du pays a quasiment doublé au lendemain de la période des exportations pétrolières. Il est passé de 1 732 milliards de FCFA en 2004 à 3 101 milliards de FCFA en 2005 (Ministère des finances, 2006). Selon la Banque mondiale, le secteur pétrolier représente 85 % des exportations et 56 % des recettes fiscales en 2024.

La richesse totale du Tchad est estimée en 2020 à 120 milliards de dollars US, soit un accroissement de 90% par rapport à 1995 (BAD, 2025). Le stock de capital naturel est important et représente 56,3%. Sur la période 1995-2018, le capital renouvelable du Tchad a augmenté de 58,4%. Cette augmentation a été boostée par une hausse des actifs en aires protégées (219%) et des pâturages (83,1%) et des terres cultivées (75%). Au niveau des ressources naturelles non renouvelables, la hausse s'explique essentiellement par la découverte et l'exploitation du pétrole à partir de 2003. Malgré cette hausse, le Tchad affiche une baisse par tête d'habitant de 45,7% dans les ressources non renouvelables (BAD, 2025).

Ressources naturelles	Millions de dollars (2019)		Par tête (dollars US)	
	2015	2020	2015	2020
Indice national global de richesse	104 345,27	120 019,79	7 379,30	7 210,69
Capital produit	7 806,33	9 548,76	552,06	573,68
Capital humain	46 128,55	55 351,78	3 262,21	3 325,49
Capital naturel renouvelable	43 925,18	47 528,88	3 106,39	2 855,50
Forêts, bois	1 467,99	5 388,47	103,82	323,73
Services de forêts, des loisirs, de la chasse et de la pêche	1 653,54	1 458,43	116,94	87,62
Forêts, produits forestiers non ligneux	1 179,17	1 040,03	83,39	62,48
Forêts, service de retention d'eau	3 066,18	2 704,38	216,84	162,48
Mangroves	-	-	-	-
Pêche	-	-	-	-
Terres agricoles	36 940,01	36 940,74	2 612,40	2 219,37
Energie hydroélectrique	-	-	-	-
Capital naturel non renouvelable	20 573,44	19 983,42	1 454,95	1 200,59
Pétrole	19 983,42	19 983,42	1 413,23	1 200,59
Gaz naturel	-	-	-	-
Charbon	-	-	-	-
Métaux et minéraux	-	-	-	-
Avoirs extérieurs	567,89	622,79	40,16	37,42
Passif extérieur	13 174,40	13 252,92	931,6	796,22
Population	14,14	16,64	-	-

Tableau 8: Décomposition du capital naturel du Tchad @ CWON, 2024

Depuis 2020, le Tchad a été confronté à une série de crises majeures qui ont fortement fragilisé sa dynamique de développement économique. Outre l'attaque armée ayant conduit à l'ouverture d'une transition politique en avril 2021, le pays a subi les effets combinés de la pandémie de Covid-19, des perturbations climatiques affectant la campagne agricole 2021/2022, des inondations de 2022, ainsi que des répercussions de la crise en Ukraine et du conflit armé déclenché au Soudan en avril 2023. L'ensemble de ces chocs a eu un impact négatif sur les activités économiques, entraînant une croissance annuelle de -0,4 % en 2020 et de -0,1 % en 2021.

Par ailleurs, la reprise dans le secteur pétrolier, combinée à l'atténuation des effets de la pandémie de COVID-19, a permis au Tchad de limiter l'impact des chocs successifs. Selon les données du FMI, le taux de croissance du PIB réel s'est établi à 3,1 % en 2022 et à 4,4 % en 2023. Les projections pour 2024 tablent sur une croissance de 2,9 %.

Toutefois, cette dynamique reste fortement dépendante du secteur pétrolier, ce qui limite sa soutenabilité en raison de la volatilité des cours du pétrole. Néanmoins, si les politiques de stabilisation macroéconomique se poursuivent, cette croissance pourrait contribuer à améliorer les conditions de vie des populations.

DYNAMIQUE DES DÉPLACEMENTS ET FLUX MIGRATOIRES

Contexte des déplacements forcés

Le Tchad, situé au carrefour de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest, joue un rôle crucial dans les dynamiques de déplacements dans la région en tant que pays de destination, de transit et d'origine pour de nombreux migrants et réfugiés. Bordé par des pays en proie à l'instabilité, tels que le Soudan, la Centrafrique, le Nigeria et la Libye, le Tchad accueille une population importante de personnes déplacées. Ce contexte migratoire complexe est amplifié par les conflits prolongés, les crises humanitaires et les défis climatiques qui affectent ces pays limitrophes. Le Tchad abrite actuellement plus d'1.4 millions de réfugiés, dont 1 285 928 soudanais à l'Est, 140 086 centrafricains au Sud et 21 636 nigérians dans le Lac à l'ouest depuis 2023. Cette concentration massive de

réfugiés s'explique en partie par la proximité géographique des zones de conflit, notamment au Darfour soudanais, et la longue tradition du pays en matière d'accueil de réfugiés, malgré des ressources limitées et des infrastructures souvent insuffisantes. Les principaux sites de réfugiés, historiquement marginalisés, sont maintenant confrontées à une pression croissante sur les ressources naturelles et les services de base, exacerbée par l'augmentation de la population déplacée.

Depuis les années 2000, le gouvernement tchadien, avec le soutien d'organisations internationales comme le HCR, a mis en place une politique d'encampement pour gérer les flux de réfugiés.

Les sites de réfugiés, tels que ceux d'Iriba et d'Adré à l'est, et de Goré au sud, ont vu leur population croître de manière exponentielle au fil des années. En raison de la nature prolongée des conflits dans les pays voisins, de nombreux réfugiés vivent dans ces sites depuis plus d'une décennie, ce qui a entraîné des tensions croissantes entre les réfugiés et les communautés hôtes en ce qui concerne l'accès à la terre, à l'eau et à d'autres ressources vitales.

Les flux migratoires au Tchad ne se limitent pas aux réfugiés. Le pays est également confronté à une problématique importante de déplacés internes (PDI) en raison de l'instabilité sécuritaire à ses propres frontières, notamment dans la région du Lac Tchad.

Cette région, affectée par les violences perpétrées par Boko Haram et d'autres groupes armés, a généré plus de 400 000 déplacés internes, fuyant les attaques, l'insécurité alimentaire et les destructions des infrastructures locales. Ces personnes déplacées à l'intérieur du Tchad vivent principalement dans des sites informels ou auprès des communautés locales, ce qui rend la coordination de l'aide humanitaire encore plus complexe.

Face à la crise soudanaise, le gouvernement tchadien a réagi rapidement dix jours après le début du conflit dans sa politique d'accueil de réfugiés. En effet, le président de la transition a signé un décret mettant en œuvre la loi sur l'asile de décembre 2020 en réponse à l'afflux soudain de réfugiés. Ce décret offre des

possibilités d'améliorer durablement les conditions de vie des réfugiés en : (i) accordant le droit d'accès à la terre et la sécurité du régime foncier, par l'établissement de sites aménagés intégrés comme alternative aux sites de réfugiés; (ii) promouvoir l'autonomie et l'intégration locale, en accordant la liberté de circulation et le droit d'établissement dans des endroits propices à l'autonomisation des réfugiés, et (iii) en donnant aux réfugiés accès aux cartes d'identité, ce qui est (un permis de séjour qui permet l'accès aux services publics) .

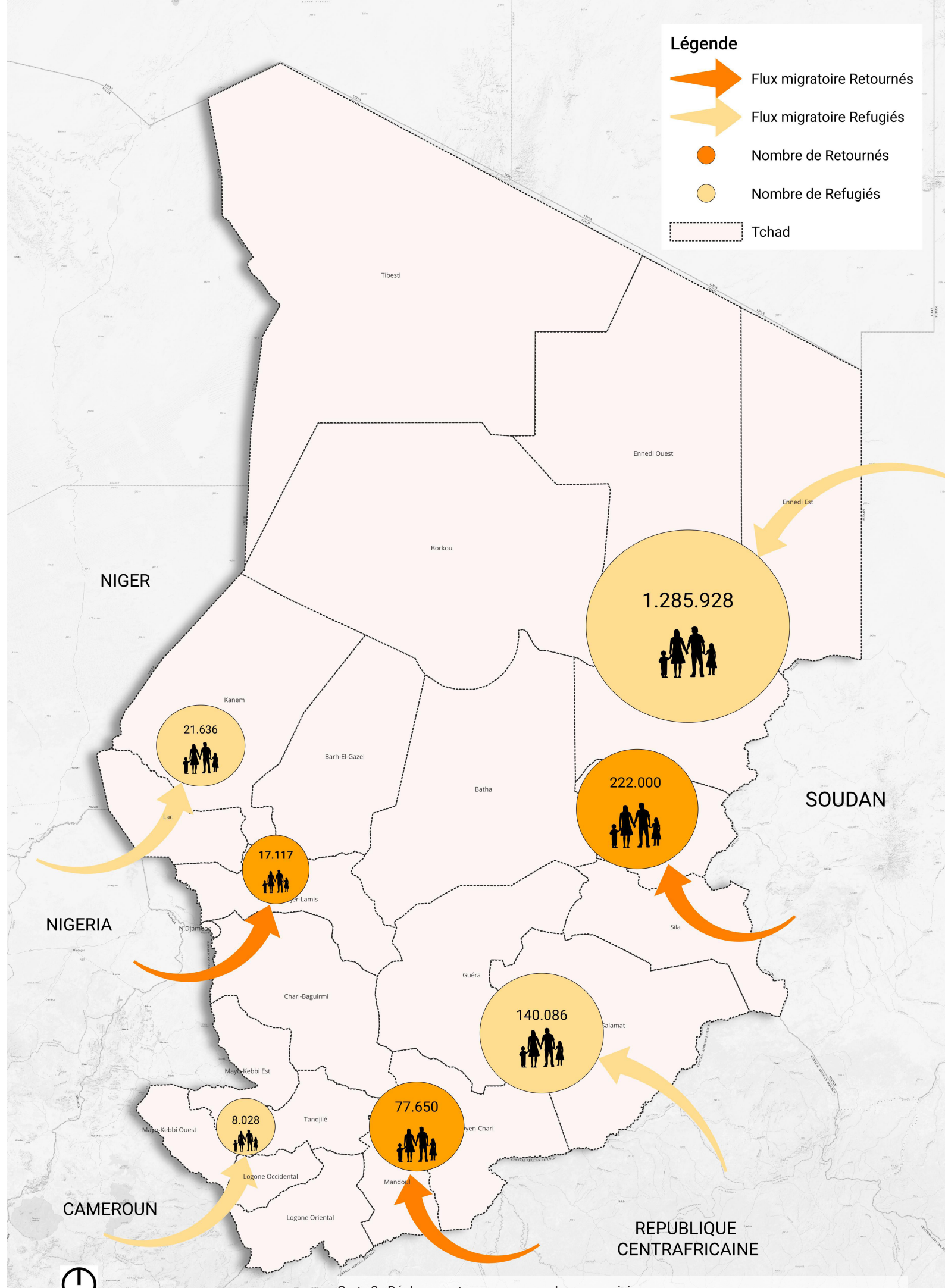
Cette loi, conforme aux conventions internationales, garantit des droits fondamentaux aux réfugiés, notamment le droit de ne pas être renvoyé vers un pays où leur vie serait en danger (principe de non-refoulement). Cependant, les défis restent nombreux pour assurer l'intégration socio-économique des réfugiés et des déplacés internes, en particulier dans les zones rurales où les opportunités économiques sont limitées.

L'une des principales initiatives du gouvernement tchadien, en collaboration avec les partenaires internationaux, est de promouvoir des solutions durables pour les réfugiés et les PDI, notamment à travers la réinstallation dans des zones plus sûres et des programmes de soutien à l'autosuffisance.

Ces efforts visent à atténuer les tensions sociales et à permettre aux réfugiés et aux communautés locales de cohabiter plus harmonieusement, bien que les ressources restent souvent insuffisantes pour répondre à la totalité des besoins.



Photo 10 : Fabrication de brique à Farchana
@ONU-Habitat, 2025



Carte 3 : Déplacement en provenance des pays voisins

@ ONU Habitat Tchad 2025 - ESRI, Openstreet Map, Google Earth, Geofabrik, UNHCR

Crise à l'Est du Tchad et incidence sur les établissements humains

Depuis avril 2023, le Tchad fait face à une crise humanitaire d'une ampleur inédite, liée à la guerre au Soudan et à l'afflux massif de plus de 1,2 million de réfugiés dans les provinces orientales du pays, Ouaddaï, le Sila, l'Ennedi Est et le Wadi Fira. Ces populations, à majorité femmes et enfants, ont trouvé refuge dans des zones frontalières historiquement marginalisées, peu équipées, et déjà soumises à de fortes pressions environnementales et socio-économiques. L'impact de cette crise dans les 4 régions les plus affectées à l'Est du pays est multiple : tensions accrues sur les ressources naturelles (eau, terres agricoles, bois-énergie) ; conflits potentiels autour du foncier en l'absence de dispositifs efficaces de régulation ; déforestation accélérée et dégradation environnementale importante ; accès aux moyens de subsistance devenu critique pour les communautés hôtes comme pour les réfugiés.

Au-delà des enjeux humanitaires et sociaux, la crise entraîne des transformations profondes sur le plan spatial, qui appellent une réponse de nature territoriale. Plusieurs tendances majeures peuvent être observées :

- Des sites d'accueil temporaires se transforment rapidement en noyaux d'urbanisation spontanée, avec des constructions permanentes, une croissance démographique accélérée, et l'émergence de centralités de fait ;
- Cette urbanisation non planifiée bouleverse les dynamiques d'occupation du sol, modifiant les rapports entre espaces agricoles, résidentiels et d'activité, sans cadre réglementaire ni projection à moyen terme ;
- La croissance de ces établissements se fait en périphérie immédiate des villes secondaires, brouillant les limites administratives et complexifiant les compétences de gestion, notamment en matière de foncier et de services publics.
- Les réseaux (de mobilité, mais également d'infrastructures de services), souvent précaires, sont soumis à une pression accrue, alors que la planification des extensions urbaines reste inexistante ;

Des nouvelles dynamiques économiques et sociales qui bouleverse le cycle actuel des activités sur le territoire. Ce phénomène appelle une approche d'aménagement adaptée à ces nouvelles réalités : il ne s'agit plus de gérer uniquement des sites humanitaires, mais bien de structurer l'évolution de nouvelles polarités territoriales, avec des besoins complexes en planification urbaine, gouvernance foncière, gestion des risques et de cohésion sociale.

Réponse du Gouvernement tchadien : Vers une approche territoriale intégrée

Face à cette situation, le Gouvernement du Tchad a formulé une réponse fondée sur une approche territoriale intégrée, dans le cadre de sa politique de décentralisation. L'objectif est de transformer les sites de réfugiés et retournés en pôles de développement durables, intégrant les communautés hôtes, en misant sur la planification, les infrastructures, l'inclusion sociale et le développement économique local. Cette orientation est formalisée dans le Plan national de réponse à la crise à l'Est (2025–2027), et plus précisément dans :

- L'Axe 2 : Appui au développement et au renforcement de la résilience,
- L'Axe 2.4 : Transformation des sites de réfugiés, retournés et communautés hôtes en pôles de développement économique.

Ce plan est en synergie avec le PND 2025–2030 « Tchad Connexion 2030 », notamment à travers :

- L'Axe stratégique 2 sur la décentralisation et la gouvernance de proximité, et
- L'Axe stratégique 4 sur l'aménagement du territoire et la gestion intégrée des ressources.

Cette réponse institutionnelle repose sur la conviction que la crise humanitaire peut devenir une opportunité de développement, si elle s'appuie sur une planification territoriale concertée. Elle traduit aussi la volonté du gouvernement de mettre en cohérence les interventions humanitaires et les politiques de développement, à travers le nexus humanitaire-développement-paix.

Situation spécifique du Ouaddaï

La province du Ouaddaï, avec ses 76 240 km² et plus d'un million d'habitants, occupe une position géo politique et économique stratégique à l'Est du Tchad. Frontalière du Soudan, elle est en première ligne face à la crise soudanaise, en constituant l'une des principales zones d'accueil des réfugiés.

À ce jour, le HCR y gère plus d'une dizaine de sites de réfugiés et de transit officiel (dont celui de Farchana), répartis sur l'ensemble du territoire. En parallèle, l'OIM recense plusieurs sites de retournés dans la province, avec une dynamique de mobilité complexe, entre déplacements forcés, retours spontanés et installation durable.

Le corridor Adré–Farchana–Abéché, en particulier, représente une zone de convergence d'intérêt national, pour des raisons multiples :

- Adré, située à la frontière soudanaise, est devenue un véritable pôle urbain et économique, abritant un afflux massif de population, un centre administratif structurant, ainsi que des activités commerciales transfrontalières cruciales ;
- Farchana, au cœur du corridor, joue un rôle de hub logistique majeur, concentrant de nombreux services humanitaires, installations de stockage et points de transit pour les opérations des agences onusiennes et des ONG. Elle est également l'un des sites pilotes où ONU-Habitat a déjà engagé une planification urbaine intégrée, incluant réfugiés et communauté hôte ;
- Abéché, chef-lieu provincial, est un centre régional de premier plan, avec des fonctions administratives, économiques, commerciales et éducatives importantes.

La route en construction entre Adré, Farchana et Abéché renforcera encore cette centralité, en facilitant les flux de personnes, de biens entre la frontière, les sites d'accueil, les villes secondaires et le centre urbain provincial.

Ce positionnement unique fait du Ouaddaï: un point de pression humanitaire, où se superposent urgence, relocalisation, urbanisation informelle et besoin de services. Un nœud logistique pour les opérations nationales et internationales ; un laboratoire pour la mise en œuvre du nexus humanitaire-développement - paix, avec un besoin urgent de cohérence spatiale et institutionnelle.



Photo 11 : Aire de jeux spontanée dans la ville de Farchana @ ONU-Habitat, 2025

Corridor Abéché - Farchana - Adré : Impact économique

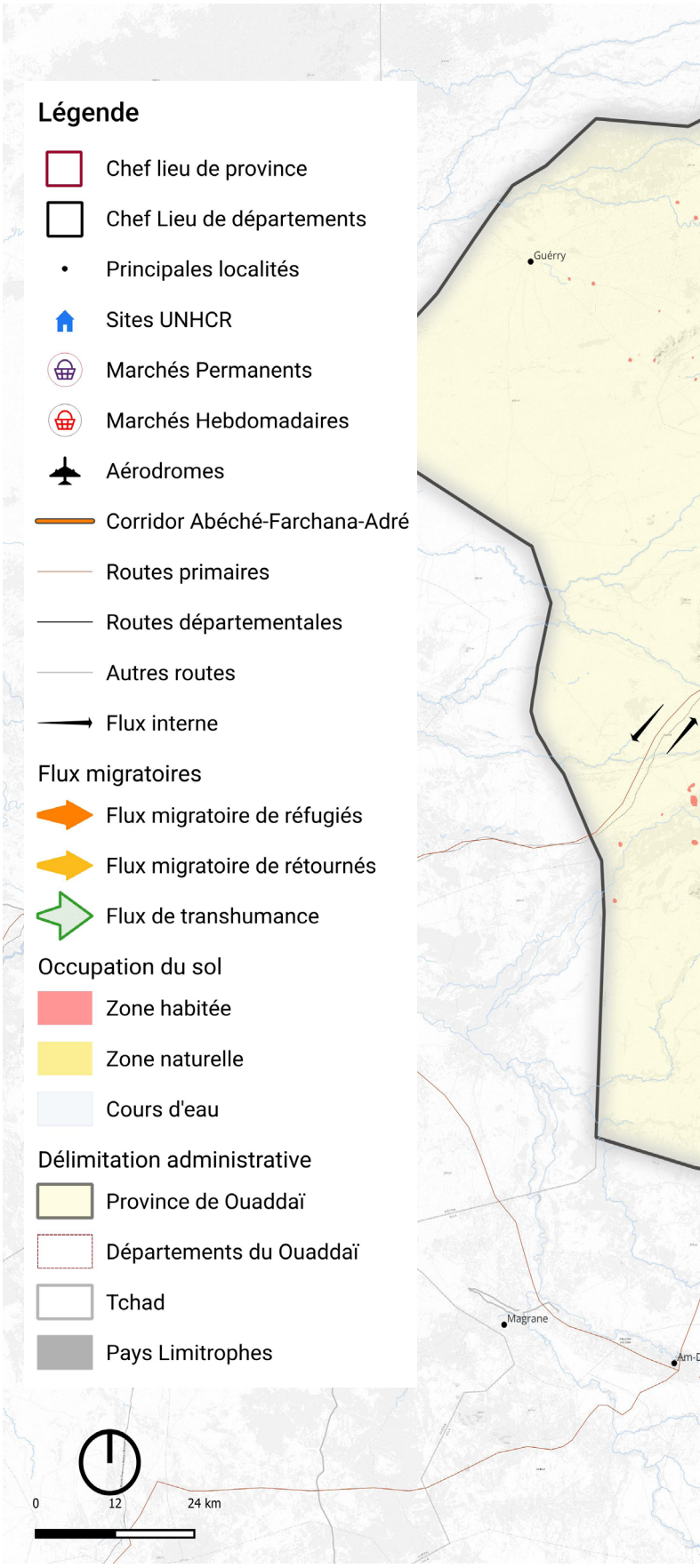
Sur le plan économique, le corridor constitue un axe structurant majeur, desservant plusieurs pôles d'échanges à rayonnement départemental et sous-régional. Ces pôles s'appuient sur un réseau de marchés localisés tout au long du corridor, notamment :

- Les noyaux villageois et centres urbains de Hadjer Hadid, Farchana, Amleyouna, Adré et Abéché ;
- Les sites de réfugiés de Gaga et de Kouchaguine-Moura.

À l'exception des marchés d'Adré et d'Abéché, qui fonctionnent de manière journalière en raison de leur statut de centres urbains et commerciaux majeurs, les autres marchés opèrent selon une périodicité hebdomadaire. Leur rayon d'attraction est estimé à environ 10 km, ce qui leur permet de capter les flux économiques issus des villages environnants et des zones de production agro-pastorale.

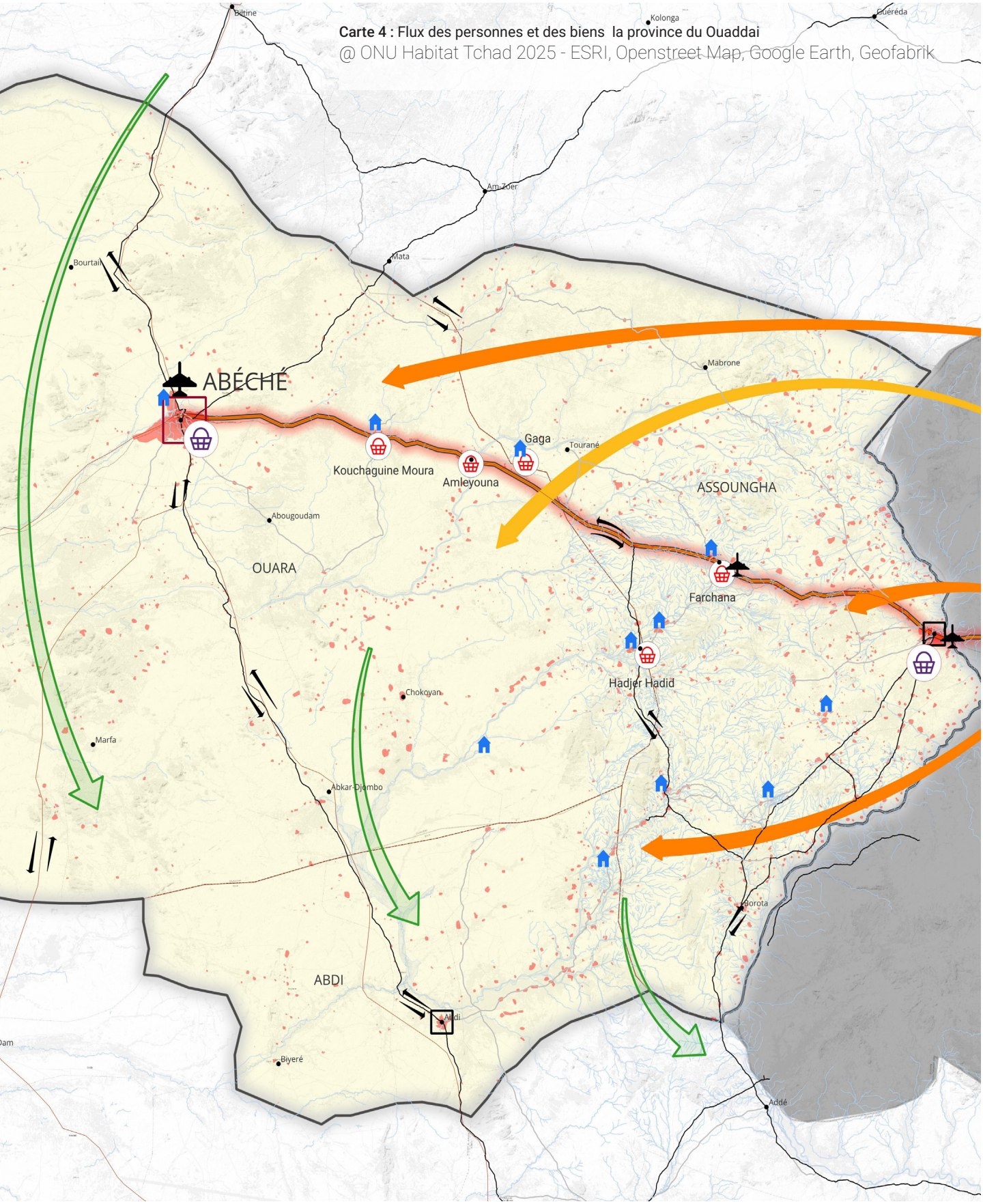
Le corridor joue ainsi un rôle déterminant dans la mise en réseau de ces marchés, en facilitant la circulation des personnes, des biens et des services. Cette connectivité contribue à renforcer la complémentarité fonctionnelle entre les marchés locaux, hebdomadaires et urbains, tout en améliorant l'écoulement des productions agricoles, pastorales et des produits de première nécessité.

De ce fait, le corridor participe activement à la structuration de l'économie locale et sous-régionale, en favorisant l'intégration des espaces ruraux, des centres urbains et des sites de réfugiés dans un même système économique.



Carte 4 : Flux des personnes et des biens la province du Ouaddai

@ ONU Habitat Tchad 2025 - ESRI, Openstreet Map, Google Earth, Geofabrik



CONTEXTE : ÉCHELLE PROVINCIALE DU OUADDAÏ

Environnement et enjeux du changement climatique

En référence aux travaux du Schéma National d'Aménagement du territoire (SNAT), la province du Ouaddaï est confronté aux défis environnementaux majeurs. La pluviométrie dans la région du Ouaddaï au Tchad est naturellement faible. Le changement climatique exacerbe cette situation, entraînant des températures plus élevées, une diminution des précipitations et une augmentation de l'évaporation, ce qui aggrave la sécheresse et le déficit en eau dans les sols et les cours d'eau.

Situé dans la zone sahélienne semi-aride, la province enregistre entre 400 et 600 mm de pluie/an, répartie sur trois mois, ce qui permet la pratique de l'agriculture, associée à l'élevage. Les terres cultivables se localisent dans les dépressions inter dunaires et les "ouadis" qui sont des lits d'eaux naturels. Dans le sud, le système d'élevage est principalement sédentaire ou semi-transhumant, mais le territoire est également parcouru par des éleveurs transhumants venant du Nord à la recherche du pâturage.

Quant au système agricole, il est centré sur les cultures pluviales de mil pénicillaire, de sorgho et d'arachide, ainsi que sur la culture de sorgho de décrue (berbéré) dans les bas-fonds. La faible pluviométrie observée ces dernières années a un impact sur le rendement observé pendant les récoltes.

Les projections concernant les variations pluviométriques pour les années 2030, 2050 et 2100, révèlent une grande variabilité selon les régions du pays (PNCC 2021). Elles indiquent peu ou pas de changement dans les précipitations totales dans le sud du pays, mais prévoient une diminution significative dans la zone sahélienne dont Ouaddaï fait partie. Cette diminution est estimée à (-20%) en 2030 et pourrait atteindre (-70%) en 2100 par rapport à la moyenne de 2000 à 2009.





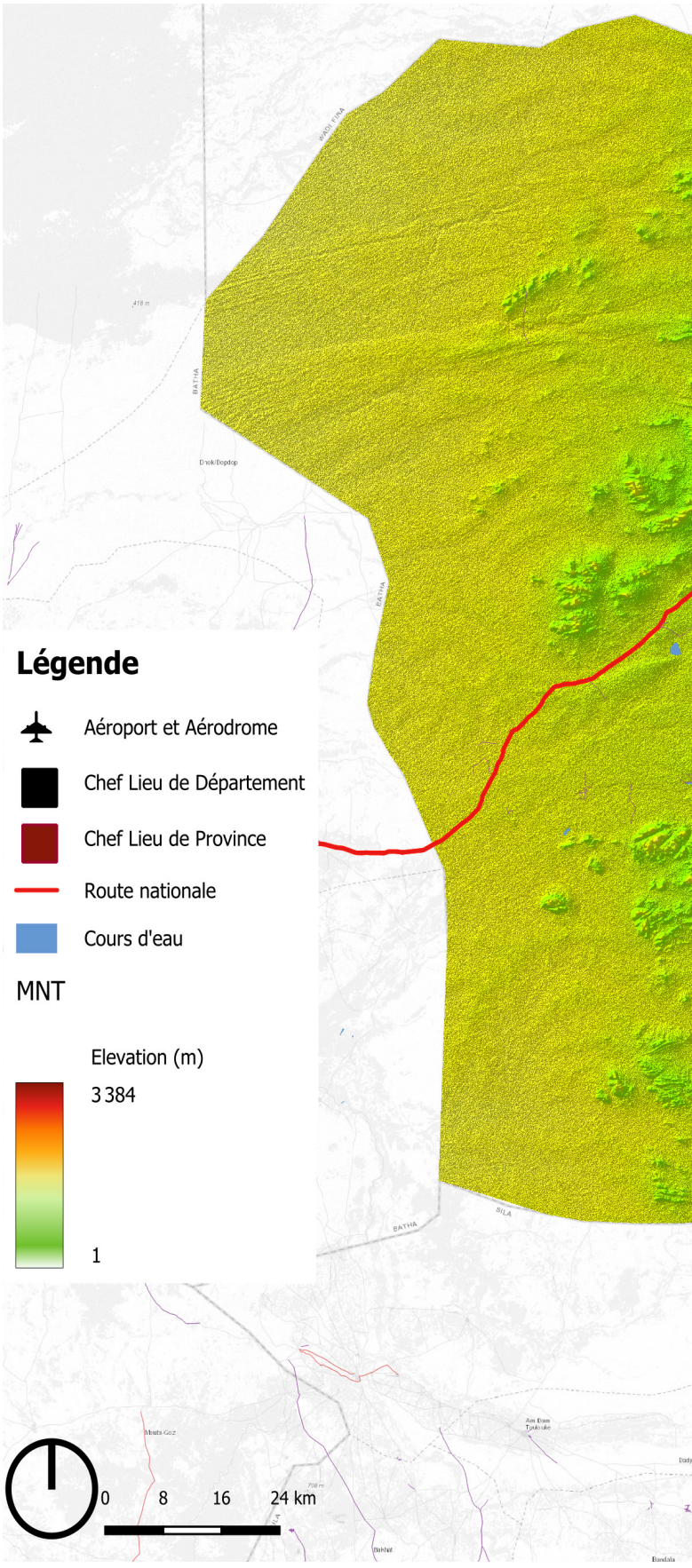
Photo 12 : Espaces ravinés entre l'ancien site et la 1ère extension su site de Farchana
@ONU-Habitat, 2025

La dégradation des sols et la désertification engendrée par la coupe abusive des arbres pour des raisons économiques et sociales exerce une pression sur les maigres ressources naturelles, les communautés rurales ainsi que les infrastructures. La région est connue pour sa faible couverture végétale contribue à l'appauvrissement du sol et à l'affaiblissement de la pluviométrie.

La régression du couvert végétal, l'avancée progressive du désert (3 km/an), la diminution de la biodiversité, la dégradation des terres agricoles arables, les altérations hydro-morphologiques, l'ensablement des hydro-systèmes, accentuent la fragilité des populations.

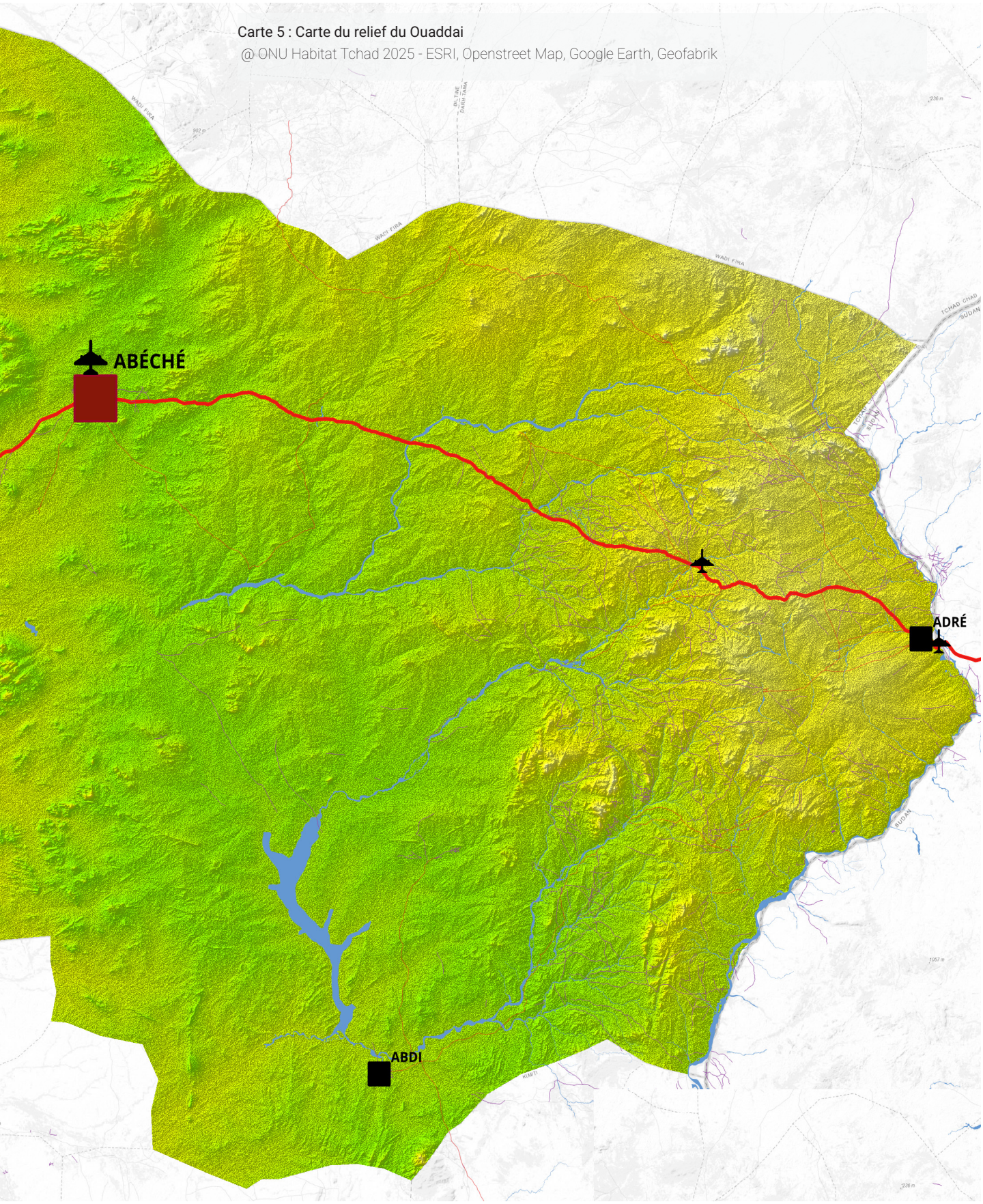
L'exploitation des ressources minières a des conséquences graves sur l'environnement, notamment la dégradation des sols et la pollution de l'eau, la destruction des habitats naturels, la déforestation et la perte de biodiversité, l'épuisement des ressources naturelles. La rareté de l'eau dans le Ouaddaï est exacerbée par le changement climatique par le biais de sécheresses plus intenses et de régimes de pluies modifiés, entraînant une diminution des ressources en eau douce.

Ces phénomènes de sécheresse et d'inondations extrêmes rendent les populations locales de plus en plus vulnérables. Ces catastrophes naturelles récurrentes rendent les populations de plus en plus vulnérables et les obligent à dépenser des ressources pour réparer les dégâts au lieu de s'adapter à long terme.



Carte 5 : Carte du relief du Ouaddai

@ ONU Habitat Tchad 2025 - ESRI, Openstreet Map, Google Earth, Geofabrik



Dynamiques économiques et de mobilité

La dynamique économique du Ouaddaï repose sur un mélange d'activités à savoir le commerce transfrontalier, l'agriculture et l'élevage comme piliers, bien que ces derniers soient fragilisés par l'insécurité et les aléas climatiques. Le secteur informel joue un rôle crucial, mais il est aussi affecté par l'instabilité, tandis que le potentiel touristique est très peu exploité à cause du manque d'investissement dans le secteur. Le secteur informel, qui inclut le petit commerce, l'artisanat et les transports, est une source d'emplois importante mais est également fragilisé par l'instabilité et la dépendance aux produits importés.

La région est une plaque tournante commerciale, en particulier Abéché, qui voit son économie affectée par les crises dans les pays voisins, perturbant les échanges et augmentant le coût de la vie. Les crises dans les pays voisins ont un impact direct sur l'économie en perturbant les échanges commerciaux, en raréfiant les produits et en augmentant les prix. Le secteur agricole est fortement dépendant des conditions météorologiques, ce qui le rend vulnérable aux chocs climatiques.

Le manque d'infrastructures adéquates, telles que les réseaux de transport et de communication, freine le développement de la région et son intégration dans les circuits régionaux. Comme dans les autres villes du Tchad, la mobilité dans le Ouaddaï dépend fortement du transport en commun. Des véhicules commerciaux de type Hard-top desservent des villes et villages. Cette mobilité connait une forte perturbation pendant les saisons pluvieuses en raison des ouadis et du manque des ouvrages de franchissement ainsi que l'état des routes qui sont très dégradées.

Les grandes villes de la province disposent des pistes d'atterrissage pour le transport aérien. Le transport aérien dans la province est assuré par la compagnie nationale Royal Airways et la compagnie humanitaire onusienne UNHAS gérée par le Programme Alimentaire Mondial. Ce système de transport n'est pas à la portée de tous à cause du coût élevé des billets d'avions.





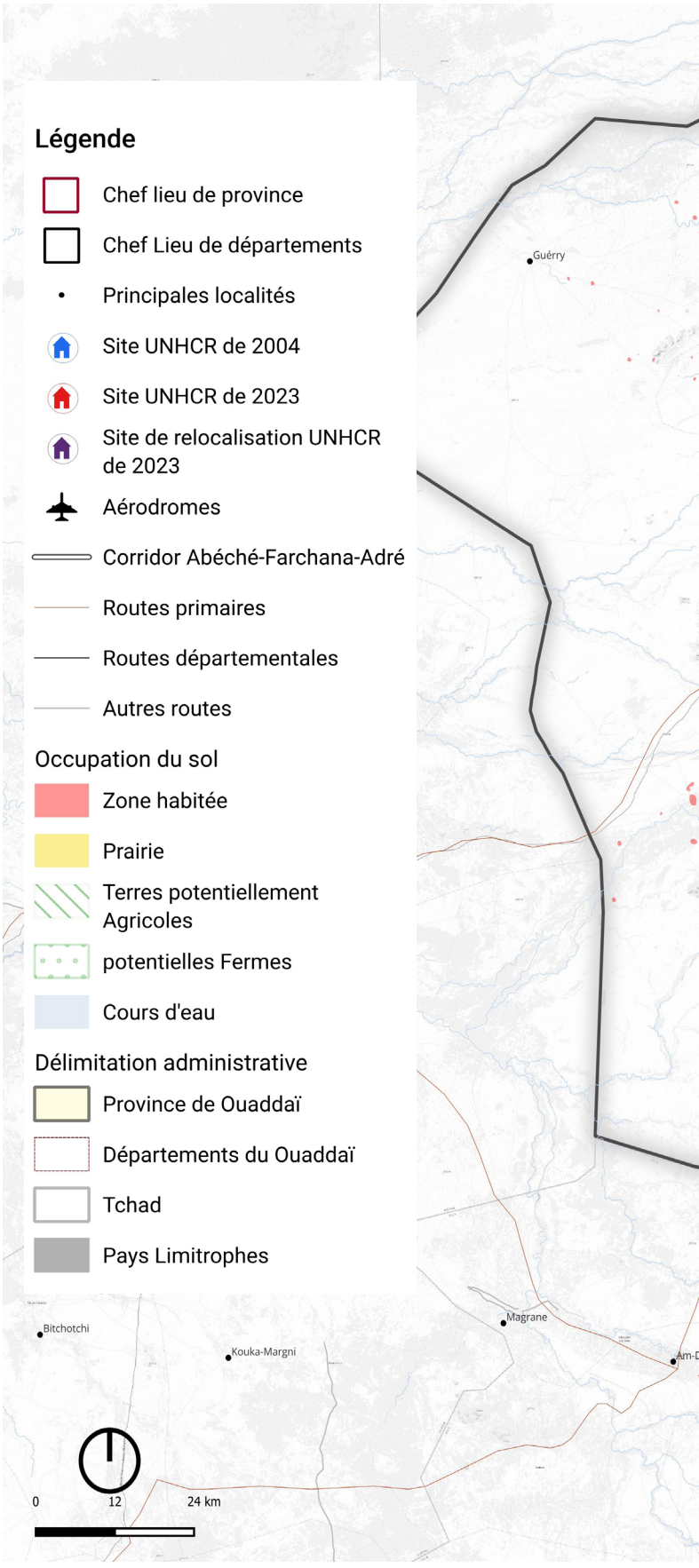
Photo 13 : Etales de vente de produits alimentaires au marché de Farchana
@ONU-Habitat, 2025

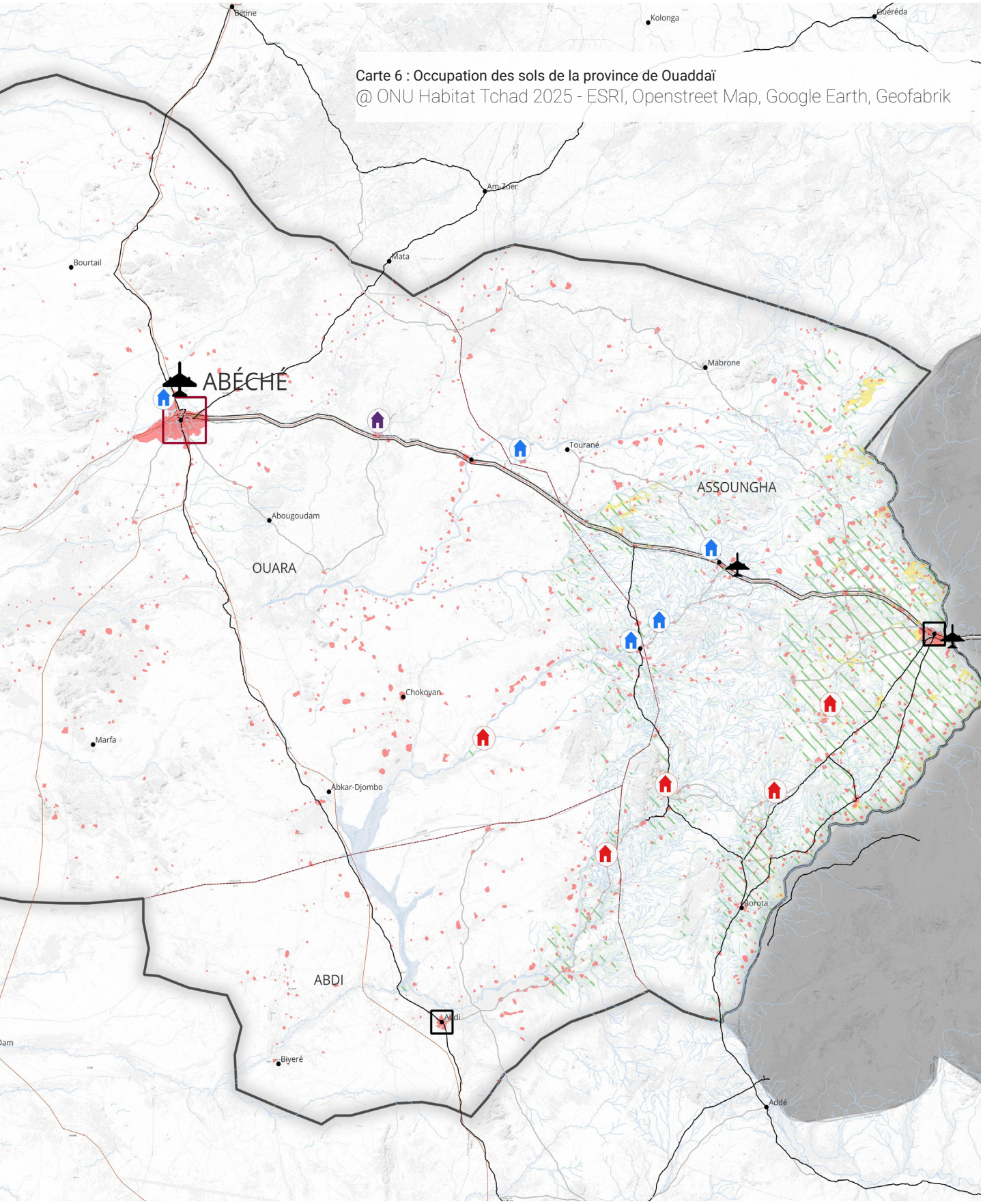
Localités et population

La région du Ouaddaï est une région administrative du Tchad qui compte environ 997 257 hbts (482 105 hom. et 515 152 fem.) selon une estimation de l'INSEED (2018). Sa principale localité est la ville d'Abéché, qui compte 135 492 hbts. D'autres localités incluent Adré (18 054 habitants) et l'ancienne capitale royale Ouara. Le Ouaddaï est composée de trois Départements : Ouara, Assoungha et Abdi. Elle a une superficie de 29 940 Km2 et est limitée au Nord par le Wadi Fira, à l'Est par le Soudan, au Sud par le Dar Sila et à l'Ouest par le Batha. Les principaux groupes ethniques qui sont : Ouaddaïens, Goranes, Zaghawas, Massalites, Peuls, Haoussas, Tamas, For et Arabes. La région comprend des localités et villages, dont certains sont mentionnés dans des contextes de développement local ou d'aide humanitaire, tels qu'Abougoudam et Abkhouta, bien que des chiffres de population spécifiques pour ces petites localités ne soient pas toujours disponibles.

La région du Ouaddaï est l'une des grandes destinations des réfugiés soudanais. L'on dénombre plus de 649 364 individus réfugiés installés dans dix (10) sites à travers la région du Ouaddaï et plusieurs autres dans les grandes villes de la province à savoir Adré et Abéché. Cette population constitue une communauté importante contribuant à la croissance démographique du Ouaddaï. Il faut aussi noter la présence des milliers des retournés soit environ 54 252 individus (Ajala) repartis sur l'ensemble de la province.

Une évaluation menée en 2024 par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) dans les provinces du Ouaddaï et du Sila a évalué 41 localités et identifié plus de 100 000 individus déplacés ou affectés dans ces zones, soulignant l'importance des mouvements de population dans la région. La population est majoritairement rurale, comme dans une grande partie du Tchad, bien qu'Abéché constitue un centre urbain important. Enfin une dernière catégorie de la population qu'on retrouve dans la province du Ouaddaï est la catégorie des acteurs humanitaires. Selon la plateforme de coordination de la réponse d'urgence, il existe plusieurs agences humanitaires récapitulées dans le tableau ci-dessous. Ces agences recrutent humanitaires venant de différents horizons du monde qui constituent une population importante dans le Ouaddaï. Bien qu'ayant des séjours de service temporaire, cette communauté joue un rôle important dans l'économie de la localité.





Carte 6 : Occupation des sols de la province de Ouaddaï
@ ONU Habitat Tchad 2025 - ESRI, Openstreet Map, Google Earth, Geofabrik





04.

Analyse institutionnelle et économique de Farchana

Photo 14 : Comptoirs aménagés au marché de Farchana @ONU-Habitat, 2025

GOUVERNANCE LOCALE

Organigramme et prérogative de la sous-préfecture

Farchana est localisé dans le canton de molou dont il est le chef lieu. Lequel canton est lui-même situé dans la sous-préfecture de Molou avec toujours Farchana comme chef lieu. Seul canton de la sous préfecture, leurs limites territoriales sont donc confondues.

Le territoire est géré par un sous préfet, avec l'appui d'un chef de bureau qui fait office de sécrétariat général. La sous préfecture collabore aussi avec les services déconcentrés représentés dans son territoire à savoir : les services de l'agriculture, de l'élévage et de l'environnement. Mais aussi les représentants des jeunes et des femmes. Ces structures sont consultées par la sous-prefecture sur les questions qui sont de leur responsabilité et sont impliquées dans la prise de décisions afférentes à leur domaine.

Conformément à l'article 169 de la loi 14 portant statut des commues autonomes, le sous prefét est le dépositaire de l'autorité de l'Etat dans la commune rurale et à ce titre, il représente l'État sur le territoire, veille au maintien de l'ordre public, à la sécurité des populations et à la cohésion sociale. Il exerce aussi le contrôle de légalité sur les actes des conseillers ruraux.

Mais en raison de l'absence du conseil communal rural, le sous prefet, assure aussi la coordination de la mise en œuvre des politiques de l'État en matière de développement local. Cette dernière mission est réalisée avec l'appui du Comité Local d'Actions (CLA) dont il est le président. Conformément à cette dernière prérogative, la sous préfecture à travers le CLA aura la responsabilité de porter la mise en œuvre de ce document cadre de planification.

Gouvernance des sites de réfugiés

Le site des réfugiés est géré par la Commission Nationale d'Accueil, de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés (CNARR), assistée par le HCR et un comité central des réfugiés. La CNARR, représentant le gouvernement auprès des réfugiés et partenaires d'aides, a pour mission d'assurer la coordination des activités de protection et d'assistance aux réfugiés. Elle lève aussi les ressources humaines, financières et matérielles en leur faveur.

Outre la CNARR, le site est aussi géré par le comité central qui est un organe de représentation des réfugiés auprès des partenaires et de la CNARR. Il est mis en place à la suite d'une élection, dont les électeurs et candidats sont les réfugiés régulièrement enregistrés et disposant d'une carte. Le comité central élu est composé des membres suivants :

- Le président des réfugiés
- Le président du comité de vigilance
- Le président du comité des jeunes
- Le président du comité des femmes
- Les 10 chefs de zone

Quant à l'organisation du site, il est divisé en 49 blocs (l'ancien site est décomposé en 26 et les extensions en 23) et dix zones. Chaque zone comprend 5 blocs, à l'exception de la zone 8 qui en compte quatre. Chaque bloc et zone est dirigé par un chef, ce qui donne un total de 49 chefs de blocs et 10 chefs de zone. Ils sont les porte-voix des réfugiés et sont consultés sur les questions importantes qui touchent à la vie des réfugiés.

Il faut enfin noter qu'en matière d'assistance, les réfugiés sont classés en trois catégories :

- Les réfugiés de niveau vert : qui bénéficient d'une assistance complète de la part des partenaires
- Les réfugiés de niveau orange : qui bénéficient de la moitié des assistances apportées par les partenaires
- Les réfugiés de niveau rouge : qui ne bénéficient d'aucune assistance de la part des partenaires

Le focus group tenu avec les représentants des réfugiés a permis de dégager les problèmes majeurs suivants :

- L'insuffisance des équipements sanitaires et du personnels soignants
- Insuffisance des équipements éducatifs et le sureffectif dans les classes
- Les difficultés extrêmes d'accès à l'eau
- L'état précaire du logement
- L'accès difficile au foncier pour les activités économiques et le logement
- L'agressions et violences contre femmes hors des sites d'accueil
- Le chômage

Enjeux de gouvernance et articulation institutionnelle entre gestion communale et gestion des sites de réfugiés

À mesure que la décentralisation s'opérationnalise au Tchad, un enjeu majeur émerge autour de la superposition des compétences entre les autorités locales et les dispositifs nationaux en charge de la gestion des réfugiés, en particulier la Commission nationale d'accueil, de réinsertion des réfugiés et des rapatriés (CNARR).

En effet, dans les communes rurales et urbaines accueillant des populations réfugiées depuis plusieurs années, comme à Farchana, les sites d'accueil ne constituent plus des espaces isolés, mais s'intègrent progressivement au tissu local. Cette évolution soulève une question centrale de cohérence institutionnelle : comment articuler la gouvernance des sites d'accueil, administrés par la CNARR selon une logique humanitaire, avec celle des collectivités territoriales, investies de compétences élargies en matière d'aménagement, de fiscalité et de gestion des services publics de proximité ?

Le risque identifié à moyen terme est celui d'une duplication des fonctions administratives et techniques, voire d'un système parallèle de gouvernance locale, où les structures de gestion humanitaire continueraient à administrer certains services essentiels (eau, éducation, santé, assainissement), indépendamment des circuits institutionnels de la commune.

Une telle dissociation pourrait compromettre la durabilité des investissements, freiner la montée en compétence des autorités locales, et accentuer les inégalités entre populations réfugiées et hôtes.

Or, les dynamiques observées sur le terrain montrent une porosité croissante entre site d'accueil et ville :

- Les populations réfugiées et hôtes partagent les mêmes infrastructures de base (marchés, écoles, points d'eau) ;
- Les activités économiques et agricoles sont fortement interconnectées ;
- Les flux de main-d'œuvre, d'approvisionnement et de services circulent librement entre les espaces administratifs.

Dans ce contexte, la mise en place de mécanismes de gouvernance territoriale intégrée apparaît indispensable pour assurer la cohérence de l'action publique locale. Cela suppose :

- Une clarification des compétences entre CNARR et collectivités dans les domaines de la gestion urbaine, de la fiscalité locale et de la planification spatiale ;
- Le renforcement des mécanismes de coordination institutionnelle (comités conjoints, échanges de données, planification partagée) ;
- Et à terme, la possible progressive intégration des sites d'accueil dans les territoires communaux, selon les orientations de la politique nationale de d'aménagement intégré du territoire et de décentralisation.

Ainsi, le cas de Farchana illustre la nécessité de penser la cohérence entre politiques humanitaires et politiques territoriales, afin d'éviter la fragmentation de l'espace local et de renforcer l'unité fonctionnelle du territoire.

Ressources humaines et matérielles de la sous-préfecture

En termes de ressources humaines, la sous préfecture s'appuie sur les agents des services techniques déconcentrés au niveau provincial et sous préfectoral pour executer la mission qui lui est dévolue. Le cabinet ne fonctionne qu'avec le sous prefet et son chef de bureau qui est bénévole.

Les ressources matérielles de la sous préfecture sont aussi limitées. Elle ne dispose pas de moyens roulants pour les déplacements et les équipements de bureau manquent aussi cruellement. Cette faiblesse générale de la sous – préfecture en ressources est un obstacle majeur, quant à sa capacité à mettre en œuvre le futur document cadre de planification.

FINANCES LOCALES

Les recettes principales de Farchana sont constituées :

- des taxes locales modestes (marchés, transport, construction, élevage),
- de droits fonciers (attestations de vente, d'attribution),
- et de services administratifs payants.

Les recettes sont perçues les jours de marché par l'inspecteur du Trésor basé à Adré, puis transférées au Trésor public. De manière générale, le taux de recouvrement reste faible, en raison de l'informalité de l'économie locale et du faible niveau d'investissement dans les infrastructures et équipements socioéconomiques. En effet, peu de ressources sont allouées aux secteurs clés du développement tels que la voirie, les services urbains, les équipements économiques ou encore le transport, qui sont pourtant essentiels pour stimuler la croissance économique et générer de nouvelles activités. Cette situation limite considérablement l'élargissement de l'assiette fiscale de la commune.

La sous-préfecture de Farchana ne dispose ni d'un budget de fonctionnement, ni d'un budget d'investissement propre. Elle dépend surtout des financements extérieurs pour la mise en œuvre de projets. Ses financements proviennent de l'État central, et d'ONG et d'agences humanitaires telles que le HCR, ONU-Habitat, PAM, PNUD, Banque mondiale, UNICEF, etc. Ces partenaires interviennent pour la réalisation d'infrastructures ou la fourniture de services urbains essentiels.

Bien que le pouvoir d'achat de la population soit faible, celle-ci participe à la réalisation de projets sur le territoire par d'autres mécanismes, notamment à travers l'octroi du foncier. Ces formes de participation, bien qu'informelles, peuvent être renforcées et mieux structurées afin de favoriser une implication plus active et inclusive de la communauté locale dans le développement de son territoire.

Sur le plan foncier, cela pourrait passer par la formalisation de la participation communautaire à travers la mise en place d'une charte locale de gestion foncière, et par la promotion de partenariats public-privé-population (PPPP), permettant de conjuguer ressources, responsabilités et bénéfices autour d'objectifs partagés de développement.

FONCIER ET ACCÈS À LA TERRE

Gestion et sécurisation du foncier

1. Noyau de Farchana

Le foncier est géré de manière bicéphale dans le territoire de Farchana. La sous-préfecture en tant que représentante de l'Etat, gère l'aspect administratif et juridique du foncier conformément aux textes en vigueur, alors que la chefferie traditionnelle est le dépositaire des terres.

- **Mode traditionnel de gestion et d'acquisition des terres**

À Farchana, la gestion foncière est profondément enracinée dans les traditions locales. Elle est assurée par le chef de canton et ses notables, avec un rôle clé joué par les chefs de terres de chaque village. Ces derniers disposent d'une connaissance précise du foncier local (répartition entre familles, statut d'occupation, antécédents de transactions) ce qui les rend indispensables à toute procédure foncière.

Ainsi, toute transaction devrait commencer par une vérification auprès du chef de terres, qui confirme si la parcelle est libre, litigieuse ou déjà cédée. Le cheikh du village, figure religieuse, est également associé à cette étape pour légitimer la démarche.

Une fois cette vérification faite, l'ensemble des parties concernées (acquéreur, vendeur, chef de terres, cheikh) se présentent chez le chef de canton pour valider la transaction à son niveau. Ce n'est qu'après cette validation que la procédure est officialisée à la sous-préfecture, où un acte de vente ou d'attribution est établi.

Les conflits fonciers observés dans le canton de nos jours découlent de ce que cette procédure traditionnelle soit bafouée lors des transactions foncières.

- **Mode administratif d'acquisition des terres**

Selon les autorités administratives, l'octroi et l'acquisition des terres à Farchana se font généralement de la manière suivante :

- **Demande adressée à la sous-préfecture :** Le demandeur de terrain doit adresser une demande officielle à la sous-préfecture pour exprimer son besoin d'acquisition foncière ainsi que la nature de l'exploitation envisagée. Cette procédure

est généralement respectée par les personnes morales (ONG, entreprises, associations, etc.), qui suivent le cadre administratif établi. En revanche, les personnes physiques recourent rarement à cette procédure formelle. Elles passent le plus souvent directement par les propriétaires terriens pour négocier l'acquisition (vente, héritage, donation, etc.) et ne sollicitent la sous-préfecture qu'ultérieurement, afin de faire enregistrer ou formaliser leur transaction…)

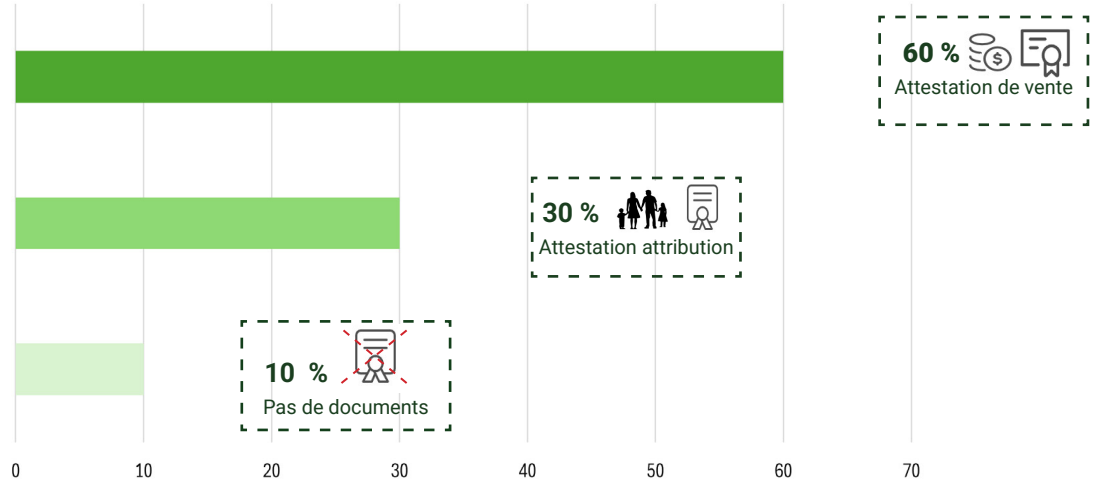
- **Consultation des autorités traditionnelles :** Après approbation de la demande d'acquisition de terre par le sous-préfet, celui-ci consulte le chef de canton et les chefs de terre. Ce collège traditionnel examine l'offre foncière disponible, identifie une parcelle appropriée, puis statue sur son attribution au demandeur. L'octroi peut être gratuit (cas des projets de développement en faveur de la communauté) ou moyennant une contrepartie pour les propriétaires terriens.
- **Entérinement administratif de l'attribution :** Après la décision d'attribution par le collège des acteurs traditionnels, la sous-préfecture prend un acte pour son entérinement. Il s'agit de :
    * **Acte d'attribution :** lorsque l'attribution est dans le registre de don, d'héritage ou de leg ;
    * **Acte de vente :** lorsque l'attribution est faite au moyen d'une vente.

Les deux modes d'acquisition foncière (traditionnel et administratif) mobilisent les mêmes acteurs, mais selon des logiques inversées. Le mode traditionnel suit une démarche ascendante, allant du propriétaire terrien vers l'administration, tandis que le mode administratif adopte une approche descendante, partant de l'administration vers les propriétaires. Cette inversion dans le processus explique en partie les revirements fréquents de certains propriétaires terriens lors de l'attribution de terres aux ONG

- **Statut d'occupation et mode d'acquisition des terres**

Les résultats des enquêtes de terrain révèlent une prédominance de la location à Farchana, où 52% des ménages sont locataires, contre 43% de propriétaires et 5% de logés à titre gratuit. Cette répartition témoigne d'une forte mobilité résidentielle et d'un accès restreint à la propriété foncière. Ce phénomène s'explique notamment par le fait que 62% des chefs de ménage résident à Farchana depuis moins de 10 ans et que plus de la moitié disposent d'un revenu mensuel inférieur à 100 000 FCFA, ce qui reste largement insuffisant pour acquérir une parcelle, dont le prix moyen est estimé à 2,5 millions FCFA pour environ 600 m².

Pour ce qui concerne le mode d'acquisition des terres, les propriétaires terriens enquêtés ont indiqué avoir acquis leur bien par deux principales voies à savoir : l'achat et héritage familial. Le mode d'acquisition par achat est le plus prépondérant avec 67%, contre 33% pour l'héritage familial. Ces biens fonciers sont pour la plupart sécurisés par des documents administratifs établis au niveau de la sous-préfecture, comme le montre le graphique suivant :



Graphique 3: documents de sécurisation foncière @ ONU-Habitat, 2025

Conformément au mode d'acquisition dominant à Farchana, l'attestation de vente constitue le principal document foncier détenu par les propriétaires, suivie de l'attestation d'attribution. Cependant, 10% des enquêtés déclarent ne posséder aucun document relatif à leur terre. Il est important de noter que, bien que les attestations de vente et d'attribution soient validées par la sous-préfecture, elles ne confèrent pas une sécurité juridique pleine et entière.

2. Site de réfugiés

Le site des réfugiés repose sur un domaine public mis à disposition par l'État tchadien dès les années 2000, suite à la crise du Darfour. À terme, ces terres reviendront dans le domaine public une fois les sites démantelés.Pour les extensions de sites, les terrains sont désignés par les autorités administratives en concertation avec les chefs traditionnels. Le HCR intervient ensuite pour évaluer et aménager les sites proposés.

Toutefois, certains projets spécifiques (ex. : forages) nécessitent que le HCR négocie directement avec les propriétaires privés. Cette approche entraîne parfois des conflits et freine la mise en œuvre des projets, en raison des revirements de position de certains propriétaires ou de leur entourage. Ces situations révèlent la nécessité de clarifier et sécuriser les procédures d'acquisition foncière, afin de garantir la stabilité des projets et de prévenir les tensions.

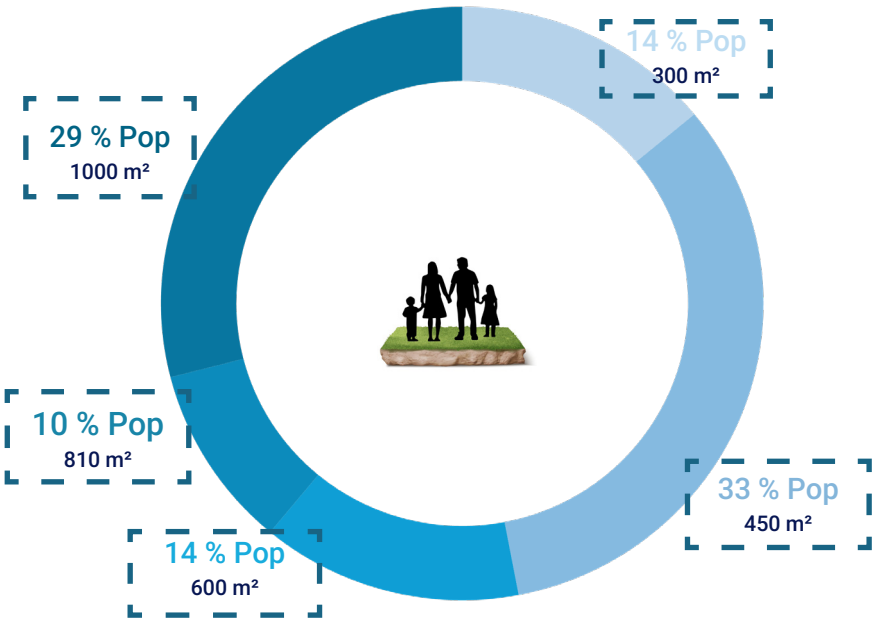
Tailles des parcelles, coûts et conflits fonciers

1. Noyau de Farchana

A Farchana, les parcelles d'habitation se distinguent par des superficies relativement importantes, comme le montre le graphique suivant. En effet, bien que 33 % des ménages résident sur des parcelles de 450 m², la majorité (52 %) occupent des terrains de plus de 600 m². Cette configuration s'explique en grande partie par la ruralité qui a empreint les logiques d'occupation et de morcellement du foncier de la localité de Farchana. Malgré l'évolution progressive vers un contexte plus urbain, cette dynamique perdure et n'est pas sans conséquence sur la morphologie du tissu d'habitation, notamment son étalement démesuré et la non-hiérarchisation de sa structure.

Face à la croissance urbaine rapide de Farchana et aux enjeux fonciers et environnementaux qui en découlent, il est indispensable de repenser non seulement, le mode de production des parcelles mais aussi de redéfinir leurs superficies en intégrant les modes d'habiter ainsi que les pratiques socioculturelles des populations locales, afin de promouvoir un développement urbain plus durable et mieux adapté au contexte.

Le coût du foncier et du logement à Farchana est jugé trop élevé par les acteurs locaux ainsi que par la population résidente. Selon ces derniers, cette hausse



Graphique 4 : répartition des ménages selon la taille des parcelles@ ONU-HABITAT, 2025

est principalement liée à l'arrivée massive des réfugiés, dont l'installation a entraîné une pression démographique importante. Cette dynamique a fortement impacté le secteur de l'habitat, rendant l'accès au logement et au foncier de plus en plus difficile pour les populations locales.

D'après les enquêtes de terrain, le loyer moyen d'une seule pièce s'élève à 28 500 FCFA. Avec une taille moyenne de 7 personnes par ménage et plus de 80 % des locataires vivant dans une seule pièce, la situation à Farchana révèle une forte promiscuité résidentielle. Ce constat met en évidence l'urgence de mettre en place des interventions ciblées en matière d'aménagement urbain et de promotion de logements décents, adaptés aux besoins réels des ménages.

À l'instar du logement, le coût du foncier a connu une hausse significative à Farchana aussi. Cette augmentation varie fortement en fonction de la localisation dans le tissu d'habitation :

- 4 à 5 millions dans la zone administrative abritant les bases des humanitaires ;
- 1 à 2 millions dans le noyau originel de Farchana ;
- 300 à 500 mille autour du site abritant les réfugiés.

En qui concerne les conflits fonciers, bien qu'ils ne soient pas très répandus, ils relèvent principalement de doubles ou triples ventes d'un même bien foncier, de mésentente entre les héritiers ou entre les éleveurs ou agriculteurs. Leur règlement passe généralement par la voie de conciliation.

2. Site de réfugiés

Contrairement au noyau de Farchana qui se caractérise par une occupation informelle de l'espace d'habitation, le site des réfugiés, du moins les deux dernières extensions ont bénéficié des plans d'établissement préalablement établis. Les parcelles des sites d'extensions sont de 150 m² de superficie. L'aménagement de la première extension a produit 392 parcelles et celui de la seconde 3004 parcelles, soit donc un total de 3396 parcelles pour les deux extensions. En raison de la structure peu formelle de l'ancien site des réfugiés, le nombre de parcelles n'a pu être obtenu dans le cadre de cette étude.

D'après les échanges tenus avec les responsables du HCR, l'ensemble des parcelles des différents sites sont attribuées. Toutefois, l'analyse du niveau d'occupation montre des dents creuses qui peut s'expliquer soit par :

- Le regroupement familial : les attributaires des parcelles vides décident d'aller vivre en regroupement familial dans une autre parcelle
- Le départ pour d'autre localité ou pour le noyau de Farchana : les attributaires ont quitté le site d'accueil pour vivre dans le noyau de Farchana ou dans les localités voisines.



Photo 15 : Femmes ayant recoltés de la paille pour la vente @ONU-Habitat, 2025





05.

Analyse urbaine de Farchana

Photo 16 : Marché de Farchana @ONU-Habitat, 2025

LA VILLE ET SON ENVIRONNEMENT

Positionnement stratégique

Situé entre le 13° 34' 44" de latitude nord et le 21° 49' 10" de longitude Est, Farchana est une localité du Canton de Molou et chef-lieu de la sous – préfecture du même nom. Il est localisé dans la province du Ouaddai et plus précisément dans le département d'Assoungha. Le canton de Molou, qui correspond intégralement au territoire de la sous-préfecture, s'étend sur une superficie de 2 300 km² et comprend 124 village, d'après le Plan de Développement Cantonal (2020).

La province du Ouaddaï à laquelle Farchana est du ressort territorial, est située dans la partie Est du Tchad et frontalière au Soudan. En raison de la crise sécuritaire qui sévit dans cette région depuis le début des années 2000, la province accueille des réfugiés dont une part importante est logée à Farchana.

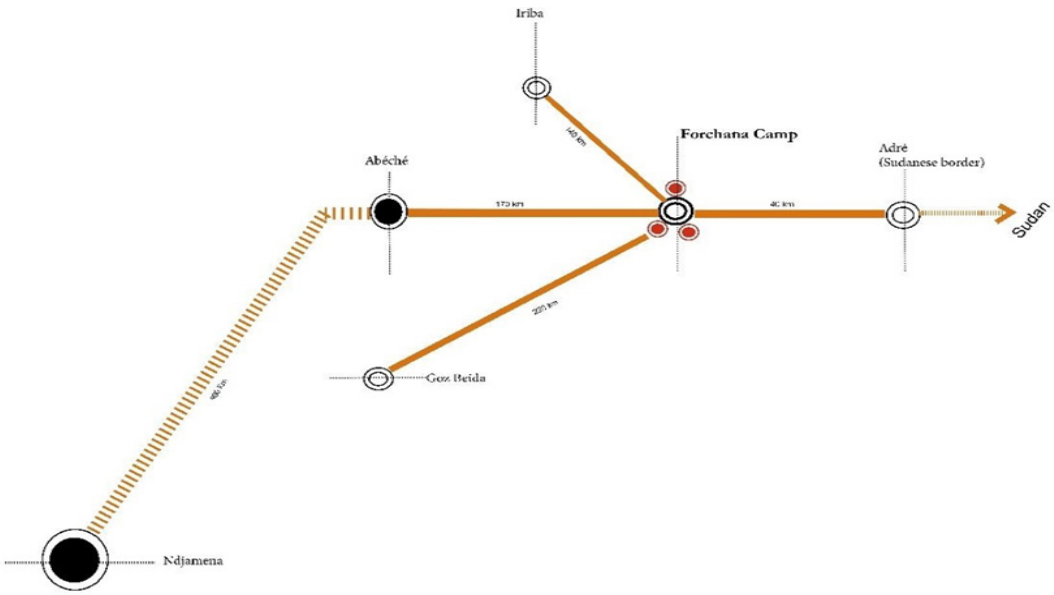
Bien que la région orientale du Tchad dispose d'infrastructures limitées, Farchana bénéficie d'une connectivité routière stratégique au sein du département d'Assoungha. Elle est reliée à Adré, chef-lieu du département, ainsi qu'aux localités voisines comme Abéché, par un réseau de routes non bitumées traversant des zones rurales et semi-arides

Bien que ces routes ne soient pas aménagées, elles sont les principales artères de transport pour la circulation des marchandises et des personnes entre les différentes zones du département.

Farchana occupe une position stratégique en tant que point de connexion clé avec plusieurs localités dans la région de l'Est du Tchad. Située à seulement 70 km d'Adré, la ville frontalière avec le Soudan, Farchana joue un rôle crucial dans les échanges transfrontaliers et le transit des populations, notamment les réfugiés soudanais. Cette proximité avec la frontière rend Farchana particulièrement sensible aux dynamiques régionales, tout en lui conférant une importance géopolitique pour les acteurs humanitaires opérant entre le Tchad et le Soudan.

La ville est également reliée à Abéché, le centre urbain majeur de la région, par une route d'environ 107km. Abéché, elle-même connectée à N'Djamena sur une distance de près de 980 km, constitue un nœud vital pour le commerce et les services dans cette partie du Tchad. Cette route permet non seulement le ravitaillement en marchandises, mais elle sert aussi de corridor humanitaire crucial pour les agences opérant dans la région. Farchana profite ainsi de sa situation sur cet axe stratégique, facilitant les interventions humanitaires et les échanges économiques entre les principales villes et les zones rurales environnantes.

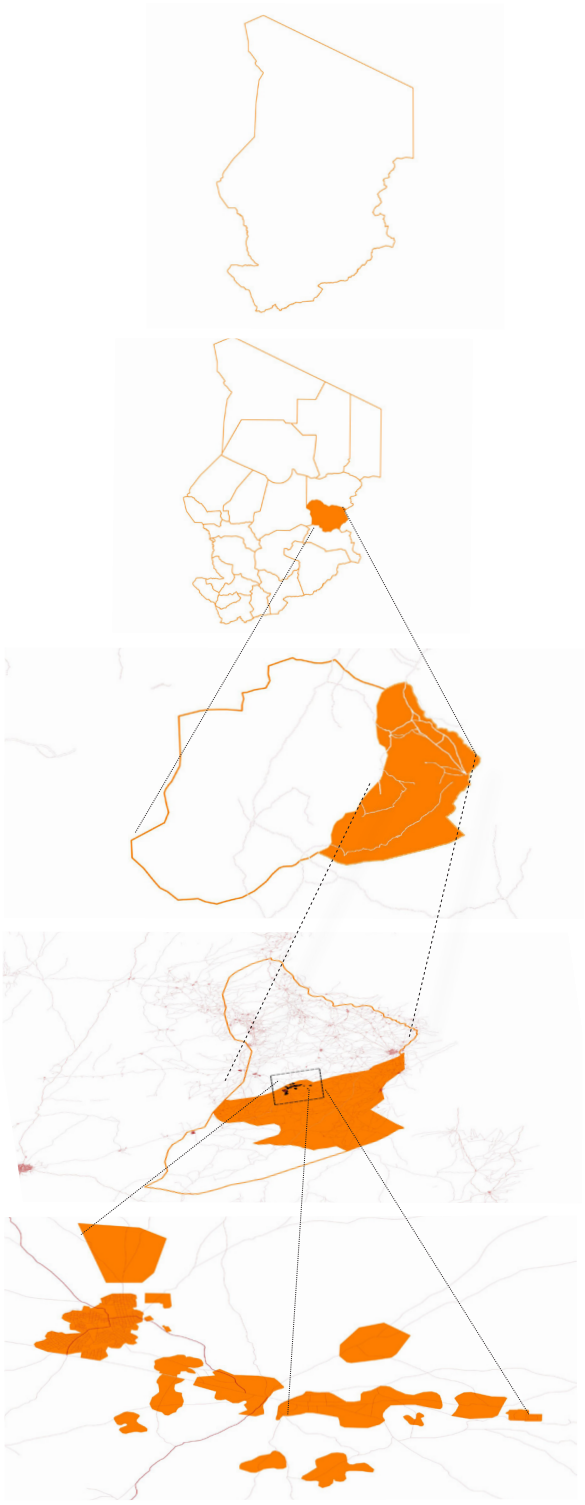
La carte suivante montre la localisation de Farchana dans le périmètre d'urbanisation, mais aussi dans le département d'Assoungha et la province de Ouaddai.

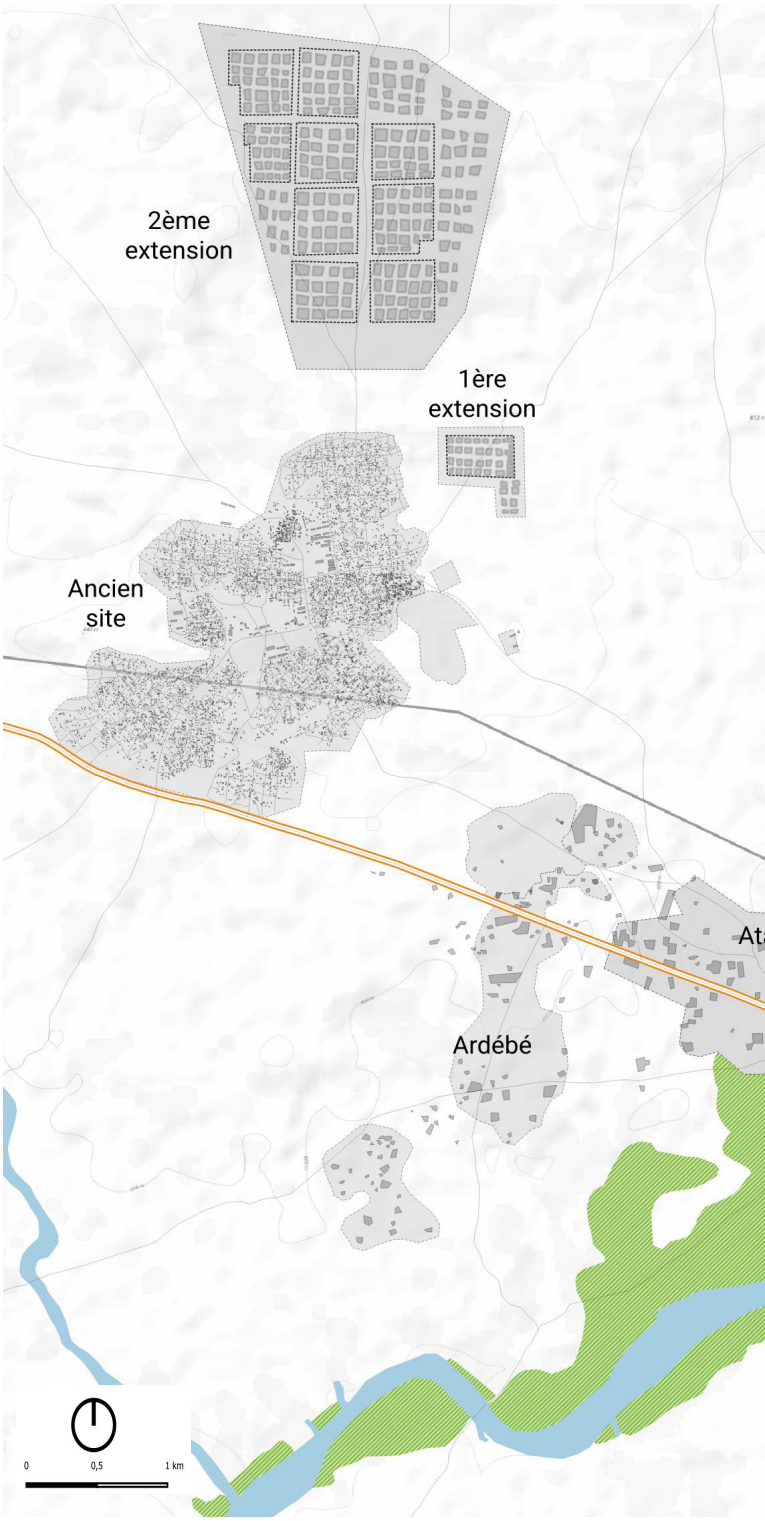


Graphique 5 : Diagramme des distances à partir de Farchana @ ONU-HABITAT, 2025



Photo 17 : Route nationale @ ONU-Habitat, 2025





Farchana une ville de l'Est du Tchad .

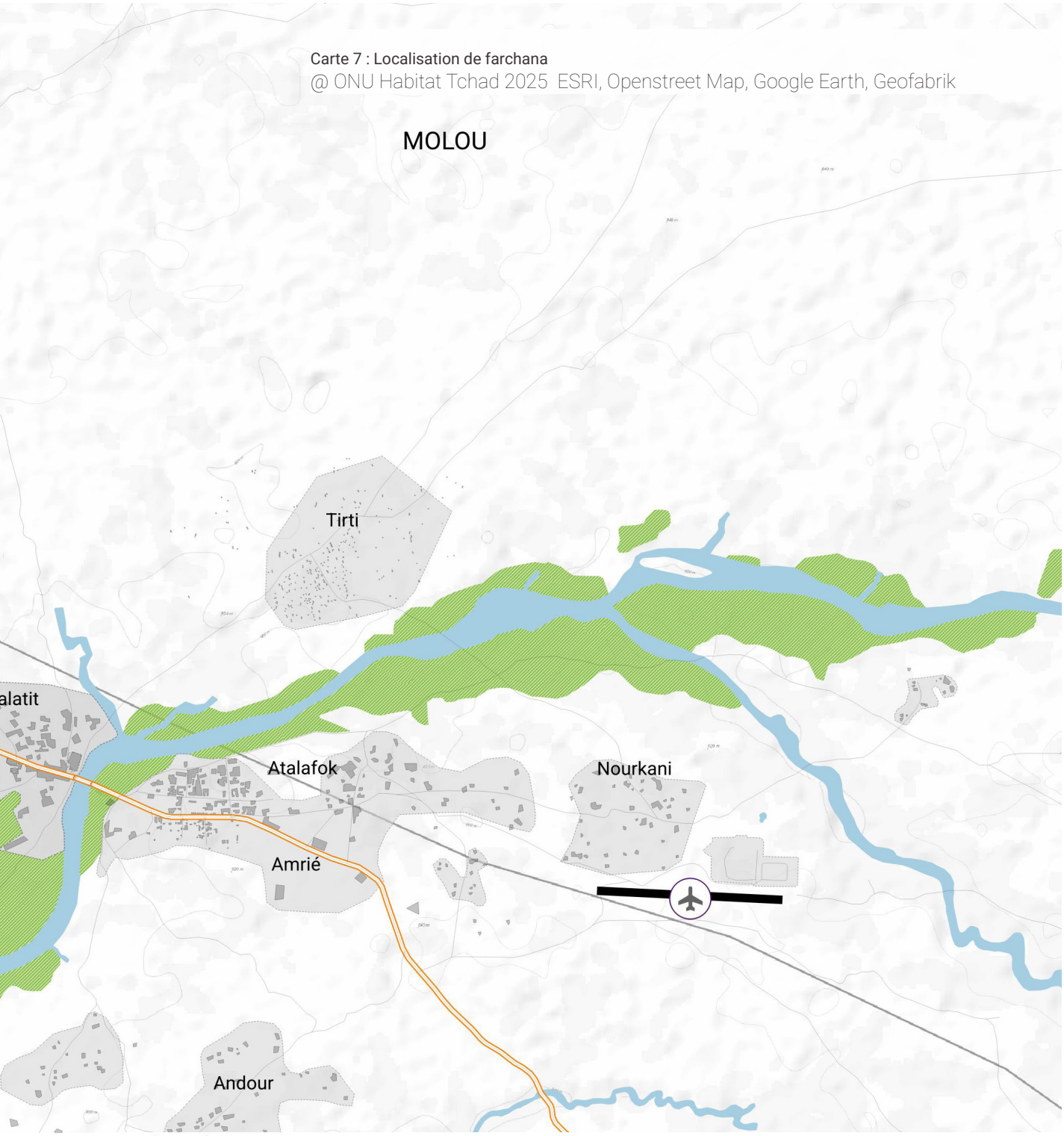
Dans le canton de Molou département d'Assoungha

Farchana est constitué de plusieurs noyaux :

- Un noyau refugié peuplé formé de trois blocs (ancien site très dense , 1ere et 2 eme extension moyennement dense)
- Un noyau villageois moyennement dense voir lache par endroits et des villages environant qui eux sont faiblment dense

Carte 7 : Localisation de farchana

@ ONU Habitat Tchad 2025 ESRI, Openstreet Map, Google Earth, Geofabrik



Contexte physique

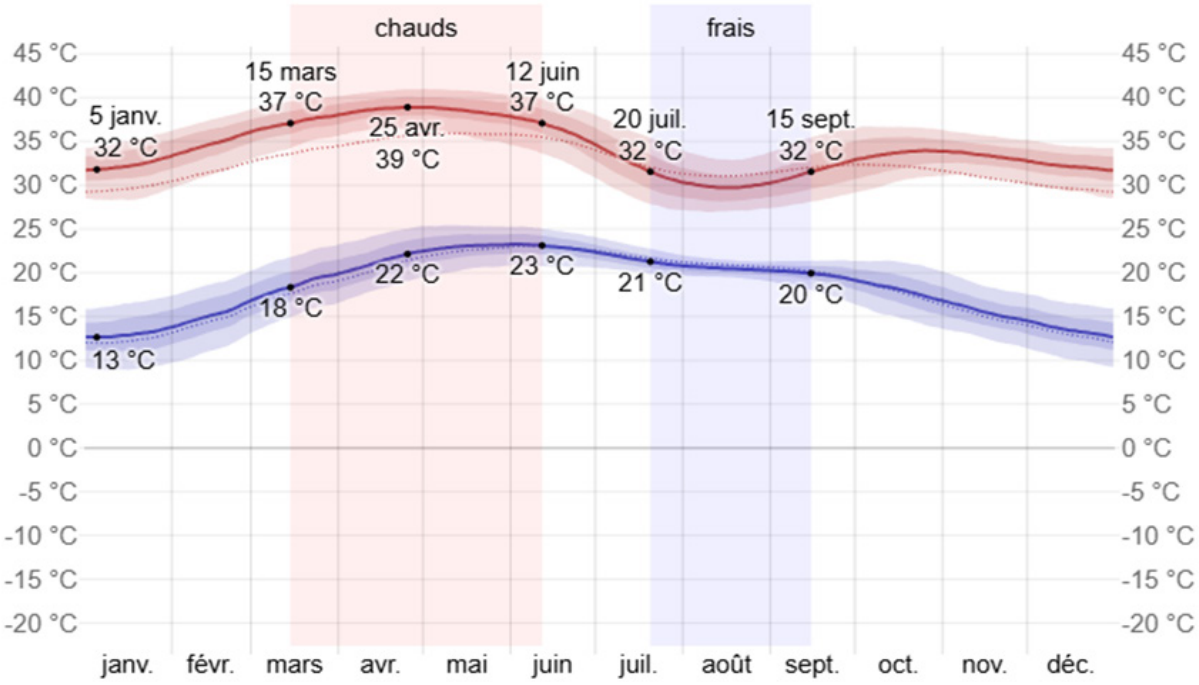
1. Le climat

Le climat de Farchana, à l'instar de celui du département d'Assoungha est de type sahélien, marqué principalement par deux saisons distinctes **une période pluvieuse et une période sèche :**

- **La saison pluvieuse** s'étend de la mi-juin à la mi-septembre, avec un pic généralement observé en août. Les précipitations annuelles moyennes dépassent rarement les 600 mm/an et se caractérisent par leur irrégularité dans le temps. Les vents dominants de direction Ouest-Nord, appelés mousson et de type humide, sont responsables de la pluviométrie.
- **La saison sèche :** d' d'octobre à juin, elle est la saison la plus longue de l'année. Durant cette période, les vents dominants de l'harmattan de directions Nord – Ouest, sont secs et chauds accompagnés parfois de poussière secs et chauds accompagnés parfois de poussière.

Pour ce qui est de la température, le graphe suivant en donne un aperçu, grâce aux données de la station météorologique d'Adré :

- **La saison très chaude dure 2,9 mois,** du 15 mars au 12 juin, avec une température quotidienne moyenne maximale supérieure à 37 °C. Le mois le plus chaud de l'année est avril, avec une température moyenne maximale de 39 °C et minimale de 22 °C.
- **La saison fraîche dure 1,8 mois,** du 20 juillet au 15 septembre, avec une température quotidienne moyenne maximale inférieure à 32 °C. Le mois le plus froid de l'année à Farchana est janvier, avec une température moyenne minimale de 13 °C et maximale de 32 °C.



Graphique 6 : Evolution de la température de 1980 au 31 décembre 2016 @ Weather Spark, 2025

2. Le relief et les sols

A l'échelle du périmètre d'urbanisation, le relief se distingue par des éléments suivants :

- Une zone de haute altitude au nord-ouest et à l'Est avec la présence des collines et des montagnes. L'altitude moyenne est de 800 mètres. Le premier site des réfugiés de 2003 et les différentes extensions qui ont suivi sont localisés dans cette zone.
- Une zone de moyenne altitude couvrant le centre du périmètre d'urbanisation. Les altitudes sont au tour de 700 mètres, avec la présence des bas-fonds constitués par le lit du Ouaddi principal de Farchana. Le noyau villageois de Farchana et la base des humanitaires y sont implantés.

Il faut noter que la zone transitoire entre le site des réfugiés et le noyau villageois est rocailleuse et moyennement accidentée. Ce qui la rend inapte et infertile pour l'agriculture. En effet, les sols caillouteux manquent de terre arable, drainent l'eau rapidement, rendant compliquer l'irrigation. Ce qui entraine une sécheresse rapide des plantes par manque de nutriments. Bien que les zones rocailleuses soient appropriées pour les constructions, on constate que ces terrains sont aussi faiblement habités, pour certainement des raisons de faiblesse de moyens des habitants.

Les principaux types de sols à Farchana sont :

- **Sols sablo argileux ou limono argileux :** un mélange du sable, de limons et d'argile, ces sols sont répandus dans les abords des ouadis. Ils sont favorables à l'agriculture, car ils retiennent bien l'eau et les nutriments sans être aussi difficiles à travailler. A Farchana, ils servent aux cultures maraichères. Toutefois, ils demandent une gestion attentive pour éviter le compactage.
- **Sols ferrugineux tropicaux :** ce sont des sols associés à des cuirasses, qui ont une valeur agricole modeste en raison de leur faible teneur en carbone. La principale contrainte des sols demeure la faiblesse de leur fertilité due aux effets hydriques et érosions éoliennes. L'érosion est d'une ampleur importante dans la commune avec les conséquences désastreuses que cela comporte sur le sol, sur la qualité de l'eau et sur la biodiversité.



Photo 18 : Vue du paysage de Farchana @ ONU-Habitat, 2025

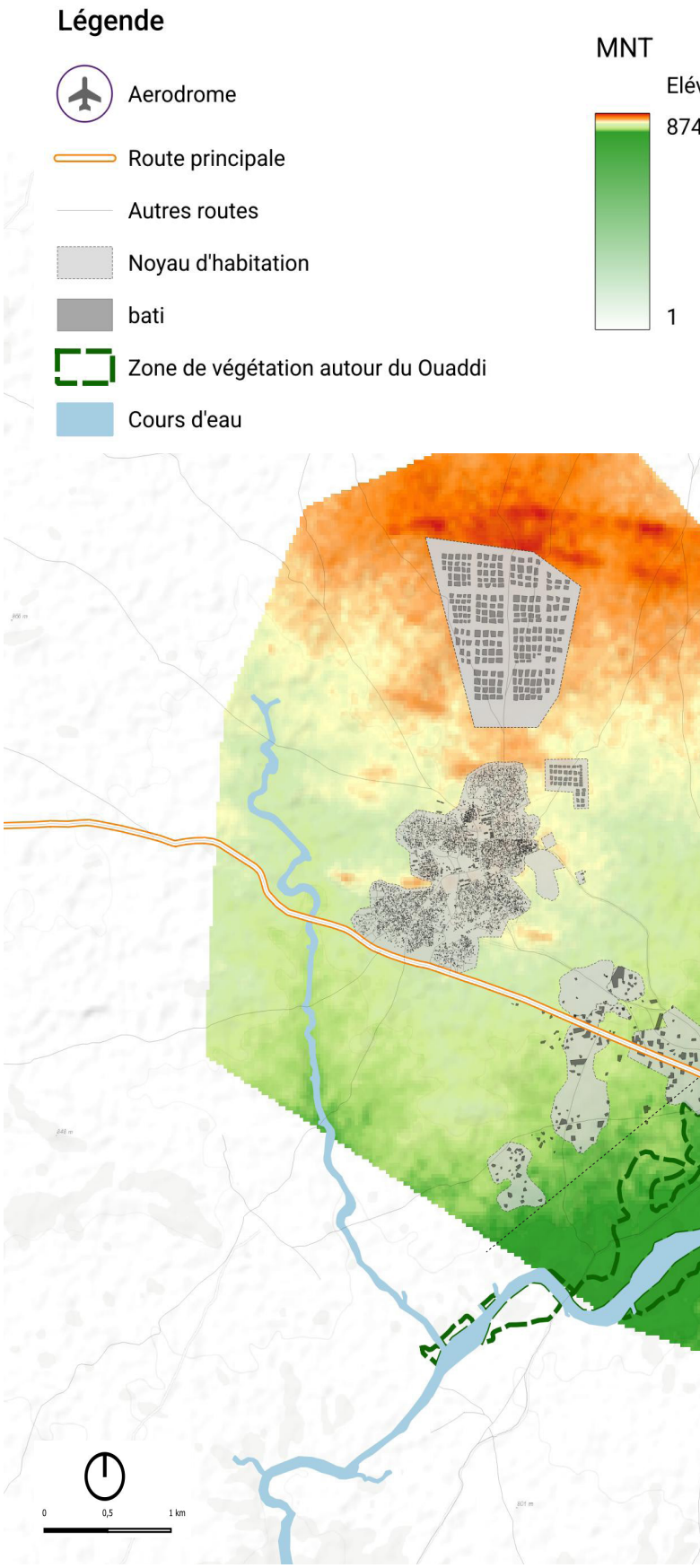
L'organisation spatiale de Farchana s'articule autour d'un environnement physique contraignant.

Situé à une altitude de 810 mètres, son relief est semblable à celui du département d'Assoungha.

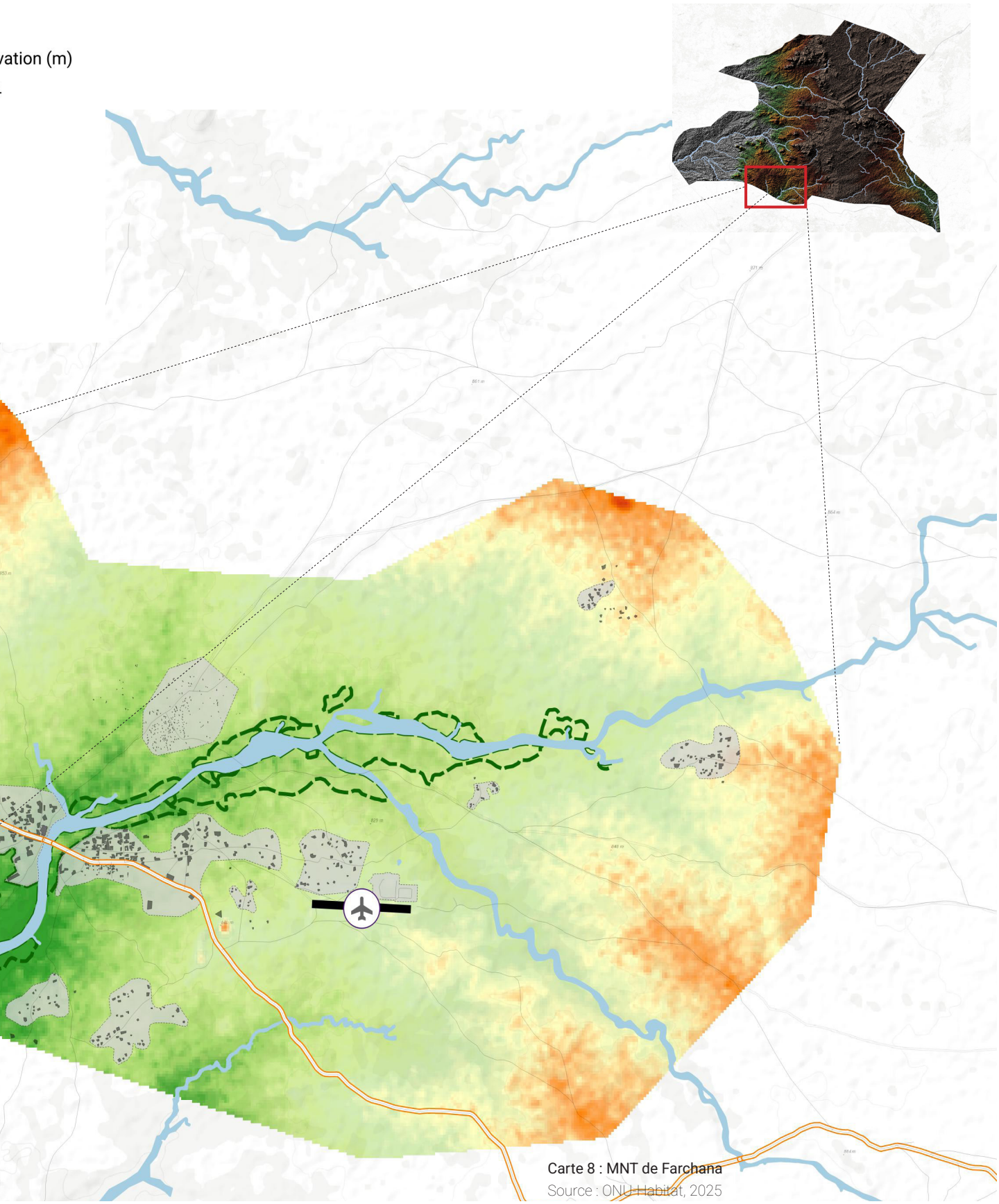
Le paysage se définit par un terrain accidenté, marqué par une alternance de collines, de montagnes et de bas-fonds.

Cette topographie influe directement sur l'occupation du sol :

- Zones de hauteurs : Les reliefs accidentés limitent l'étalement urbain et structurent les horizons.
- Bas-fonds : Ces zones de convergence concentrent les activités agricoles et l'écoulement des eaux.
- Axes de communication : Le réseau routier et le bâti s'adaptent à ces dénivelés pour assurer la connectivité du territoire malgré les contraintes naturelles.



vation (m)



Carte 8 : MNT de Farchana
Source : ONU-Habitat, 2025

3. La végétation

La végétation de Farchana comme celle de tout le canton est de type savano-arbustive. Les arbres dépassent rarement les dix mètres de hauteur. Les espèces présentes sont entre autres :

- Acacia senegal (gommier)
- Balanites aegyptiaca (dattier du désert)
- Acacia mellifera
- Acaccia senegal
- Ziziphus mauritiana (jujubier)
- Mangifera indica (Manguier)

On y observe également des herbacées saisonnières (graminées) poussant durant la courte saison des pluies (juin à septembre), notamment : caccia Tora (Kawal), cymponpagon Sp (Mahareb), cram cram (Cenchrus biflorus). Les images suivantes donnent un aperçu de la végétation présente dans le périmètre d'urbanisation.

L'arrivée massive des réfugiés dans la localité de Farchana n'est pas sans conséquence sur la végétation. L'environnement est sous pression avec notamment la coupe abusive des bois pour un double usages : l'énergie, la construction. En effet, le bois est la source d'énergie de cuisson de beaucoup de ménages tant parmi les réfugiés que la communauté locale. A cela s'ajoute l'usage du bois dans la communauté comme matériau de construction (case, hangar, clôture) mais aussi comme moyens de survie (fagot). Ces différents usages créent constamment des besoins qu'il faut satisfaire et engendre par voie de conséquence la destruction de la couche végétale.

Toutefois, des mesures palliatives sont initiées par l'UNHCR et ses partenaires en vue de réduire la pression sur l'environnement. Dans ce registre, l'on peut citer les séances de sensibilisation sur la protection de l'environnement, la protection des arbustes, la production des plants fruitiers et forestiers et la formation et vulgarisation des foyers en banco.



Photo 19 : vue sur le paysage de Farchana @ ONU-Habitat, 2025

4. L'hydrographie

Dans la sous-préfecture de Farchana, l'hydrographie est dominée par les cours d'eau saisonniers appelés Ouadis. Le Ouadi de Farchana, qui traverse la localité du sud-ouest au nord-est, est l'un des plus grands non seulement de Farchana, mais aussi du canton. En saisons de pluies, les ouadis constituent une source d'approvisionnement en eau par les habitants mais également un danger pour ces derniers. En effet, l'ensablement continue de ces Ouadis a eu pour conséquence de provoquer les inondations dès le début des précipitations. Aussi, en l'absence d'infrastructures de franchissement sur les lits des ouadis, les différentes zones de la localité sont inaccessibles durant les périodes de crue. Tous les déplacements sont interrompus jusqu'à la baisse du niveau d'eau.

Ces Ouadis constituent tout de même une richesse importante en matière de ressources naturelles. En effet, la quantité de sable présente dans ces Ouadis constitue le principal matériel de construction utilisé dans la localité. Leurs abords servent aussi de zones de culture maraichère.

Dans l'optique de réduction des inondations récurrentes dans Farchana, il est nécessaire de procéder au dragage des fonds de Ouadis et de constituer les carrières de sable.

Changement climatique et risques environnementaux

Située en région sahélienne, la localité de Farchana subit aussi de plein fouet les impacts du changement climatique, qui se traduisent notamment par :

- **La variabilité et la baisse de la précipitation :** l'impact majeur du changement climatique dans la localité de Farchana est la baisse de la pluviométrie et son irrégularité dans le temps. Ce qui engendre l'assèchement des rares cours d'eau du territoire avec pour conséquence majeure l'insatisfaction aggravée des besoins de la population résidente en ressources hydriques. A ce manque criant, s'ajoute aussi la hausse constante de la demande induite par l'accroissement démographique fulgurant du territoire. A long terme, cet impact pourrait gravement menacer les conditions d'existence et devenir une source de tension entre les différentes communautés si aucune mesure n'est prise.



Photo 20 : vue sur lit majeur du ouaddi @: ONU-Habitat, 2025

- La dégradation du sol et désertification : l'avancée du désert, favorisée par la déforestation et la hausse des températures a inexorablement un impact sur l'environnement et sur le cadre naturel de Farchana. La réduction de la fertilité des sols et la perte des terres agricoles et pastorales en sont les enjeux majeurs.
- La pollution de l'environnement : induite aussi par les activités anthropiques, le changement climatique n'est pas que d'origine naturelle. A Farchana, la forte pression démographique impacte aussi le milieu naturel. Les externalités négatives de cette démographique sont la réduction des espaces naturels au profit des zones d'habitation, la pression sur les terres cultivables, la destruction du couvert végétal par la coupe abusive des arbres pour le logement et l'énergie, la disparition de la faune et la pollution de l'environnement par les déchets ménagers etc.
- L'érosion des sols : ce phénomène se traduit par la destruction des voies et des terres de Farchana. Les vents forts, les pentes abruptes de Farchana et la dégradation du couvert végétal en sont les causes importantes.



Photo 21 : construction d'habitation sur les lits des ouaddi
@ ONU-Habitat, 2025

CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

Structure et évolution de la population

1. Noyau de Farchana

Selon le RGPH de 2009, la population autochtone du canton de Molou s'élevait à 57 502 habitants. D'après les estimations de l'Organisation Internationale de la Migration (OIM), elle a atteint 93 249 habitants en 2024, ce qui correspond à un taux de croissance annuel moyen de 3,30 % sur la période 2009–2024. En considérant ce taux, la population du Canton en 2025 est estimée à 96 326 habitants. En y ajoutant la population réfugiée, la population totale du canton atteint environ 151 870 habitants en 2025.

La population autochtone de la localité de Farchana urbaine (26 villages et quartiers), est estimée à 18 799 habitants en 2025, selon les données du Ministère de la Santé publique, recueillies via le centre de santé de Farchana.

Cette population se répartit par village comme dans le tableau ci en face.:

En revanche, le périmètre d'urbanisation qui est constitué des quartiers de Farchana 1 et 2, de Nourkani, de Haraye, de Moukitine, de Hidjer, de Gatigna, de Loumba assongor, de Loumba djoroko, de Loumba ourou, de Loumba gindo, de Loumba massalite, de Loumba fata, de Ardaibé, de Andour et de Tirti compte 11569 habitants. Soit donc 61,60% de la population totale de la localité.

En l'absence de toutes données antérieures fiables sur la localité de Farchana pour déterminer son taux d'accroissement, celui du canton sera considéré pour les projections de Farchana et du périmètre d'urbanisation.

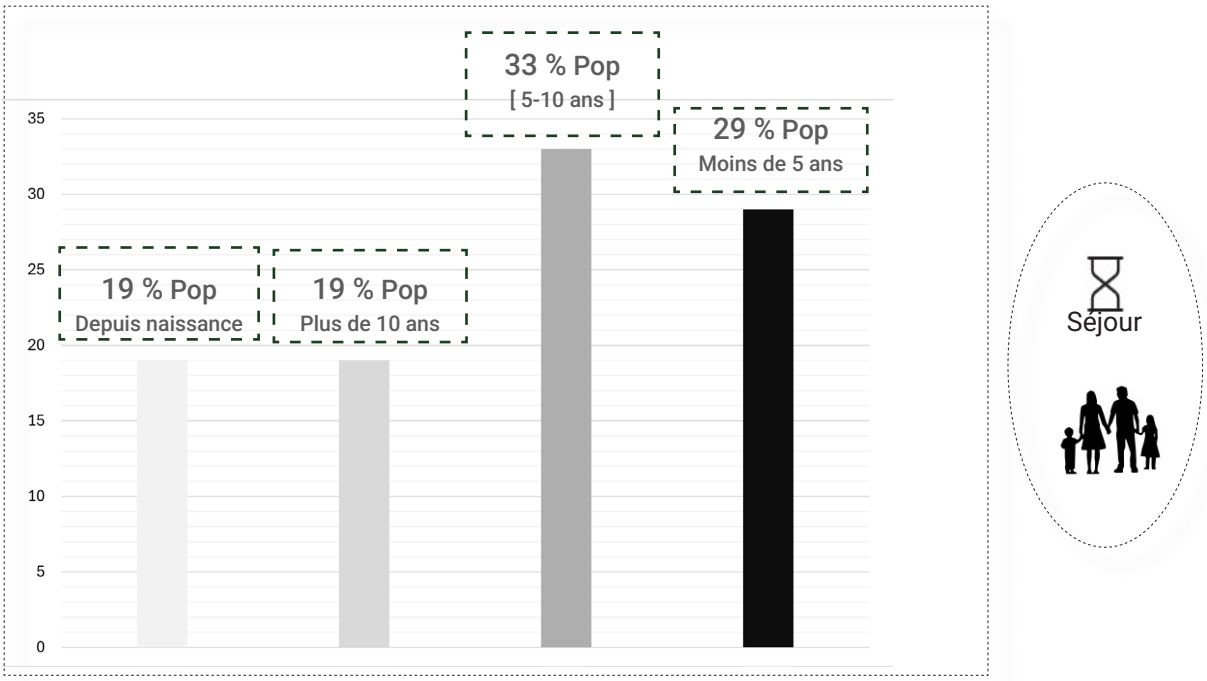
Les résultats de l'enquête-ménage réalisée dans le périmètre d'urbanisation révèlent le caractère cosmopolite de Farchana. En effet, seuls 19 % des chefs de ménage sont natifs de la localité, contre 81 % provenant d'autres zones, comme l'illustre le graphique suivant. Cette forte proportion des allogènes s'explique principalement par l'attractivité de Farchana, liée aux opportunités d'emploi générées par la présence des bases humanitaires.

La répartition des chefs de ménage à Farchana montre une prédominance masculine avec 71 % d'hommes contre 29 % de femmes. Ce taux relativement élevé de femmes à la tête des ménages — près d'un tiers — traduit leur rôle essentiel dans les dynamiques sociales et économiques locales.

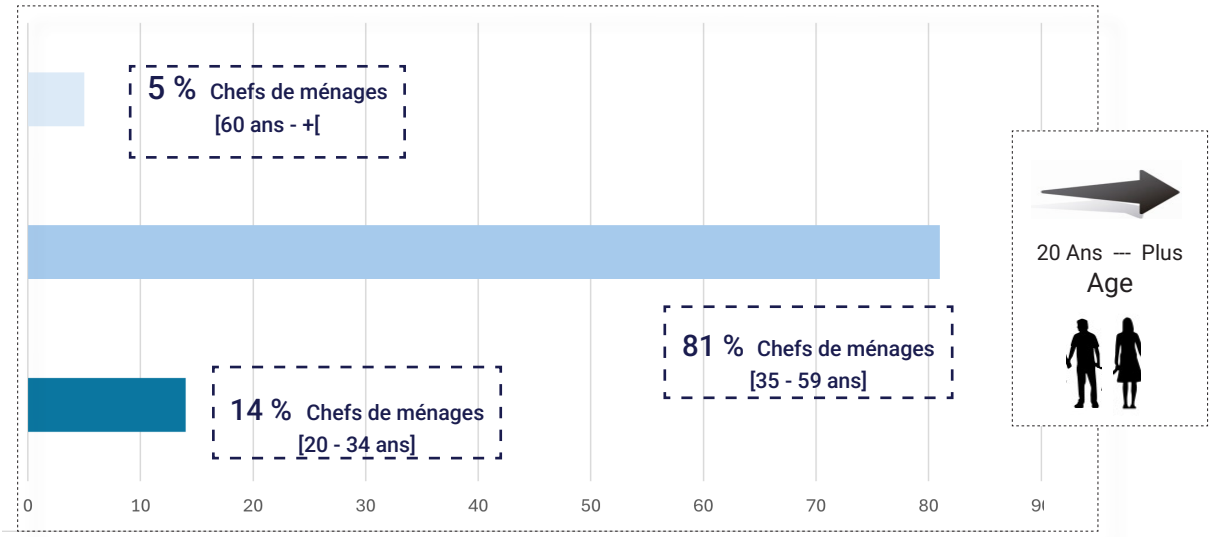
Sur le plan de l'âge, les chefs de ménage sont majoritairement des individus adultes dont l'âge varie entre de 35 ans et 59 ans. Les jeunes chefs de ménage de moins de 35 ans représentent 14% des chefs de ménages. Enfin les personnes âgées de plus de 60 ans chefs de ménages sont estimés à 5% parmi les chefs de ménages.

N°	Villages/Quartiers	Population
01	Farchana 1	2208
02	Farchana 2	1870
03	Nourkani	802
04	Haraye	301
05	Dilep	974
06	Djamal-harro	948
07	Ardaibé	454
08	Woulfo	388
09	Tirti	1585
10	Moukitine	217
11	Hidjer	601
12	Gatigna	498
13	Ganakile	615
14	Farindji	505
15	Tirre	406
16	Kourdjindi 1	821
17	Kourdjindi 2	654
18	Loumba assongor	596
19	Loumba djoroko	419
20	Loumba ourou	518
21	Loumba gindo	226
22	Loumba massalite	923
23	Loumba fata	351
24	Tolko	419
25	Louma	1200
26	Goz -met	280

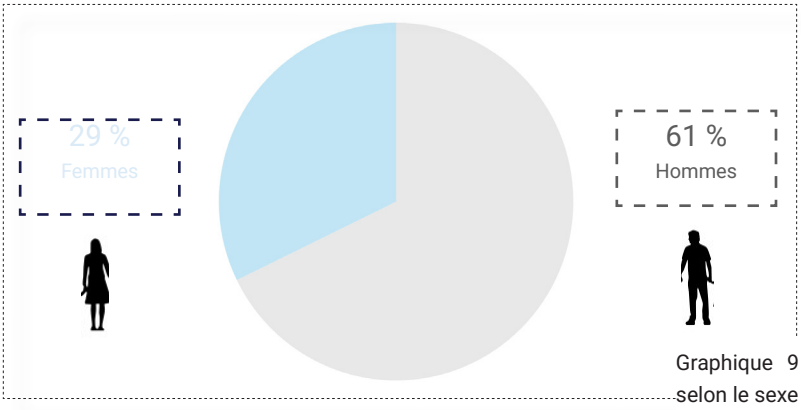
Tableau 9 : Populations de Farchana par villages et quartiers
@: ONU-Habitat, 2025



Graphique 7 : Répartition des ménages selon le séjour @ ONU-Habitat, 2025



Graphique 8 : Répartition des ménages selon les tranches d'âge @ ONU-Habitat, 2025



Graphique 9 : Répartition des chefs de ménages selon le sexe @ ONU-Habitat, 2025

2. Sites de réfugiés

Depuis la guerre civile qui a éclaté au Soudan en avril 2023, près de 13 millions de personnes ont été déplacées de force, dont 8,6 millions à l'intérieur du pays et plus de 4 millions dans les pays voisins, selon l'Organisation des Nations Unies. Plusieurs localités à l'Est du Tchad ont accueilli des milliers de réfugiés dont Farchana.

L'installation des premiers réfugiés soudanais dans les sites d'accueil de Farchana date de janvier 2004. Estimée à environ 17 000 personnes à cette époque, la population a progressivement augmenté pour atteindre environ 32 225 personnes en 2025, selon les données du HCR, traduisant un quasi-doublement en deux décennies par croissance naturelle.

Cette dynamique démographique s'est accélérée avec les événements survenus au Soudan en 2023, provoquant une nouvelle vague d'arrivées. Ainsi, la population réfugiée à Farchana s'élève désormais à 55 544 personnes en 2025, dont 30 604 femmes, représentant 55 % du total.

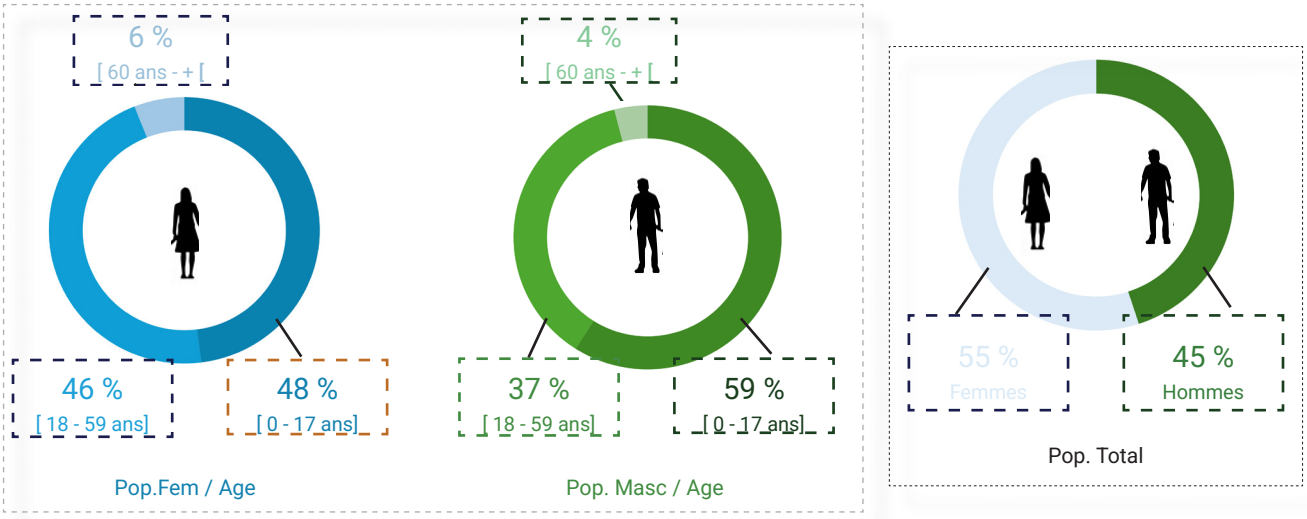
Compte tenu de ces évolutions, il ressort que la population réfugiée de Farchana a enregistré un taux d'accroissement naturel annuel estimé à 3,26 % sur la période 2004–2025. Ce taux reflète l'augmentation liée aux naissances et à la dynamique interne du site d'accueil. Cependant, si l'on intègre les effets des vagues d'arrivées supplémentaires consécutives à la crise sécuritaire au Soudan, notamment celle de 2023, le taux global d'accroissement annuel passe à 5,79 %, traduisant l'impact significatif des déplacements forcés sur la démographie du territoire.

La structure par âge et par sexe de la population réfugiée à Farchana révèle une forte jeunesse démographique. En effet :

- 53 % de la population est âgée de moins de 18 ans, ce qui montre que la crise a eu un impact particulièrement sévère sur les enfants qui constituent non seulement la majorité de la population réfugiée, mais aussi une couche hautement dépendante en matière de protection, de nutrition, d'éducation et de santé ;
- Les adultes de 18 à 59 ans constituent 42 %, représentant la population active.
- Les personnes âgées (60 ans et plus) ne représentent que 5 %.

Cette structure a des implications importantes en matière d'éducation, de santé, d'emploi et de planification urbaine.

Cette population installée sur trois sites d'une superficie de 375 ha, soit une densité moyenne d'occupation de 148 hbts/ha ; comme l'ensemble de la population de la sous-préfecture de Farchana fait face à de nombreuses difficultés au quotidien.



Graphique 10: Structure par âge et par sexe de la population @ ONU-Habitat, 2025

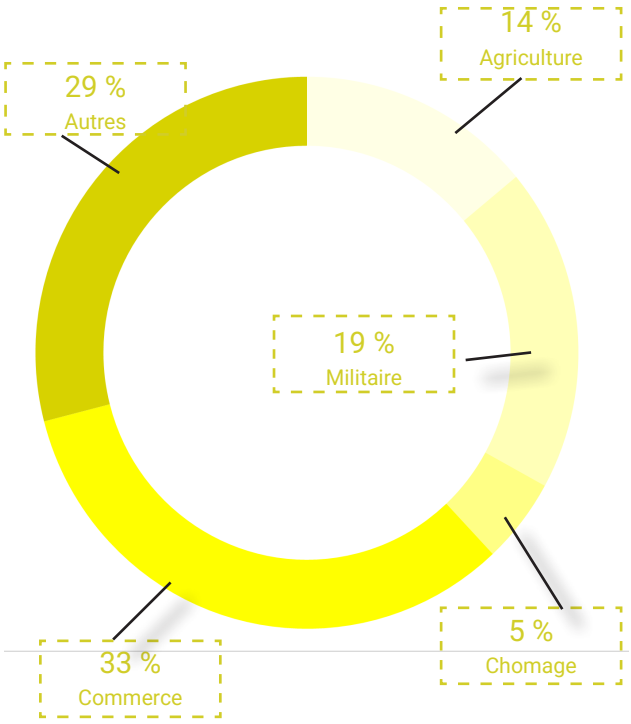
Catégories socioprofessionnelles

1. Noyau de Farchana

Sur le plan socio-professionnel, le commerce de proximité constitue l'activité principale des chefs de ménage dans le noyau urbain de Farchana. Selon les données de terrain, 33 % d'entre eux exercent le commerce de détail comme activité principale, suivis par les militaires (19 %), les agriculteurs (14 %) et d'autres activités regroupant 29 %.

Il est toutefois important de noter que l'agriculture est sous-déclarée comme activité principale, car elle est pratiquée par une majorité de ménages en tant qu'activité secondaire, voire principale en saison pluvieuse.

La catégorie "autres activités" englobe des professions telles que la construction, la mécanique, le gardiennage, la conduite, ou encore la cuisine. Enfin, seuls 5 % des chefs de ménage se déclarent sans activité ou au chômage.



Graphique 11 : répartition des ménages selon leur catégorie socio-oprofessionnelle
@ ONU-Habitat, 2025

mines, armée, etc. On y retrouve également des agriculteurs, pêcheurs, forestiers, artisans, conducteurs, entre autres.

Parmi ces corps de métiers, les agriculteurs sont les plus représentés numériquement. Cette diversité de profils et de compétences constitue un potentiel important de main-d'œuvre. Si elle est mobilisée et intégrée efficacement, elle pourrait représenter une véritable opportunité pour le développement économique et social de Farchana.

Les observations et les entretiens avec les réfugiés montrent que révèlent que nombre d'entre eux sont économiquement actifs et exercent diverses activités, aussi bien au sein des sites d'accueil que dans le noyau urbain de Farchana. Le marché du site des réfugiés, par exemple, est majoritairement animé par cette population et constitue un pôle commercial dynamique à l'échelle du canton, en est une preuve. Les agriculteurs bien qu'ils soient confrontés au manque de terres agricoles, parviennent à cultiver grâce à des accords de métayage avec les communautés autochtones.

Par ailleurs, plusieurs programmes conduits par les acteurs humanitaires sont en cours pour faciliter l'insertion des professionnels de la santé. Il s'agit de l'homologation de leur diplôme par l'office national des examens et concours du Tchad afin de leur permettre d'exercer librement. Les professionnels de l'éducation en revanche, sont déjà recrutés et participent à la formation des élèves réfugiés et autochtones des établissement éducatifs du site d'accueil.

Taille et nombre de ménage

1. Noyau de Farchana

Les résultats des enquêtes de terrain ont permis

d'estimer une taille moyenne de 7 personnes par ménage. En rapportant cette moyenne à la population du périmètre d'urbanisation, estimée à 9 530 habitants, on peut en déduire qu'il existe environ 1 362 ménages dans ce périmètre. En revanche, il y a en moyenne trois (03) ménages par parcelle.

2. Site des réfugiés

Selon les données démographiques du HCR de 2025, la population réfugiée est estimée à 55 544 personnes, réparties en 12 036 ménages, soit une moyenne de 4,6 personnes par ménage. Selon les principes de répartition du HCR, à chaque ménage correspond une parcelle. Mais pratiquement, ces principes sont peu suivis. La hausse démographique et de la formation de nouveau ménage, ont entraîné une cohabitation de plusieurs ménages sur une même parcelle, en particulier dans le site d'origine de 2004. Cette situation est source de promiscuité.

Migration et sécurité

La relation entre migration et sécurité intérieure est complexe, mêlant des aspects sécuritaires et humanitaires. Elle soulève des préoccupations majeures telles que le contrôle des frontières, la lutte contre le crime organisé, le trafic de migrants, la gestion des flux migratoires dans le strict respect des droits humains et la gestion foncière.

Farchana continue d'accueillir des réfugiés en provenance du Soudan, en plus des 55 544 personnes déjà officiellement enregistrées et installées sur les deux sites. Le HCR et le gouvernement tchadien sont en cours d'identification de sites d'extension pour héberger ces nouveaux arrivants.

Cette migration continue n'est pas sans conséquence sur la sécurité intérieure de la région du Ouaddaï en général, et de Farchana en particulier. La sécurité de Farchana est rendue vulnérable par la prolifération des armes de guerre en provenance du Soudan. Des cas de crimes organisés, notamment le cambriolage de biens de populations et le braquage de convois humanitaires, ont déjà été signalés dans la localité.

Le conflit foncier est l'une des sources d'insécurité dans la localité. L'extension non avisée des périmètres des sites de réfugiés due à la croissance démographique alimente conflit foncier entre la communauté hôte et les réfugiés. L'exploitation des terres agricoles en saison pluvieuse par les réfugiés a plusieurs fois fait l'objet des affrontements entre réfugiés et communautés hôtes.

L'entretien avec les représentants des jeunes a permis de confirmer le constat d'un taux de chômage important au sein de cette population. Ce chômage est exacerbé par le manque de qualification professionnelle, qui réduit considérablement les opportunités d'accéder à des emplois décents. L'arrivée massive des réfugiés soudanais à Farchana a, de surcroît, accentué la pression sur les ressources locales. Cette hausse du chômage et la précarité qui en résulte incitent malheureusement certains jeunes à s'orienter vers des pratiques de délinquance (ou banditisme) pour subvenir à leurs besoins et à ceux des familles qu'ils ont à charge.

Par ailleurs, certains jeunes réfugiés soudanais quittent le site de Farchana pour se rendre dans des villes voisines, telles qu'Adré et Abéché, dans l'espoir d'y trouver des opportunités de travail.

Afin de pallier les problèmes de sécurité engendrés par l'afflux massif des réfugiés, le gouvernement a renforcé son dispositif sécuritaire dans l'Est du Tchad par le déploiement de forces de sécurité. Une force spéciale DPHR a notamment été mise en place pour assurer la sécurité des sites de réfugiés ainsi que l'escorte des convois de biens et de personnel humanitaires.

Toutefois, Farchana manque des infrastructures adéquates pour les services de sécurité telles les camps militaires qui sont stationnés sous les manguiers du ouadi, les postes de police et gendarmerie qui ne sont pas en bon état. Un renforcement de capacité du personnel de sécurité s'avère être nécessaire pour la localité.

TISSU D'HABITATION ET OCCUPATION ET DU SOL

Croissance urbaine et étapes d'occupation du sol

L'analyse spatio-temporelle met en évidence une transformation progressive de l'occupation du sol comme le montre les cartes à la page 80. Il résulte de l'analyse des données de la carte, des grandes tendances caractérisées par :

- **Une régression des sols nus :** sur la période de 2004 à 2025, les sols nus ont connu une baisse conséquente en passant de 414 ha en 2004 à 381 hectares en 2014 puis à 320 ha en 2025. Soit une réduction de 94 hectares en 20 ans. Ainsi, chaque année, le territoire de Farchana perd en moyenne 4,7 ha de sols nus. Il est également à noter que cette régression s'accentue dans le temps. En effet, la diminution moyenne annuelle des terres nues, qui était de 3,3 hectares entre 2004 et 2014, est passée à 5,5 ha sur la période 2014-2025.

- **Une augmentation nette de la tâche du bâti :** A l'inverse des terres nues, les taches bâties ont une connu une croissance fulgurante en passant quasiment de 0 hectare en 2004 à 191 hectares en 2025. Cette augmentation correspond à la forte croissance urbaine que le territoire a connue, induite par l'arrivée massive des réfugiés sur le territoire.

- **Une fluctuation de la végétation :** le couvert végétal a aussi subi des transformations sur la période de 2004 à 2025, avec une perte nette de 46 hectares. La période la plus critique s'étend de 2004 à 2014, marquée par une régression de 64 hectares.

Une reprise de 18 hectares a été observée entre 2014 et 2025, probablement grâce aux efforts de reboisement et aux campagnes de sensibilisation environnementale menées par les acteurs humanitaires et les autorités locales. Malgré cela, la perte moyenne annuelle de 2,3 hectares reste préoccupante dans un contexte sahélien fortement exposé à la désertification.

- **Une baisse très drastique des ressources hydriques de surface :** Parmi les ressources naturelles de Farchana, l'eau est la plus gravement affectée par la dégradation environnementale observée sur les deux dernières décennies. Son emprise est passée de 49 hectares en 2004 à un assèchement quasi-total en 2025, illustrant une disparition presque complète des zones humides. Cette régression s'explique principalement par deux facteurs :

- Le changement climatique, avec une baisse des précipitations et une forte variabilité saisonnière ;

- La surexploitation des ressources hydriques, liée à la pression démographique et à l'absence de systèmes de gestion durable.

En somme, le territoire de Farchana était caractérisé en 2004 par une prédominance du sol nu et de la végétation, puis a vu émerger en 2014 une apparition significative de zones bâties, surtout au nord et enfin en 2025, par une consolidation de l'urbanisation, étalement du bâti dans plusieurs zones.

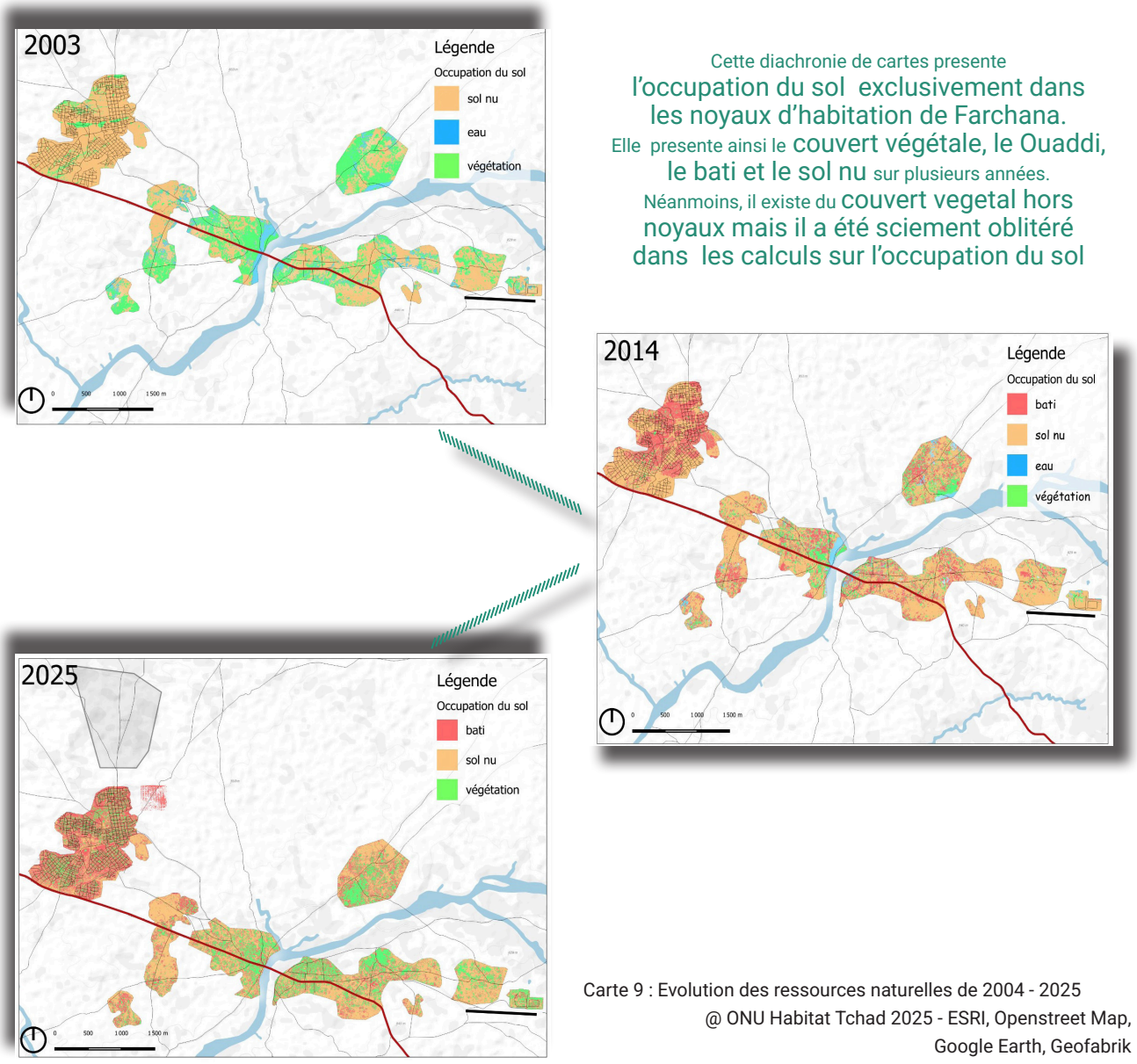
L'évolution et la structuration du tissu d'habitation est présenté selon la distinction entre le noyau de Farchana et le site des réfugiés comme suit :

- **Une baisse très drastique des ressources hydriques de surface :** Parmi les ressources naturelles de Farchana, l'eau est la plus gravement affectée par la dégradation environnementale observée sur les deux dernières décennies. Son emprise est passée de 49 hectares en 2004 à un assèchement quasi-total en 2025, illustrant une disparition presque complète des zones humides. Cette régression s'explique principalement par deux facteurs :

- Le changement climatique, avec une baisse des précipitations et une forte variabilité saisonnière ;

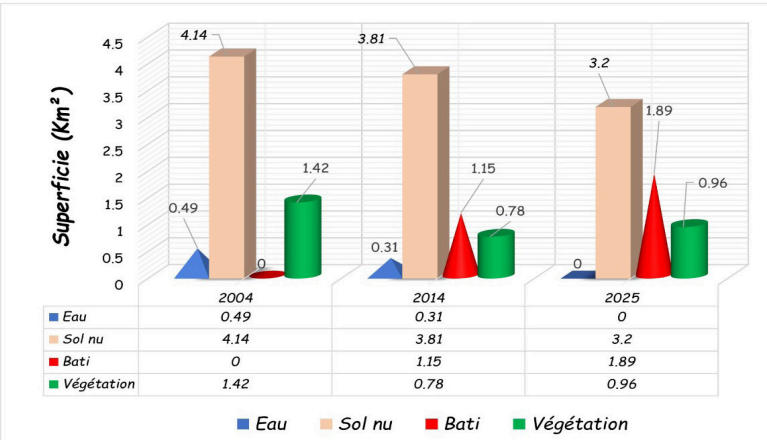
- La surexploitation des ressources hydriques, liée à la pression démographique et à l'absence de systèmes de gestion durable.

En somme, le territoire de Farchana était caractérisé en 2004 par une prédominance du sol nu et de la végétation, puis a vu émerger en 2014 une apparition significative de zones bâties, surtout au nord et enfin en 2025, par une consolidation de l'urbanisation, étalement du bâti dans plusieurs zones.

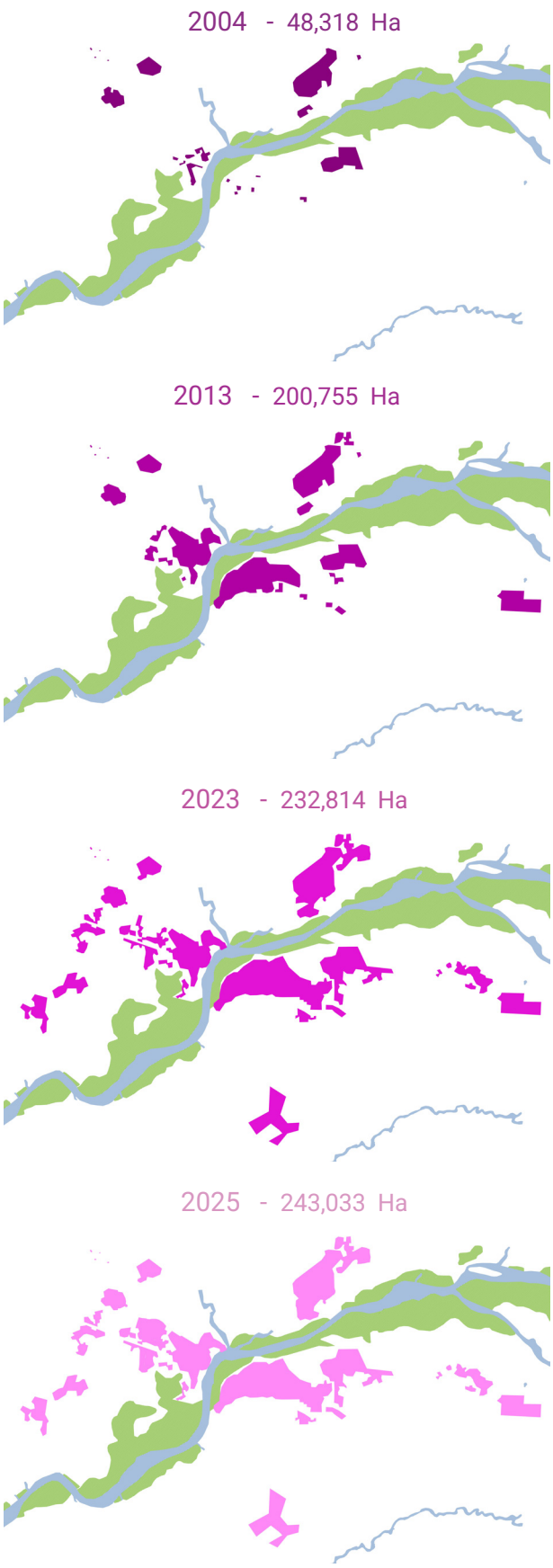


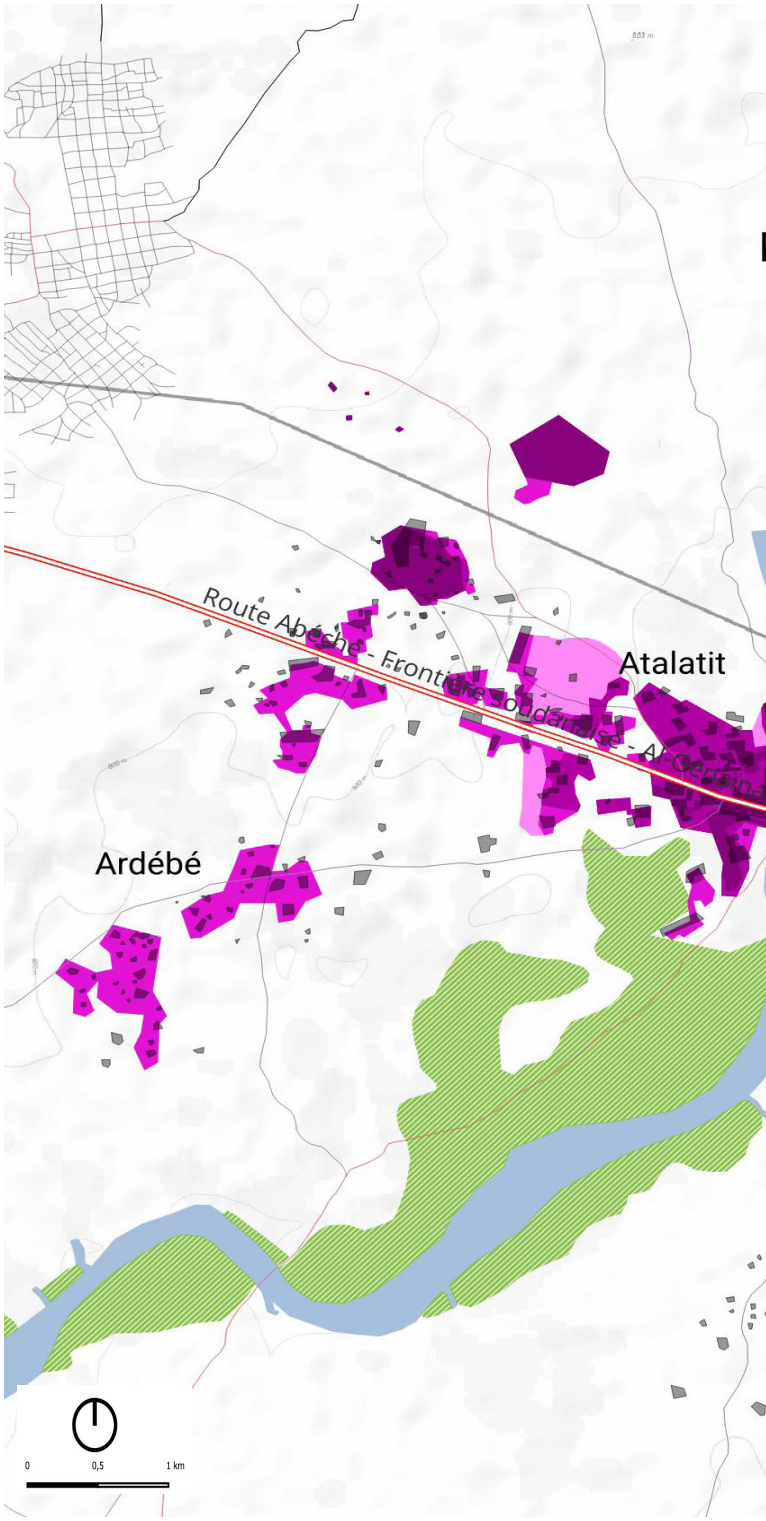
Cette diachronie de cartes presente l'occupation du sol exclusivement dans les noyaux d'habitation de Farchana. Elle presente ainsi le couvert végétale, le Ouaddi, le bati et le sol nu sur plusieurs années. Néanmoins, il existe du couvert vegetal hors noyaux mais il a été sciement oblitéré dans les calculs sur l'occupation du sol

Carte 9 : Evolution des ressources naturelles de 2004 - 2025 @ ONU Habitat Tchad 2025 - ESRI, Openstreet Map, Google Earth, Geofabrik



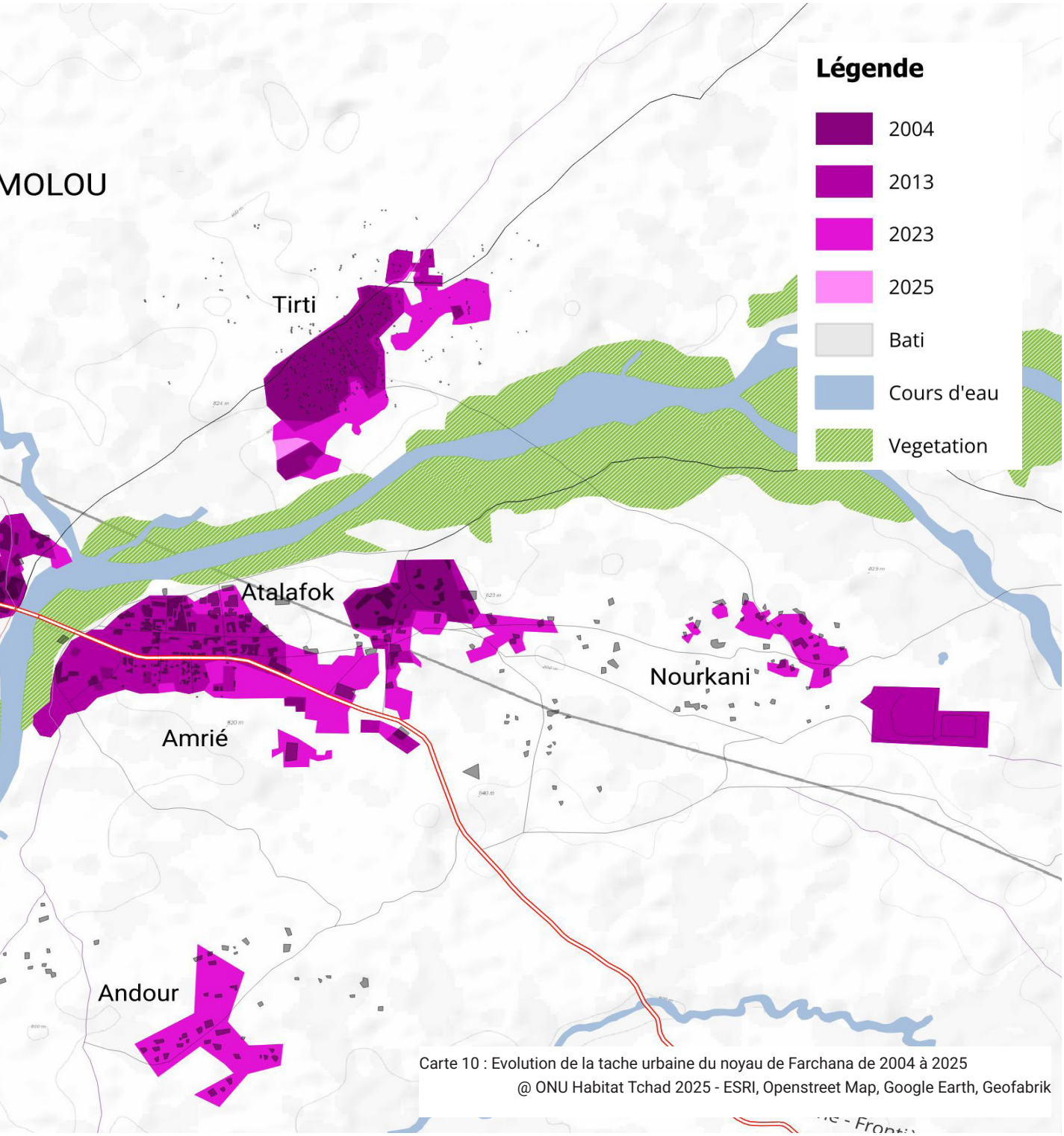
Graphiques 12 : Evolution des superficies des ressources disponibles de 2004 - 2025 @ ONU-Habitat, 2025





1.1.1. Le noyau originel de Farchana

Le noyau originel de Farchana, situé au croisement du ouadi et de la route Abéché – Adré, représente le point de départ de l'urbanisation de la localité. Dans les années 2000, la tache d'habitation s'étendait sur



Carte 10 : Evolution de la tache urbaine du noyau de Farchana de 2004 à 2025
@ ONU Habitat Tchad 2025 - ESRI, Openstreet Map, Google Earth, Geofabrik

environ 48 hectares, concentrée principalement sur la rive gauche du ouadi. Avec l'installation progressive des réfugiés et la mise en place des structures d'aide humanitaire, cette emprise a fortement augmenté :

- 200 ha en 2013
- 232 ha en 2023
- 243 ha en 2025

Cela représente un quintuplement de la surface urbaine en à peu près vingt ans comme le montre la carte suivante.

Du point de vue de structure, la trame du noyau originel est typique des zones rurales de la région sahélienne. Elle se caractérise par :

- **Parcelles vastes et clôturées,** souvent supérieures à 600 m², utilisées à la fois pour l'habitat et des activités domestiques ou agricoles.
- **Absence d'îlots structurés :** les habitations sont disséminées de manière non planifiée, ce qui entraîne un tissu urbain peu dense et non hiérarchisé.
- **Voirie informelle,** sans trame organisée ni axes structurants clairement identifiés.

Ce mode d'occupation bien que fondé sur un ancrage social propre à Farchana, engendre beaucoup de dents creuses et rend difficile en son sein le repérage et l'accessibilité comme l'illustre les images satellitaires.

En plus de sa fonction résidentielle, le noyau originel de Farchana joue un rôle important en tant que pôle économique local. Il concentre diverses activités commerciales et artisanales :

- Commerces de détail (boutiques, alimentations, articles électroniques)
- Services (pharmacies, restaurants, salons de coiffure)
- Artisanat et ateliers (couture, soudure, mécanique, menuiserie)

Par ailleurs, les bords du ouadi, à proximité immédiate, sont exploités pour des activités tels que :

- Le maraîchage
- Et la fabrication de briques cuites

Cette diversité d'usages confère à la zone une vocation économique affirmée, renforçant son rôle structurant dans le développement local.

La zone située sur la rive droite du ouadi, issue de l'extension du noyau originel de Farchana, se distingue par une organisation urbaine plus structurée, avec les caractéristiques suivantes :

- Fonction administrative marquée : elle regroupe les bases vie des ONG, ainsi que plusieurs services administratifs (sous-préfecture, forces de sécurité, santé, etc.).
- Trame urbaine plus lisible : les parcelles sont regroupées en îlots, contrairement à la rive gauche.
- Présence d'une voirie identifiable, assurant une meilleure accessibilité et une structuration plus rationnelle du tissu urbain.
- Densité modérée : bien que mieux organisée, la zone reste peu dense, avec des espaces non bâtis encore nombreux.

Ce tissu est présenté dans l'image satellitaire suivante.



Image 1 : Vue satellitaire sur le noyau originel de Farchana @ Google earth, 2025



Image 2 : Vue satellitaire sur le noyau administratif de Farchana @ google earth, 2025

1. Le site des réfugiés

La dynamique spatiale du site d'accueil des réfugiés a débuté avec l'arrivée des premiers réfugiés en janvier 2004. Depuis, l'occupation du site s'est développée en trois grandes phases : le site initial établi en 2004, suivi de deux extensions successives mises en place en 2023.

– Site d'accueil de 2004

C'est la première zone d'installation organisée à l'arrivée des premiers réfugiés en janvier 2004. Ce site couvre une superficie d'environ 232,25 ha et abrite plus de la moitié de la population du site. Son tissu comprend les équipements importants tels que le marché principal, le lycée, les CEG, la gare routière etc. Cette forte présence des équipements lui confère un positionnement stratégique sur le plan socio-économique. Toutefois, elle engendre un déséquilibre spatial notable par rapport aux autres sites d'extension, moins pourvus en services.

Le tissu bâti, bien que présentant une occupation relativement régulière, est marqué par une forte vétusté du cadre de vie. Le réseau viaire, peu structuré, se compose principalement de ruelles étroites et peu hiérarchisées, rendant les déplacements difficiles. Par ailleurs, le site connaît une forte promiscuité due au manque de foncier disponible pour accueillir les nouveaux ménages issus notamment de l'évolution naturelle des familles par mariage.

– Première extension du site en 2023

L'arrivée d'une deuxième vague de réfugiés a nécessité une première extension du site initial, couvrant environ 11,08 hectares. Cette zone, considérée comme la première extension du site, a bénéficié d'une planification sommaire avec une certaine hiérarchisation du réseau viaire. Toutefois, le cadre de vie y demeure précaire, les abris d'urgence subissant une dégradation progressive.

Cette zone d'extension est quasiment isolée des deux autres sites en raison de contraintes naturelles majeures, telles que les collines à l'ouest et les ouadis au nord et au sud, ce qui complique les liaisons internes. En plus de cette situation d'enclavement, la zone souffre d'un déficit en équipements, avec pour seul équipement urbain une école primaire.

– Deuxième extension du site d'accueil en 2023

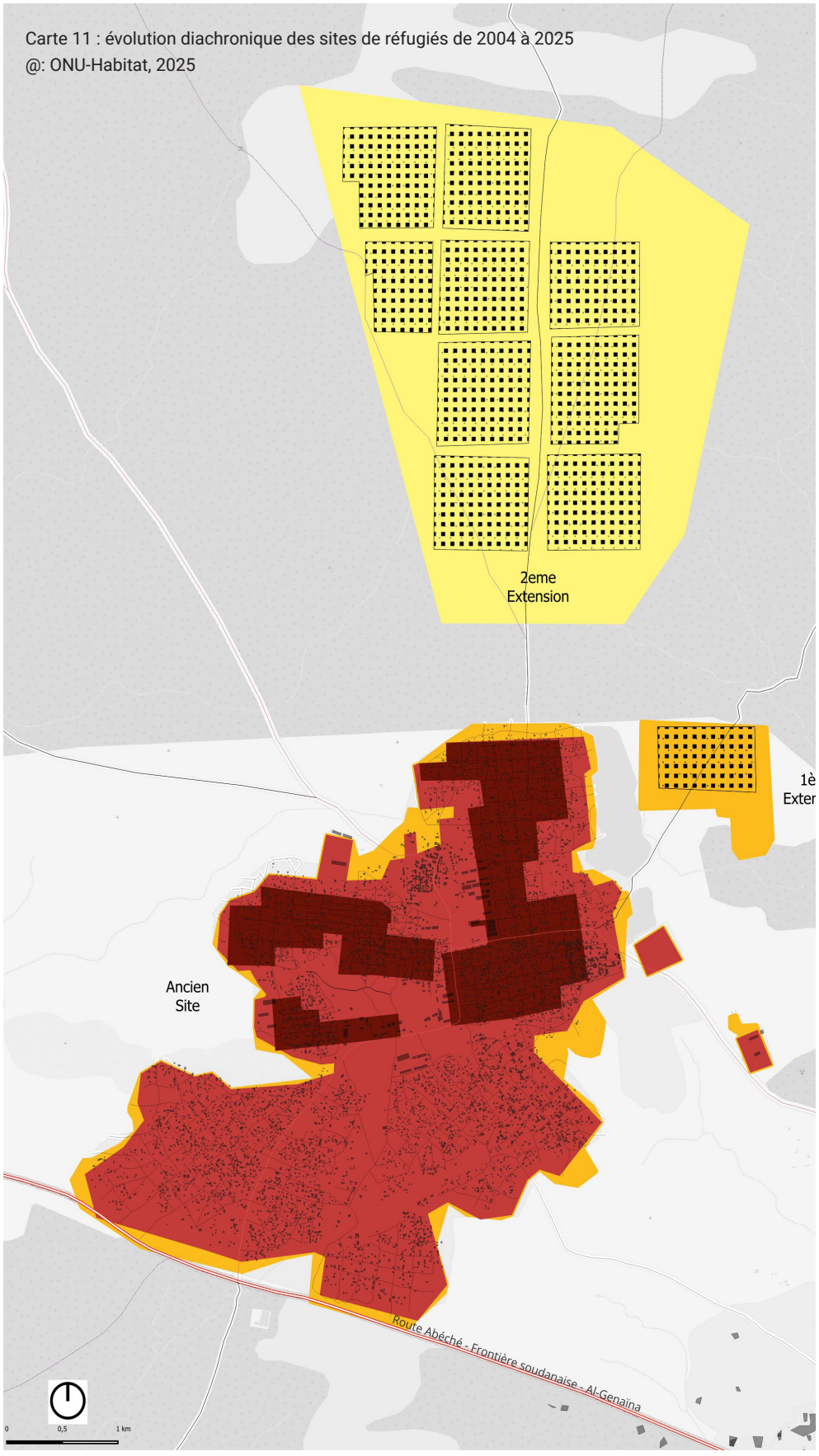
Les événements de 2023 au Soudan ont entraîné l'arrivée d'une nouvelle vague de réfugiés, nécessitant une deuxième extension du site sur une superficie d'environ 135,42 hectares. Contrairement à l'ancien site, cette seconde extension a été aménagée sur la base d'un plan d'installation préalablement défini. Elle est structurée autour de voies principales de 30 mètres d'emprise, organisant l'espace en neuf grands blocs. Contrairement à la première extension, largement dépourvue d'équipements socio-collectifs, celle-ci en dispose de plusieurs, notamment un centre communautaire, un espace ami des enfants, des écoles primaires, un centre des jeunes et un terrain de sport.

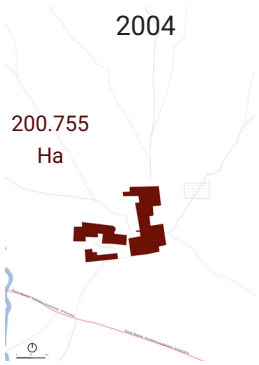
Cependant, cette nouvelle zone fait également face à un isolement marqué. Celui-ci est dû au mauvais état des voies d'accès, à des ruptures urbaines causées par la présence de ravins, ainsi qu'à une faible couverture en équipements marchands et sanitaires.

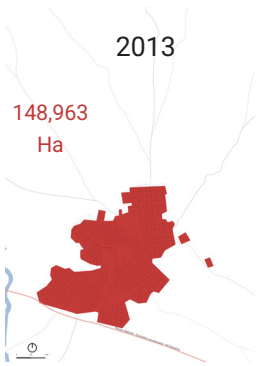
La carte suivante présente le processus d'occupation des sites de 2004 à 2025.

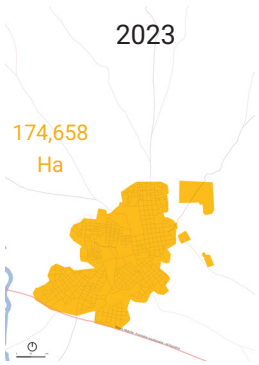


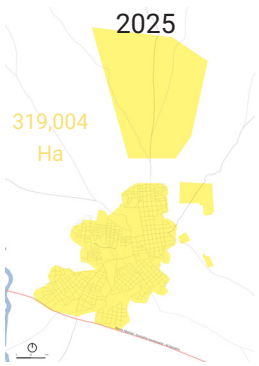
Carte 11 : évolution diachronique des sites de réfugiés de 2004 à 2025
@: ONU-Habitat, 2025

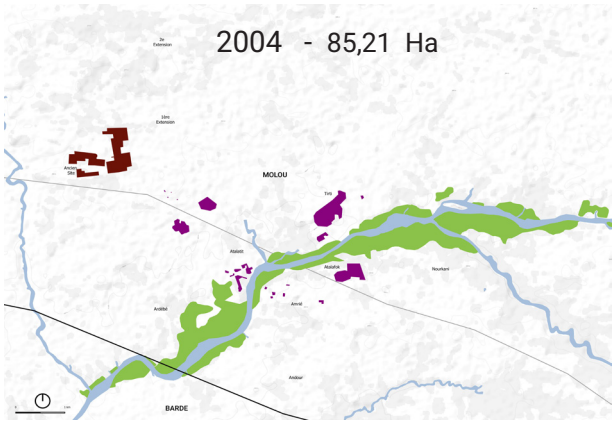


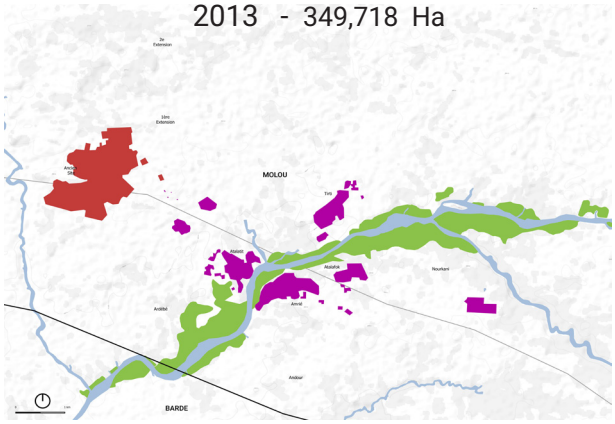


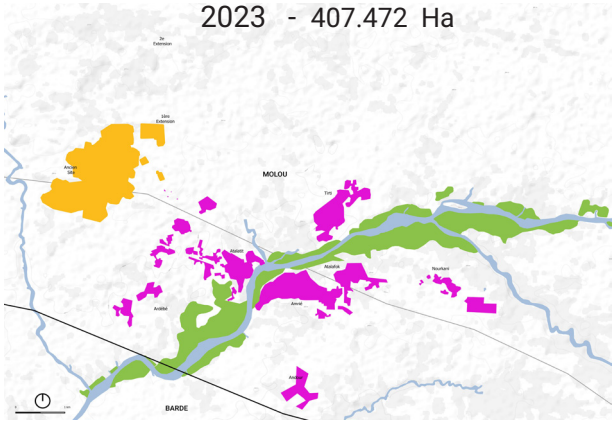


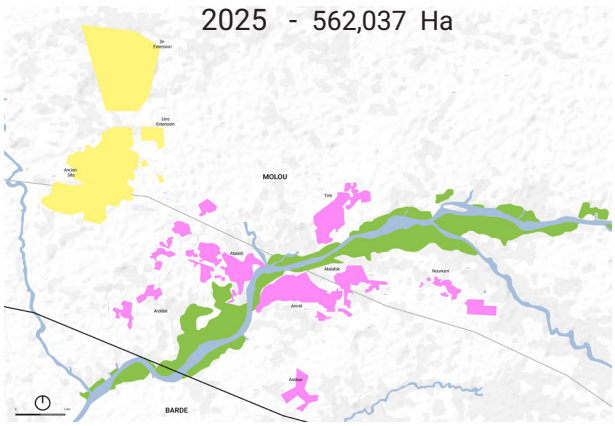


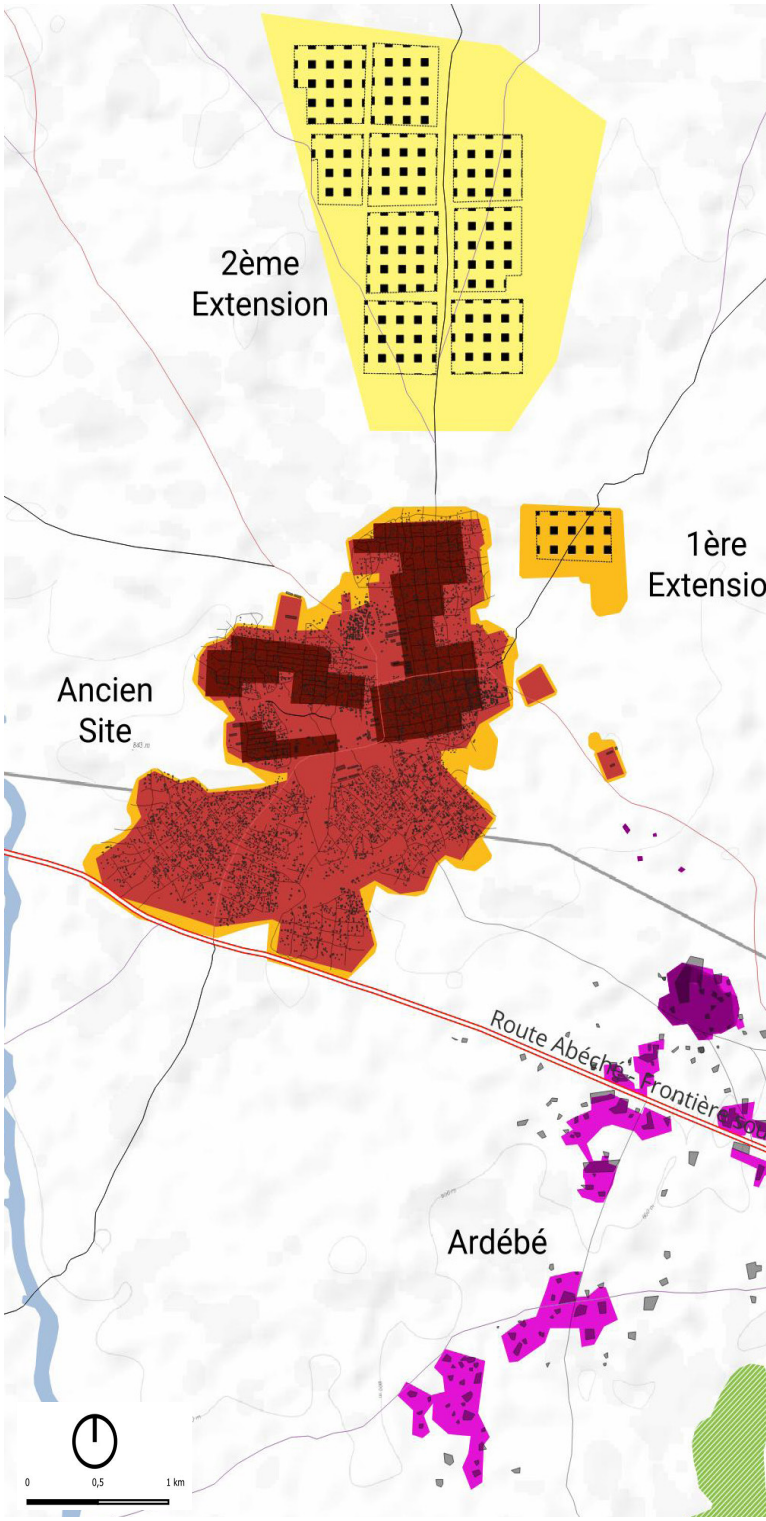



2004 - 85,21 Ha
MOLOU
BARDE


2013 - 349,718 Ha
MOLOU
BARDE

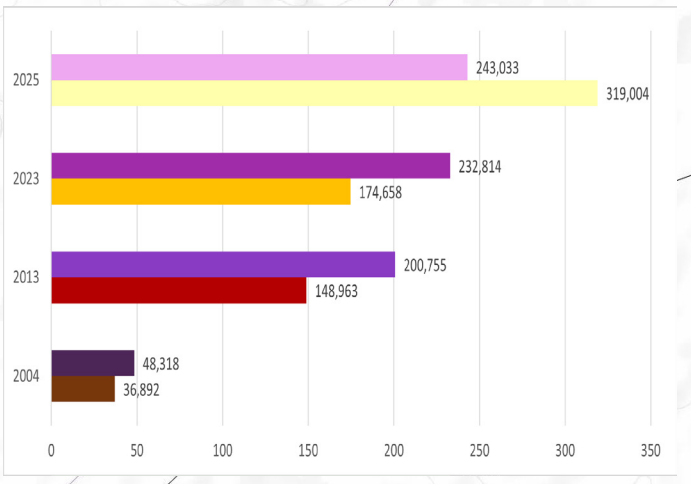

2023 - 407.472 Ha
MOLOU
BARDE


2025 - 562,037 Ha
MOLOU
BARDE


2ème
Extension
1ère
Extensio
Ancien
Site
Route Abéché - Frontière
Ardébé
0
0,5
1 km

Carte 12 : évolution diachronique du périmètre d'études

@ ONU Habitat Tchad 2025 - ESRI, Openstreet Map, Google Earth, Geofabrik



Légende

- Route principale
- Autres routes
- 2004
- 2013
- 2023
- 2025
- Site 2004
- Site 2013
- Site 2023
- Site 2025
- Bati
- Bloc de tentes
- Cours d'eau
- Vegetation

Densité du bâti

En 2004, la densité d'occupation à Farchana était quasi inexistante, reflétant un tissu urbain encore vierge de constructions. Entre 2004 et 2014, une transformation marquée s'est opérée avec une densification atteignant environ 115 unités bâties par hectare, soit une emprise construite estimée à 1 400 m²/hectare (sur la base de 12 m² en moyenne par unité bâtie).

Cette dynamique s'est encore accélérée entre 2014 et 2025, portant la densité à 189 unités par hectare, représentant une emprise bâtie d'environ 2 300 m²/hectare. Cette évolution rapide est principalement liée à l'arrivée massive de réfugiés et à l'implantation des structures humanitaires. Il est également important de souligner que la concentration bâtie est particulièrement forte au niveau du site d'accueil des réfugiés ainsi que dans la zone administrative.

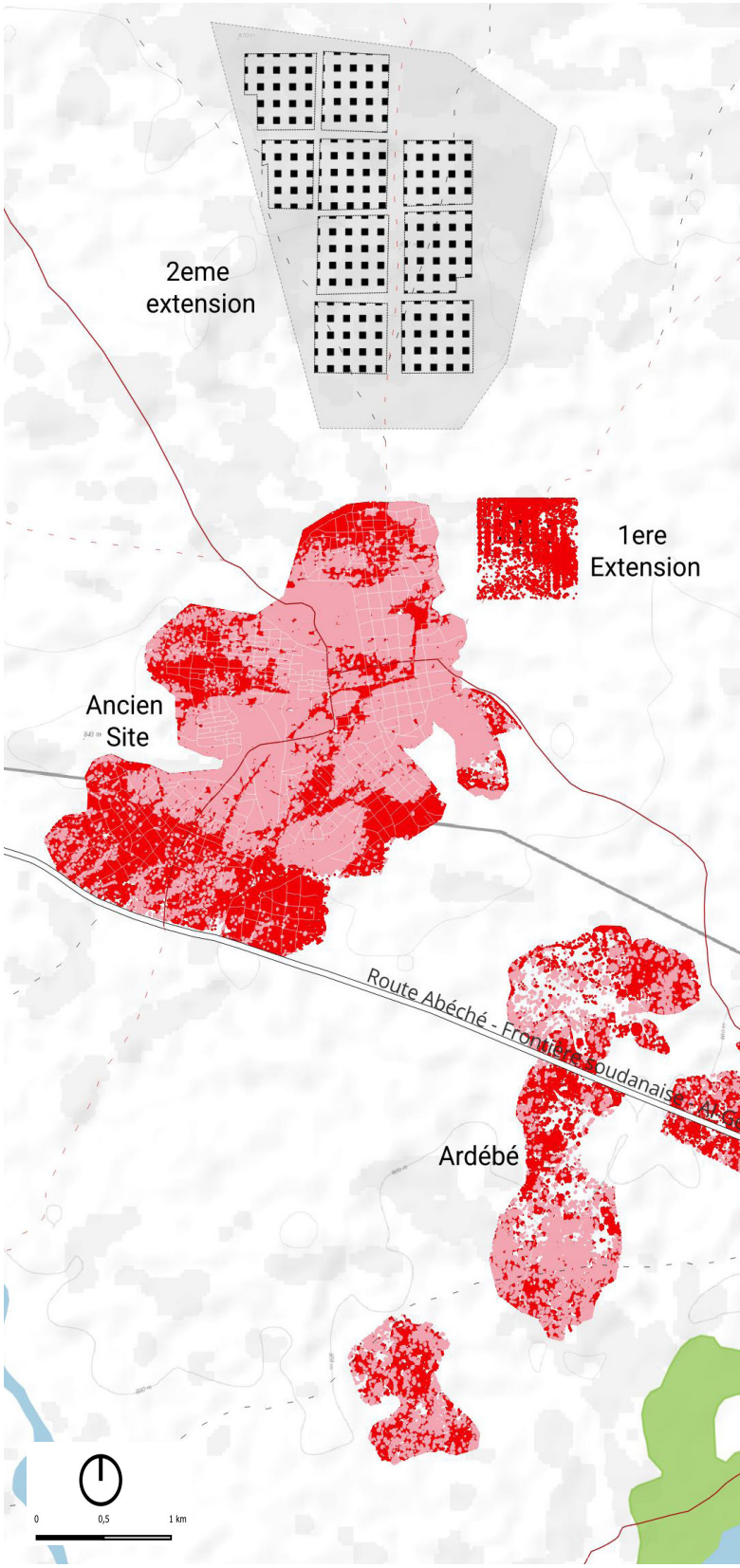
Typologie de l'habitat

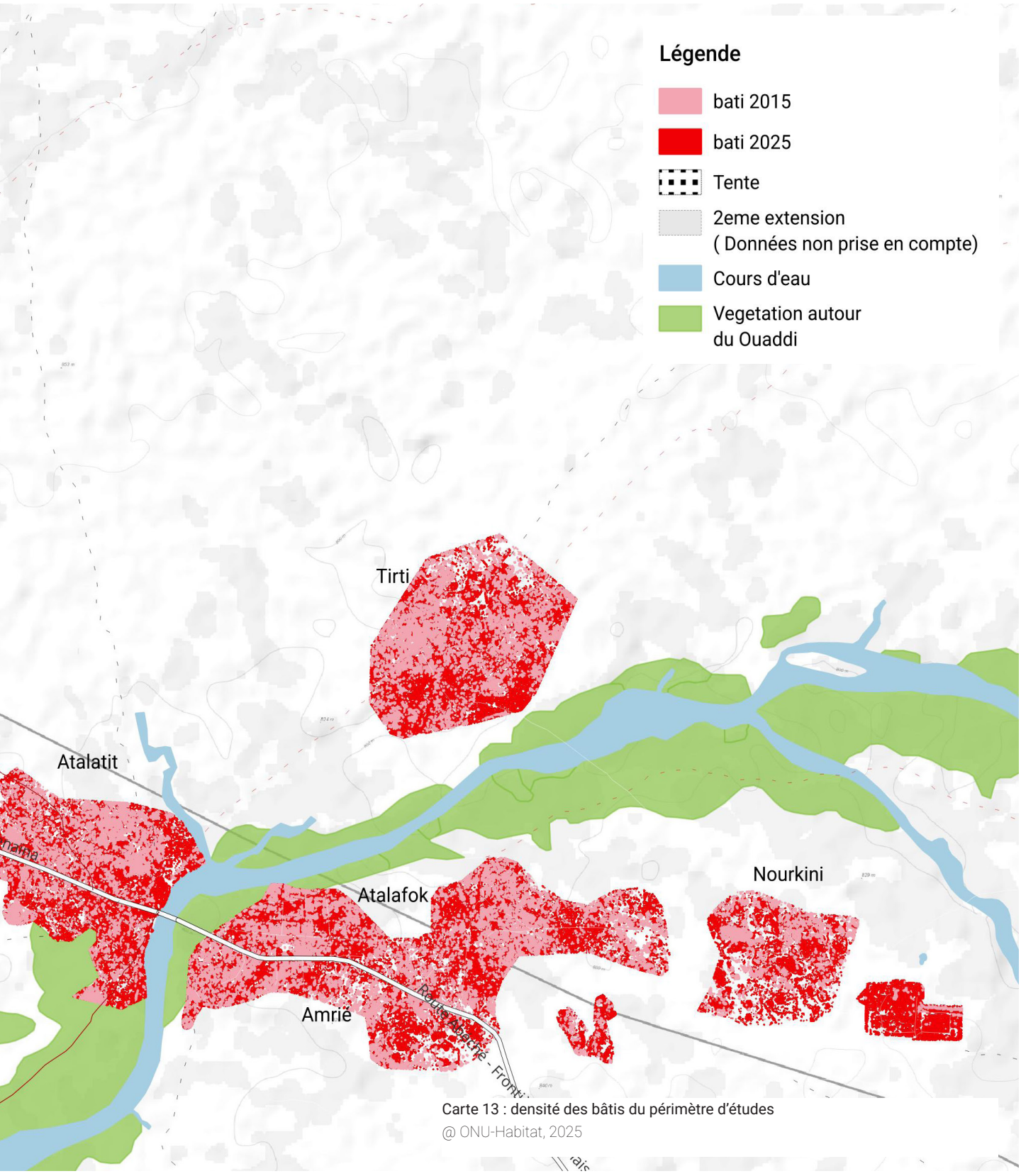
1. Noyau de Farchana

Dans la zone urbaine de Farchana (centre-ville et villages), on observe deux principales typologies d'habitat : l'habitat populaire durable et l'habitat traditionnel.

L'habitat populaire durable représente la tendance actuelle. Les populations construisent avec des briques de terre cuite ou des parpaings. Ces maisons sont généralement entourées d'un mur de clôture, avec des portes grands battants pouvant faire rentrer un vehicule, synonyme de modernité. À l'intérieur de la parcelle, les pièces sont disposées autour de la clôture, laissant un espace central pour une cour commune.

Dans la zone administrative, ces maisons sont souvent louées pour servir de bureaux aux organisations humanitaires et aux employés de ces organisations. Ces habitats sont plus ou moins bien desservis par un lotissement plus ou moins fonctionnel consenti entre habitants de la localité sans respect des normes urbanistiques. La quasi-totalité de ces constructions est de plain-pied, ce qui reflète à la fois le faible niveau économique de la localité et la culture locale.





Carte 13 : densité des bâtis du périmètre d'études
@ ONU-Habitat, 2025



Photo 22 : vue sur une construction moderne dans le noyau de Farchana @ ONU-Habitat, 2025



Photo 23 : Habitat traditionnel @ ONU-Habitat, 2025

La seconde catégorie est l'habitat traditionnel, qui tend à disparaître en milieu dit urbain. Il s'agit d'habitations construites en banco (terre crue) et en pailles avec de formes circulaire ou rectangulaire, couvertes de paille. Ces types d'habitat sont plus visible dans les villages environnants où le revenu de chef de ménage est très faible. Ce sont des pièces individuelles disposées autour d'une cour familiale commune parfois clôturée des tiges de céréales. Il faut noter que si certaines personnes continuent de construire avec des matériaux moins durables, l'une des principales raisons est le non-lotissement de Farchana. Elles craignent d'investir des gros moyens de peur d'être exproprié lors des lotissements

Cependant, dans le noyau villageois de Farchana, une partie des maisons est encore construite en briques de terre crue. Certaines toitures sont en terre, d'autres en paille, et en tôle pour ceux qui en ont les moyens. Cette situation s'explique en partie par le coût élevé de la construction – le prix d'un sac de ciment de 50 kg varie entre 15 000 et 20 000 FCFA selon les saisons – ainsi que par la pauvreté ambiante dans la localité. Cela soulève la question de l'accès à un logement décent et/ou convenable (résidence salubre, propre, en bon état et sécurisée).

2. Site des réfugiés

Dans les sites de réfugiés, l'attribution des parcelles a été effectuée selon le plan d'installation élaboré par le HCR. Les parcelles, d'une superficie de 150 m2, abritent un abri d'urgence de 17,5 m2 et une latrine de 3,5 m2. Certains réfugiés exploitent une partie de cet espace à des fins agricoles durant la saison des pluies.

Selon les enquêtes menées en 2024 par l'équipe conjointe d'ONU-Habitat et du HCR, les 8,078 constructions qui hébergent les réfugiés sont des abris d'urgence fournis par le HCR. Ces abris sont construits avec une ossature en planches, recouverte d'une bâche mise à disposition par le HCR et d'une toiture en tôles ondulées. Les parcelles sont clôturées de pailles et des haies en bois secs.

Bien que ces abris d'urgence soient cruciaux pour le relogement des réfugiés, ils n'offrent ni la sécurité ni le confort nécessaire à ces populations déplacées. Il est donc indispensable de proposer un modèle de construction utilisant des matériaux locaux durables, capable d'apporter sécurité et quiétude.

Dans l'ancien site de réfugiés de 2004, les réfugiés ont eux-mêmes fait évoluer la typologie de leur habitat, transformant les abris d'urgence en bâches en constructions en matériaux durables, notamment en banco. Les murs des maisons sont généralementérigésenbriquesdeterre(cruesoucuites),la couverture étant réalisée en terre crue (banco), en tôles ou en paille. Il existe deux types de formes (rectangulaire et circulaire) avec une hauteur moyenne de 2,20 mètres. Les parcelles sont clôturées par des murs en banco d'une hauteur moyenne de 1.80m.

Ces maisons en banco sont très vulnérables aux eaux pluviales car la boue (banco) se détériore au contact de l'eau, entraînant des dommages structurels importants et un effondrement total ou partiel de l'édifice. La structure du mur perd son intégrité, les fondations peuvent être érodées et le bâtiment risque de s'écrouler sous l'effet de l'eau. Les familles disposant de ressources suffisantes parviennent à construire en briques de terre cuite et du ciment avec des structures en dur.

L'agriculture individuelle occupe une partie essentielle dans l'aménagement de la cour. En saison pluvieuse, les réfugiés mettent en valeur une portion de leur parcelle pour cultiver soit le maïs, le sorgho, les oléagineux, les agrumes, les légumes, etc... Cette agriculture de subsistance joue un rôle essentiel dans l'approvisionnement alimentaire des familles.



Photo 24 : vue sur les abris des sites d'extension des réfugiés @ ONU-Habitat, 2025



Photo 25 : vue sur les maisons en terres crues du site des réfugiés @ ONU-Habitat, 2025

Matériaux de construction

L'on distingue plusieurs types de matériaux de construction utilisés dans l'environnement bâti du noyau urbain et villageois de Farchana mais aussi dans les sites de réfugiés :

Les briques de terre cuite sont le matériau de construction le plus répandu et le plus utilisé à Farchana de nos jours. En effet, ces briques sont fabriquées localement à base d'argile, puis cuites dans des fours. Elles sont généralement fabriquées et cuites au bord des ouadis (lits de rivières temporaires) et des zones marécageuses, avant d'être transportées vers les chantiers. La cuisson est faite à l'aide de bouses de vache et de bois de chauffe.

Avec une taille moyenne de 28cm de longueur, 15cm de largeur et 8cm de hauteur, ces briques sont réputées pour leur résistance aux intempéries et sont bien adaptées au climat de la région. Cependant, leur empreinte carbone est une source de préoccupation, car leur cuisson nécessite une forte consommation de bois de chauffe, ce qui contribue à la déforestation locale.

Les briques de terres crues : elles sont fabriquées à base d'argile, dans laquelle on met de la paille pour renforcer la cohésion mécanique augmentant la résistance à la traction et à la flexion. Elles ont une taille moyenne de 40cm de longueur, 20cm de largeur et 15cm de hauteur. A l'inverse des briques cuites, les briques de terres crues sont mises en œuvre sans passer pas par la cuisson. De ce fait, elles sont moins résistantes aux intempéries malgré leur adaptabilité au climat de la région et économiquement accessible aux ménages de faibles revenus.

Le sable, ciment (parpaings) et pierres : Le sable est disponible localement à Farchana, principalement dans les ouadis. La granulométrie de ce sable varie selon les lieux de prélèvement. Quant au ciment, il n'est pas accessible à tous les ménages en raison de son coût très élevé (oscillant entre 15 000 et 20 000 FCFA par sac de 50 kg, selon les saisons). Il est donc majoritairement utilisé pour la construction des bâtiments publics (école, hôpital, etc…), les bâtiments des agences humanitaires ainsi qu'une minorité des familles ayant des revenus moyens.

Le bois et les pailles : Les bois sont utilisés dans les constructions modernes et traditionnelles à la fois au sein de la communauté hôte et les réfugiés. Ces bois proviennent de l'environnement immédiat. Ces coupes abusives des arbres à l'échelle locale pour la construction des abris contribuent à accélération des effets du changement climatique et la désertification. Les pailles sont utilisées pour les couvertures des maisons et hangars, les haies de clôtures. Si ces pailles tissées ont un avantage sur le plan thermique, le risque d'incendie est très élevé.

Les bâches et autres matériaux de récupération : Les bâches fournis par le HCR sont largement utilisées pour la construction des abris principalement dans les sites des réfugiés. La mise en œuvre des bâches pour les abris d'urgence est facile et rapide. Cependant, elles se dégradent très vite si elles sont exposées au soleil, résistent moins au vent violent. Il existe aussi des matériaux de récupération qui sont utilisés par les populations démunis pour leur abri.

A côté de ces matériaux précités, il existe à Farchana des pierres qui sont rarement utilisées dans les constructions notamment les fondations et les murs de clôture. Farchana regorge des monticules qui produisent des pierres qui peuvent exploitées dans la construction des édifices.





Photo 26 : Groupement de femmes en pleine fabrication de briques de terre cuites @ ONU-Habitat, 2025

DYNAMIQUES ÉCONOMIQUES LOCALES

L'économie de Farchana repose sur quatre activités principales : l'agriculture, l'élevage, le commerce et l'artisanat.

Agriculture

L'agriculture se pratique selon trois temps dans la localité de Farchana. Il s'agit de l'agriculture pluviale, l'agriculture de maraichage et les productions fruitières.

- **L'agriculture pluviale** se pratique pendant la saison de pluie, c'est-à-dire de juin à octobre. Les spéculations les plus cultivées sont l'arachide, le mil, le sorgho, le sésame, le niébé, les oignons et les légumineuses. D'après le Plan de développement cantonal de Molou, En moyenne, un ménage cultive entre 1 et 1,5 moukhamass (une unité de mesure qui correspond à 0,56 ha). Pour une campagne agricole réussie, le rendement moyen par hectare oscille entre 400 et 600 kg et le cas échéant, le rendement est de100 kg maximum.

- **L'agriculture de maraichage : l**a présence du ouadi dans le périmètre de Farchana est un atout bien exploité par les habitants. Les berges du ouadi et les zones de bas-fonds à sa proximité sont judicieusement exploitées par la population pour les productions maraichères. Les spéculations produites sont : l'oignon, l'ail, tomate, piment, gombo, navette, carotte, laitue, persil, pastèque, melon etc. Portée généralement par les femmes, l'agriculture de maraichage a bénéficié d'un appui dans le cadre du projet de mobilisations des eaux de surface et de résilience dans la province du Ouaddaï. Un site maraicher de plus d'un hectare a été aménagé sur la rive gauche du ouadi de Farchana sud-ouest.

- **La production fruitière :** la production fruitière à Farchana se développe au bord du ouadi. Les manguiers de Ngarta en sont un exemple concret. Les plantes et arbres cultivés sont divers : les papayers, les citronniers, les goyaviers etc.

L'agriculture constitue une activité importante pour les autochtones comme pour les réfugiés à Farchana. Elle se pratique sur les terres situées autour du noyau urbain et des sites d'accueil. Faute de terres agricoles à l'extérieur, de nombreux réfugiés exploitent une partie de leur parcelle résidentielle à des fins agricoles. Les cultures les plus fréquentes sont l'oignon, l'arachide, le mil et divers légumes.

Pour les cultures de plus grande envergure, les réfugiés recourent aux accords de métayage avec les autochtones, qui leur cèdent des parcelles contre un partage des récoltes.

Les agriculteurs de Farchana bénéficient également de l'appui technique de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), implantée dans la localité. Cette institution publique accompagne les producteurs en leur dispensant des formations sur les bonnes pratiques agricoles. Elle met en place des dispositifs pédagogiques tels que les « champs écoles » et les « champs témoins », qui servent de cadres pratiques de démonstration. Ces espaces permettent d'expérimenter et de diffuser des techniques culturales améliorées afin de renforcer les capacités des agriculteurs et d'accroître la productivité agricole.

Pour les responsables de l'ANADER, les principales difficultés liées au secteur de l'agriculture sont :

La baisse de la fertilité des sols : due à l'érosion hydrique et éolienne emportant sur son chemin les éléments nutritifs essentiels pour la croissance des cultures.

La baisse des terres agricoles : l'arrivée massive des réfugiés et la croissance démographique naturelle au sein du village engendrent un besoin en espace d'habitation. C'est donc sur les terres agricoles que l'espace de résidence requis se développe. Ce qui réduit par conséquent, les terres agricoles. A cela s'ajoutent aussi, l'agrandissement des lits des ouadis, sous l'effet d'érosion hydrique.

L'irrégularité et mauvaise répartition de la pluie : c'est une contrainte fortement ressentie par les producteurs. L'eau étant essentielle et fondamentale pour le développement des plants.



Photo 27 : Site projet pilote de culture à Farchana @ ONU-Habitat, 2025



Photo 28 : Culture maraichère le sur un site aménagé le long du Ouaddi à Farchana @ ONU-Habitat, 2025

Élevage

L'élevage constitue une activité secondaire courante pour de nombreux ménages à Farchana, aussi bien chez les autochtones que chez les réfugiés. Il se décline en plusieurs formes, notamment :

L'élevage de basse-cour, présent dans presque tous les foyers, avec des volailles élevées de manière traditionnelle ;

- L'élevage semi-intensif, qui combine la pâture en plein air durant la journée avec l'apport de compléments alimentaires le soir. Les animaux sont rentrés et nourris avec l'appui des services vétérinaires ;
- L'élevage extensif sédentaire, pratiqué sur de plus grandes superficies, avec une mobilité limitée du bétail.

Le type extensif sédentaire est caractérisé à Farchana par de petits déplacements à l'intérieur des villages pour le pâturage. Il est très pratiqué par la majorité de la population. Les espèces les plus élevées dans la localité sont : bovins (bœufs), Ovins (mouton), caprins (chèvres), camelins (chameaux, dromadaires), asins (ânes), etc.

Le secteur de l'élevage à Farchana bénéficie également de la présence d'un marché à bétail et d'un abattoir, tous deux situés à proximité du marché principal du site des réfugiés. Ces infrastructures renforcent les échanges commerciaux autour des produits pastoraux (viande, cuir, lait, etc.). Cependant, malgré leurimportance économique, ces installations sont de nature informelle, mal aménagées et difficilement accessibles, car implantées dans une zone de ravin. Leur localisation inadaptée complique leur fonctionnement et limite leur potentiel de développement, comme le montre l'image illustrative suivante.



Photo 29 : Bovins et Chevaux sur le marché à bétail du site de réfugiéà Farchana @ ONU-Habitat, 2025

Commerce

L'activité commerciale à Farchana, essentiellement informelle et de proximité, repose sur deux marchés principaux. Elle est centrée sur l'échange de produits agricoles (céréales, légumes, sésame, fruits, etc.), d'élevage (viande, lait, œufs, cuir) et de biens manufacturés (sucre, vêtements, produits pharmaceutiques, etc.). Les articles agropastoraux qui alimentent le marché sont issus de la production locale tandis que les biens manufacturés proviennent de la Libye et du Cameroun. Ces biens, provenaient auparavant du Soudan.

Les biens issus de la Libye ou du Cameroun alimentent d'abord le marché du noyau de Farchana, qui ravitaille à son tour le marché du site des réfugiés. Les marchés sont bihebdomadaires selon le calendrier suivant :

- les lundi et jeudi pour le marché de Farchana
- les mardi et vendredi pour le marché du site des réfugiés.

Les marchés sont animés par les commerçants issus de la communauté autochtone et des réfugiés. Ils représentent donc un espace de promotion et de brassage de cohésion sociale entre les deux communautés.

Sur le plan commercial, la localité de Farchana bénéficie de plusieurs atouts pour le développement de son commerce :

Position stratégique sur le corridor Abéché–Adré ;

- Proximité avec le Soudan, favorisant les échanges transfrontaliers ;
- Production locale des biens de consommation ;
- Présence des marchés locaux
- Présence d'acteurs humanitaires, qui stimule la circulation de biens.

Cependant, de nombreux obstacles freinent cet essor :

- Etat dégradé de la voirie, compliquant les échanges ;
- Précarité des infrastructures marchandes : étals rudimentaires, absence d'abris et de stockage adéquat ;
- L'accentuation de la crise sécuritaire au Soudan ;
- Absence d'infrastructures sanitaires engendrant la pollution des ouadis longeant les marchés
- Manque de cadre d'organisation et de professionnalisation des commerçants locaux;

Artisanat

Le secteur de l'artisanat occupe une place importante dans l'économie locale de Farchana et mobilise une part significative de la population active. Les principales activités artisanales recensées incluent : la maçonnerie, la mécanique, la coiffure, la boulangerie, la fabrication de briques (briqueterie), entre autres. Ces métiers représentent une source essentielle de revenus pour de nombreux ménages.

Fait notable, des femmes s'investissent également dans des métiers traditionnellement masculins comme la maçonnerie et la briqueterie, ce qui constitue une particularité locale par rapport à d'autres régions du pays. D'après le plan de développement du Canton, les difficultés majeures de ce secteur sont le faible capital limitant la capacité d'investissement et de développement des ateliers, le manque de structuration professionnelle des acteurs. La réhabilitation en cours du centre de formation professionnelle existant dans l'ancien site des réfugiés est un atout qui va booster le secteur artisanal dans la commune.



Photo 30 : Axe principal Abéché - Farchana - Adré
@ ONU-Habitat, 2025

Voirie urbaine

1. Noyau de Farchana

- Voiries principales

Farchana est desservi par une voie principale qui relie Abéché et Adré, traversant la zone administrative et le noyau villageois. Plusieurs activités économiques sont développées tout le long de cette voie à savoir le commerce, le transport et les services. C'est une voie non goudronnée difficilement praticable en saisons pluvieuses. Ce qui impacte négativement en cette période la circulation des engins et des personnes constituant ainsi un réel frein pour les échanges économiques de la localité. Le manque d'ouvrages de franchissement sur les lits des ouadis en saison pluvieuse constitue un handicap pour le trafic routier. Au passage des ouadis, les transporteurs bloqués passent des heures ou jours en attente de la diminution du niveau d'eau avant de franchir.

Eu égard à cette situation critique, les partenaires de développement sont entrain de murir un projet de construction d'un ouvrage de franchissement sur le ouadi qui traverse la localité. Parallèlement à ce projet, le Tchad, dans le cadre des actions de désenclavement de la région, porte aussi un projet de bitumage du tronçon Abéché-Adré. En cours, ce projet contribuera à désenclaver Farchana. Toutefois, le tracé exact du projet, pas encore connu desservra du noyau de Farchana sera ou non, n'est pas encore connu.

- Les pistes communales

La piste reliant le noyau villageois de Farchana au site des réfugiés d'une longueur d'environ 4km pourrait être considérée comme une voie secondaire. Principalement utilisé par les humanitaires qui relie leurs bases aux sites de réfugiés.

L'organisation spatiale au sein du périmètre d'étude révèle une trame bâtie hétérogène, reposant essentiellement sur un réseau de voies tertiaires dont le niveau d'aménagement est très inégal. En l'absence d'intervention préalable des services cadastraux, le tracé de ces voies s'est fait de manière spontanée, dicté par l'usage ou l'extension progressive du bâti. Cette configuration a engendré de nombreuses impasses et discontinuités, compromettant la fluidité

des déplacements et limitant l'accessibilité globale du tissu urbain. discontinuités, compromettant la fluidité des déplacements et limitant l'accessibilité globale du tissu urbain. L'hétérogénéité et la dégradation du réseau tertiaire constatées exigent une restructuration prioritaire pour atteindre les objectifs de fonctionnalité du futur document cadre de planification de Farchana. Cette restructuration permettra d'améliorer la circulation intérieure tant pour les piétons que pour les engins, assurer la sécurité des populations et faciliter l'installation des réseaux électrique et l'adduction en eau potable pour améliorer le cadre de vie.

2. Sites de réfugiés

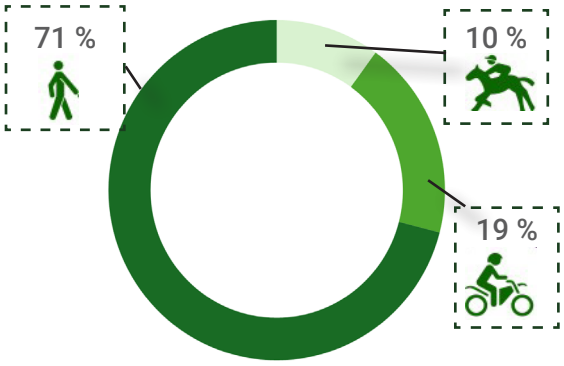
Au sein du site des réfugiés, les voies de circulation sont d'emprise variable. Le premier site de 2003 a une structure de voirie non hiérarchisée avec parfois des emprises pouvant aller à moins de 6m. Tandis que les sites d'extension sont desservis par des voies avec une trame hiérarchisée articulée principalement en voie de 30 mètres et en voie de 15 mètres.

Transport et mobilité

Située sur le corridor Abéché – Adré, la localité de Farchana enregistre un flux constant de déplacements, aussi bien en direction d'Adré que vers le Soudan, et malgré l'état dégradé de la voie. Ces mouvements concernent à la fois le transport de personnes et l'acheminement de divers produits de consommation vers ces destinations.

Le transport des biens sur le corridor est assuré par des camions gros porteurs, tandis que les déplacements de personnes se font principalement à bord de véhicules de type "galaxie" ou pick-up. Globalement, les conditions de circulation sont très difficiles en raison de l'absence d'aménagement de la route et de la présence de nombreux ravins. Ces contraintes rallongent considérablement la durée des trajets et entraînent un coût élevé. Par exemple, le trajet Abéché – Farchana (107 km) dure en moyenne trois heures et coûte entre 8 000 et 15 000 FCFA. À titre de comparaison, un trajet équivalent au sud du pays, tel que Moundou – Doba, revient à 3 000 FCFA pour une durée d'environ 1h30. Par ailleurs, l'état dégradé de la route est à l'origine de nombreux accidents, notamment pour les poids lourds. Les déplacements locaux sont assurés à la fois par des moyens de transport individuels et par un transport public artisanal. Ce dernier repose essentiellement sur les conducteurs de rakcha, les tricycles et les mototaxis, communément appelés "clandomen". Les rakcha et les clandomen assurent principalement le transport de personnes à l'intérieur de Farchana, en reliant le noyau villageois aux villages environnants ainsi qu'au site des réfugiés. Quant aux tricycles, ils jouent un rôle mixte, assurant à la fois le transport de personnes et de marchandises dans toute la zone communale. En ce qui concerne le transport individuel, plusieurs moyens de déplacements sont utilisés comme le montre le graphique ci dessous. Les données du graphique, issues des enquêtes de terrain, indiquent que la marche constitue le principal mode de déplacement des chefs de ménages à Farchana, avec 71 % de pratiquants. Environ 19 % se déplacent à moto, tandis que 10 % utilisent des moyens traditionnels tels que le cheval ou l'âne. Toutefois, le mauvais état des pistes, combiné à la pollution de l'air, constitue un obstacle majeur à la pratique de la marche et à l'usage de la moto.

La configuration urbaine actuelle laisse présager une dynamique de mobilité pendulaire à l'avenir. En effet, la concentration des fonctions économiques et administratives dans le seul noyau central de Farchana risque de générer des flux de déplacements centripètes. Ainsi, les quartiers périphériques tendraient à se transformer en zones purement résidentielles, tandis que le noyau central deviendrait progressivement un pôle d'activités et d'emplois, accentuant la dépendance fonctionnelle des zones périphériques envers ce centre.



Graphique 13 Moyens de déplacement des chefs de ménages
@: ONU-Habitat, 2025

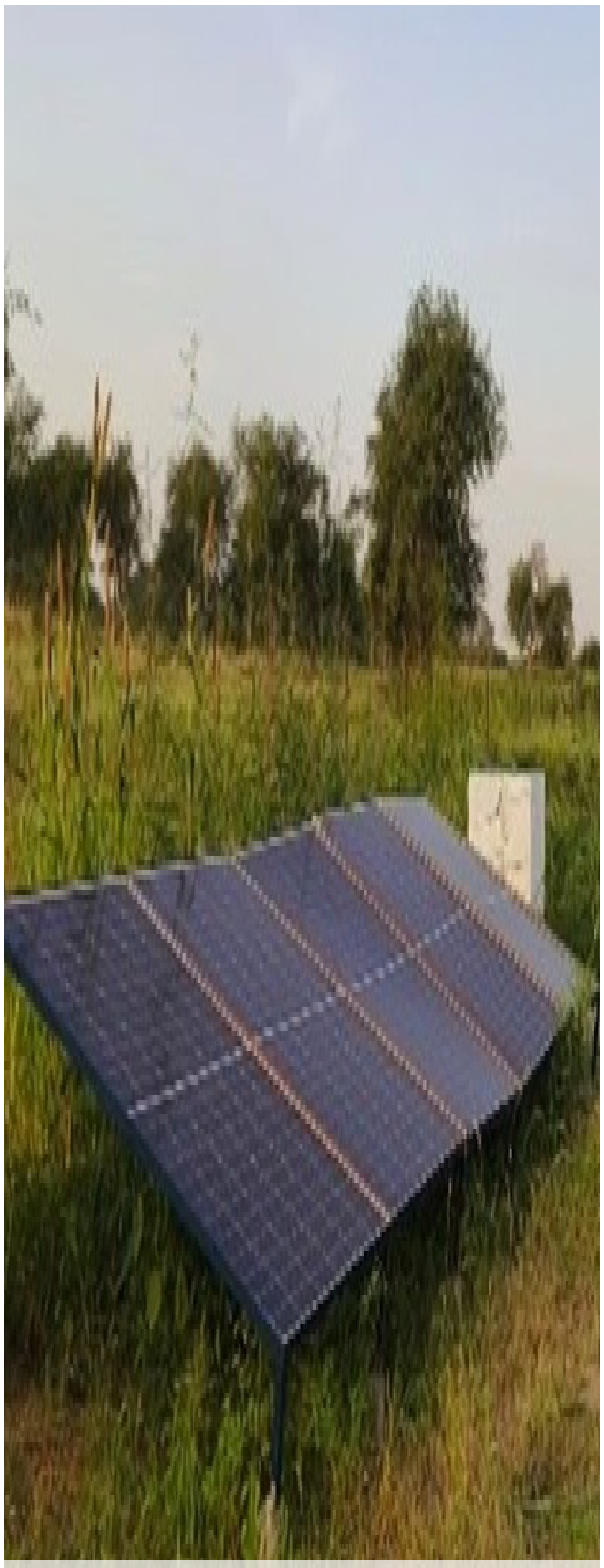


Photo 31 : panneau solaire des forages pour le maraichage @ ONU-Habitat, 2025

Réseaux divers et assainissement

1. Noyau de Farchana

- Accès à l'eau potable

À l'échelle urbaine de Farchana dont la population est estimée à 9 530 personnes, l'accès à l'eau potable reste la principale difficulté du quotidien des habitants. L'enquête-ménage effectuée nous a permis de savoir que 85% des ménages achètent l'eau du forage pour la consommation. Certains ménages se font livrer l'eau par des chevaux ou ânes dans un fût en fer de 200 litres qui coûte 1500FCFA. Tandis que d'autres qui ont le forage à proximité des résidences, achètent à la source. Le bidon de 20 litres coûte 25 FCFA. En cas de pénurie d'eau dans les forages, certains s'approvisionnent dans les Ouadis et les puits aménagés ; dont la potabilité n'est pas recommandée. De plus en saison sèche, les Ouadis étant des cours d'eau temporaires se transforment en rivière de sable, aggravant les difficultés d'accès à l'eau potable. Cette consommation d'eau non potable accentue le risque des maladies liées à l'eau.

- L'utilisation de l'eau à Farchana

- **Gestion et usage de l'eau pour la consommation et l'hygiène :** L'eau potable, captée aux borne-fontaine, est exclusivement destinée à la boisson. En revanche, l'eau utilisée pour la cuisine et l'hygiène personnelle est puisée dans des puits non aménagés, situés à proximité immédiate des ouadis, soulevant ainsi des préoccupations sanitaires majeures concernant sa qualité. Selon l'OMS, la consommation minimum vital d'eau par individu est 20litres par jour pour la boisson, la cuisine et l'hygiène de base. Avec une population de 9 530 personnes, cela représente un besoin quotidien de 191 m3 d'eau.
- **De l'eau pour l'agriculture :** Les réfugiés et la communauté hôte pratiquent en majorité l'agriculture de subsistance en saison pluviales. En saison sèche, les paysans se concentrent sur les cultures maraichères autour des zones marécageuses et certains dans les sites aménagés par des organisations humanitaires où des pompes solaires sont installées pour les irrigations.

- **De l'eau pour l'élevage :** L'élevage est l'une des principales activités économiques pratiquées par la communauté hôte mais aussi les réfugiés. Ces éleveurs demandent de grandes quantités d'eau pour le développement de leur bétail. Les animaux s'abreuvent dans les ouadis pendant la saison pluvieuse, dans des marécages et aussi dans les puits aménagés. La demande en eau est excédentaire par rapport à l'offre disponible. Les activités économiques telles que l'agriculture et l'élevage augmentent cette demande, créant une pression supplémentaire sur les ressources limitées.

• Typologie des équipements en eau

Puits : Ce sont des puits ouverts, pour la plupart non aménagés. Ils sont réalisés à proximité des Ouadi (lits de cours d'eau et de drains d'eau de ruissèlement). La profondeur moyenne des puits est de comprise entre 5 et 10 m. Ce type d'équipements est plus présents dans les anciens sites de réfugiés (établis à partir de 2004). En revanche ils n'existent pas dans les nouveaux sites (1ière extension et 2ième extension).

Les bornes fontaines : Des bornes fontaines présentent dans les sites de réfugiés et dans certains quartiers de la ville de Farchana permettent aux riverains de se ravitailler en eau potable. Elles sont pour la plupart situées entre 50m (dans les sites de réfugiés) et 2 km de distance (dans la ville de Farchana) des habitations. La qualité de l'eau puisée aux bornes fontaines est bonne et provient des forages réalisés par les partenaires humanitaires et partenaires d'aide au développement.

Forages : Il existe au total 05 forages d'eau souterraine qui ravitaillent les 03 sites de réfugiés (plus de 50.000 habitants). Ces forages d'une capacité de pompage variant entre 5 et 14 m3/h sont situés dans les villages de Farchana, hors des sites de réfugiés et les conduites d'adduction permettent de transporter de l'eau jusqu'aux points de traitement et de réservoirs situés à proximités des sites de réfugiés.

Réservoirs : 06 grands réservoirs d'eau d'une capacité de stockage de 90m3 fournis par les 05 forages, ont été construits par les partenaires humanitaires à proximité des sites de réfugiés. Ces réservoirs ravitaillent les bornes fontaines dans les sites de refugiées.

• Assainissement et Hygiène

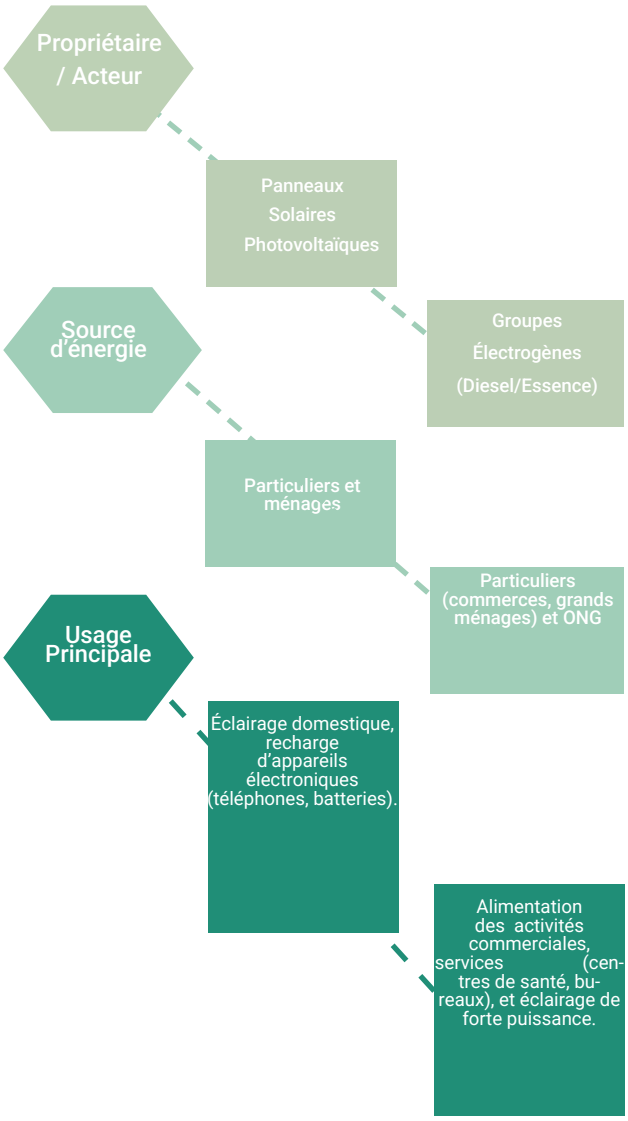
L'assainissement et l'hygiène à Farchana sont des domaines cruciaux, particulièrement dans un contexte de crise, nécessitant des interventions comme la construction de latrines, la sensibilisation communautaire, la distribution de kits d'hygiène et le renforcement des capacités locales. La majorité des ménages dispose de latrines (85% des ménages enquêtés) dont le manque d'entretien expose les membres de la famille aux maladies hydriques et certaines populations défèquent encore à l'air libre. Avec la croissance démographique actuelle dans la localité et la présence des organisations humanitaires, on constate une amélioration du chiffre dans les ménages qui disposent des latrines améliorées.

La gestion des déchets solide constitue également un sérieux problème de santé publique. 57% des ménages jettent leurs ordures dans les dépotoirs sauvages à proximité des habitations, 24% des ménages incinèrent leurs déchets après les collectes, et 24% autres arrivent à creuser un trou pour enfouir les ordures ménagères et 5% les jettent dans les ouadis. Les eaux ménagères sont jetées dans la rue dans 76% des ménages enquêtés.

• Accès à l'électricité

L'accès à l'énergie électrique dans la commune de Farchana est caractérisé par une dépendance quasi- totale aux solutions individuelles et décentralisées. Il n'existe aucune centrale électrique publique ni réseau de distribution centralisé pour desservir l'agglomération. Les enquête-ménages ont permis d'estimer que 52% des ménages utilisent les torches de leurs téléphones pour l'éclairage pendant la nuit tandis que 38% utilisent des mini-panneaux solaires pour l'éclairage et 10% des ménages utilisent des groupes électrogènes. Il s'agit des ménages qui vivent autour de PAM et autres agences qui leur partage l'électricité.

Les commerçants dans les marchés utilisent des groupes électrogènes et des panneaux solaires pour alimenter leur service. Cela se traduit par un coût d'accès à l'énergie élevé et une grande disparité entre les ménages. Le manque d'électricité constitue un grand manque à gagner pour le développement économique de la localité. Les Organisations Non Gouvernementales (ONG) jouent un rôle majeur en assurant l'alimentation électrique de leurs propres infrastructures



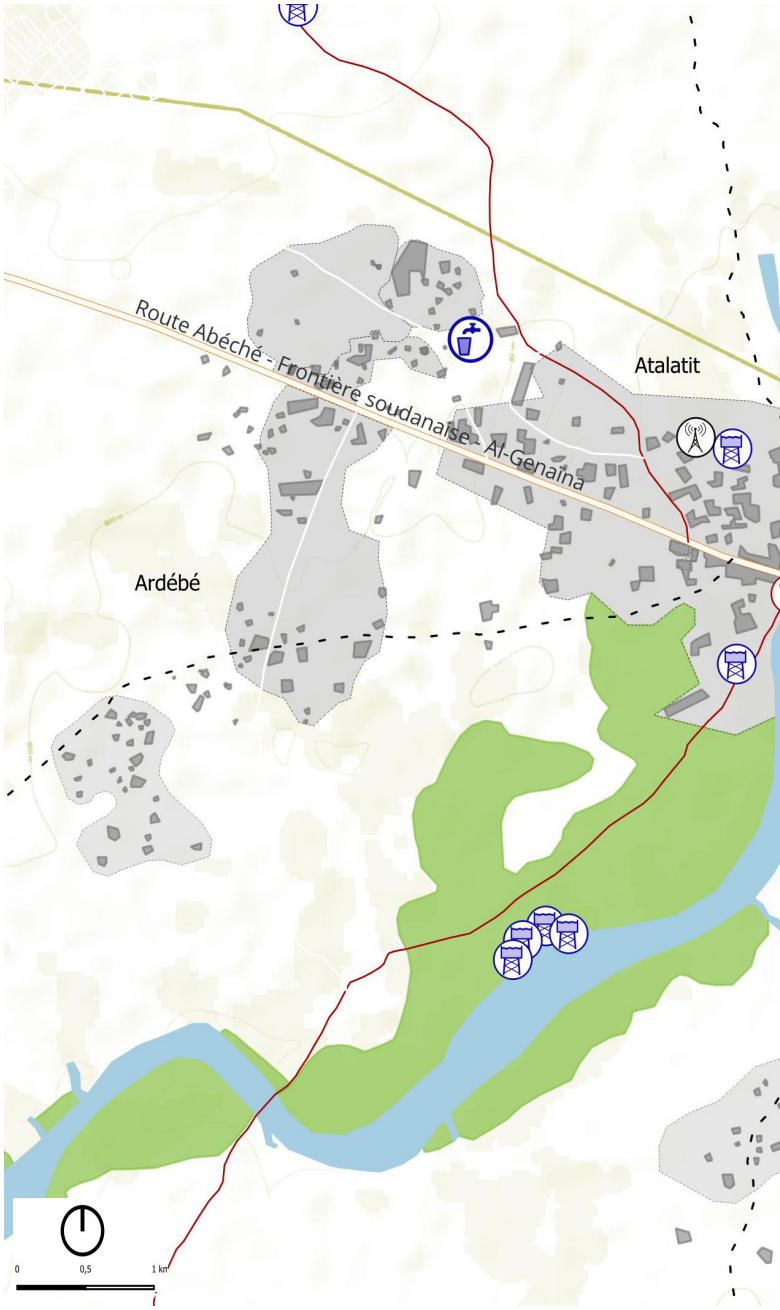
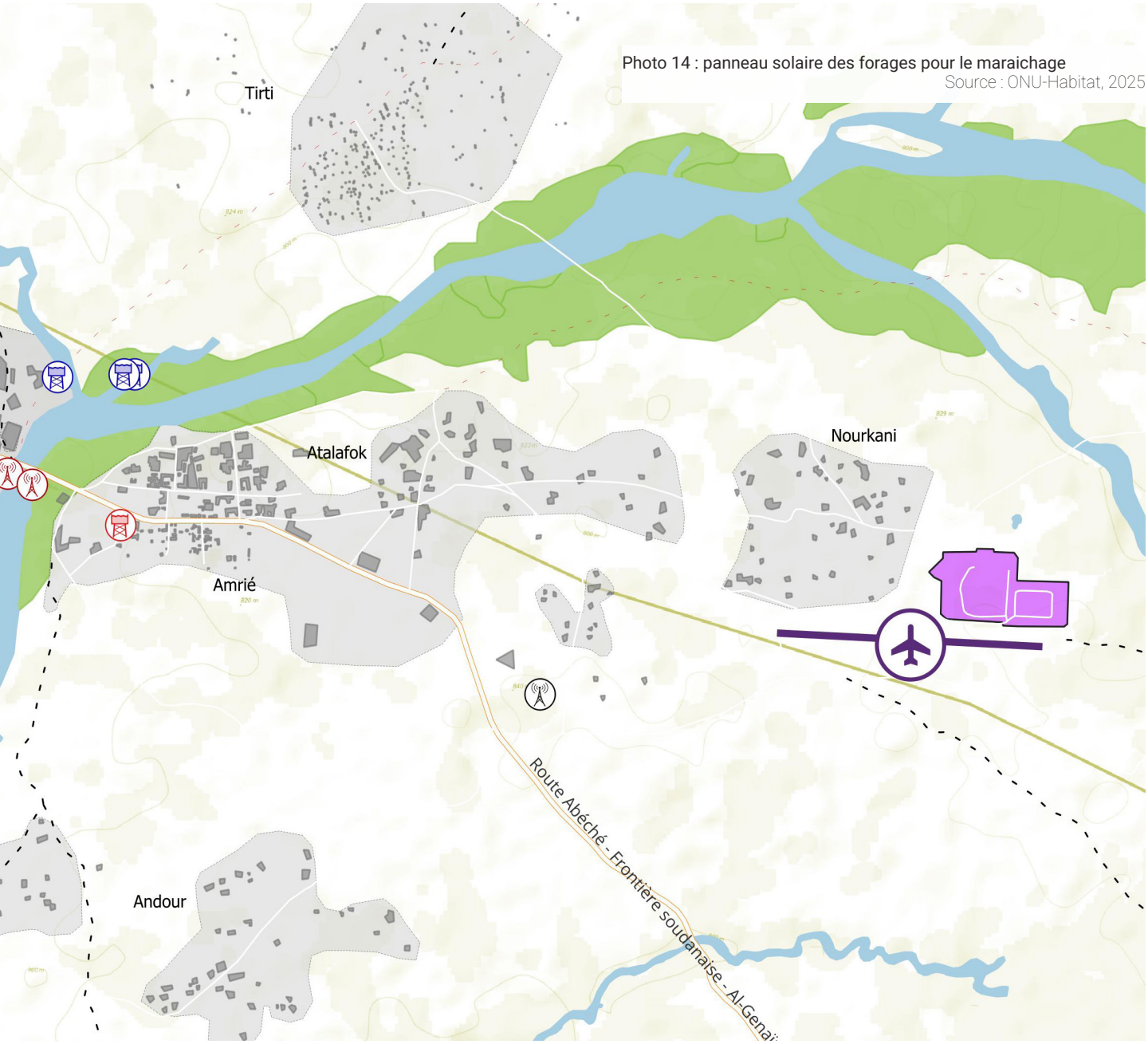


Tableau 10 : sources d'énergie du périmètre d'études
@ ONU-Habitat, 2025

mais cette énergie n'est pas réinjectée au bénéfice de la population locale en dehors de leurs zones d'intervention. Cette configuration énergétique pose plusieurs problèmes structurels qui doivent être adressés par le document cadre de planification :

- **Inégalité d'Accès :** Seuls les ménages et acteurs économiques disposant d'un capital suffisant peuvent investir dans des systèmes solaires adéquats ou des groupes électrogènes, créant une fracture énergétique au sein de la commune.
- **Limitation de l'Éclairage Public et des Services :** L'absence de réseau centralisé empêche l'installation d'un éclairage public efficace et entrave le développement des services communautaires nécessitant une alimentation électrique fiable (pompage d'eau.).
- **Pollution et Coûts Opérationnels :** L'utilisation intensive de groupes électrogènes génère une pollution sonore et atmosphérique significative et entraîne des coûts opérationnels (achat de carburant) importants et instables pour les utilisateurs.

Photo 14 : panneau solaire des forages pour le maraichage
Source : ONU-Habitat, 2025



Légende

Equipements detelecommunication
- Pilonne de telecommunication
- Pilonne de fibre optique non opérationnel

Equipements d'adduction en eau potable
- Chateau d'eau relocalisé
- Chateau d'eau non fonctionnel
- Robinet

Réseau et infrastructures de transport
- Aerodrome
- Route nationale
- Routes secondaires
- Routes residentielles
- Pistes
- Routes non-classées

Composition du tissu urbain
- Tissu urbain
- Bati
- Base Logistique PAM

Zone naturelle
- Vegetation fautour du Ouaddi
- Cours d'eau (Ouaddi)

- Accès à l'électricité

L'accès à l'énergie électrique dans la commune de Farchana est caractérisé par une dépendance quasi- totale aux solutions individuelles et décentralisées. Il n'existe aucune centrale électrique publique ni réseau de distribution centralisé pour desservir l'agglomération. Les enquête-ménages ont permis d'estimer que 52% des ménages utilisent les torches de leurs téléphones pour l'éclairage pendant la nuit tandis que 38% utilisent des mini-panneaux solaires pour l'éclairage et 10% des ménages utilisent des groupes électrogènes. Il s'agit des ménages qui vivent autour de PAM et autres agences qui leur partage l'électricité.

Les commerçants dans les marchés utilisent des groupes électrogènes et des panneaux solaires pour alimenter leur service. Cela se traduit par un coût d'accès à l'énergie élevé et une grande disparité entre les ménages. Le manque d'électricité constitue un grand manque à gagner pour le développement économique de la localité.

Les Organisations Non Gouvernementales (ONG) jouent un rôle majeur en assurant l'alimentation électrique de leurs propres infrastructures (sites, bureaux, centres de logistique), mais cette énergie n'est pas réinjectée au bénéfice de la population locale en dehors de leurs zones d'intervention. Cette configuration énergétique pose plusieurs problèmes structurels qui doivent être adressés par le document cadre de planification :

- Inégalité d'Accès : Seuls les ménages et acteurs économiques disposant d'un capital suffisant peuvent investir dans des systèmes solaires adéquats ou des groupes électrogènes, créant une fracture énergétique au sein de la commune.
- Limitation de l'Éclairage Public et des Services : L'absence de réseau centralisé empêche l'installation d'un éclairage public efficace et entrave le développement des services communautaires nécessitant une alimentation électrique fiable (pompage d'eau, services administratifs).
- Pollution et Coûts Opérationnels : L'utilisation intensive de groupes électrogènes génère une pollution sonore et atmosphérique significative et entraîne des coûts opérationnels (achat de carburant) importants et instables pour les utilisateurs.
- Inadéquation avec le Développement Urbain : Le modèle actuel est insuffisant pour soutenir une croissance urbaine planifiée et l'implantation d'activités industrielles ou semi-industrielles nécessitant une puissance et une fiabilité accrues.

2. Sites de réfugiés

- Accès et approvisionnement en eau potable

Des données issues sur le terrain, il en résulte que le site des réfugiés de Farchana est alimenté par sept (7) forage d'une capacité maximale de production d'eau de 1 646,7 m3 après 16h de pompage. Cette production alimente actuellement plus de 55 544 réfugiés.

Les besoins standards en eau par personne par jour :

- Consommation (boisson, cuisine) : environ 20 à 50 litres par personne.
- Hygiène (lavage des mains, bains) : environ 15 à 20 litres par personne.
- Cuisson : variable en fonction des pratiques locales et des ménages.

- Typologie des équipements en eau

Infrastructures Publiques (Bornes-Fontaines) : L'approvisionnement en eau potable repose sur un nombre limité de bornes-fontaines publiques, installées principalement dans l'ancien périmètre du site de réfugiés (systèmes de forage à énergie solaire équipés de robinets de puisage).

Cependant, l'efficacité de ces infrastructures est compromise par plusieurs facteurs :

- État de dégradation : Plusieurs de ces bornes fontaines sont en mauvais état de fonctionnement, réduisant leur capacité de distribution.
- Insuffisance : Ces points d'eau, bien que cruciaux, sont loin de suffire à couvrir les besoins de l'ensemble de la population résidente.
- Distance de Parcourue : Pour s'approvisionner, certaines familles sont contraintes de parcourir plusieurs kilomètres, utilisant souvent l'âne et la charrette pour le transport.

- **Pression sur les Ressources :** L'insuffisance des infrastructures oblige les populations à se rabattre sur les points d'eau situés à la périphérie des sites de réfugiés, exacerbant ainsi la pénurie qui affecte déjà les besoins des réfugiés eux-mêmes.

- **Recours aux Sources Alternées (Puits Non Aménagés) :** Le manque d'eau disponible aux borne-fontaine pousse une partie de la population, notamment les réfugiés, à rechercher des sources alternatives, principalement des puits.

  - **Puits informels près des Ouadis :** Ces puits sont creusés de manière artisanale, avec une profondeur minimale (à peine deux mètres), en bordure des ouadis (lits de rivière asséchés).

  - **Usage et Risque Sanitaire :** Bien que ces puits soulagent les familles, leur eau n'est pas recommandée pour la consommation en raison du risque élevé de contamination. Les familles utilisent généralement cette eau non potable pour les travaux ménagers (lessive, nettoyage).



Photo 32: utilisation des eaux de ouadi pour les travaux ménagers @ ONU-Habitat, 2025



Photo 33 : vue sur les sources d'énergie du site des réfugiés @ ONU-Habitat, 2025

- Accès à l'énergie - Electricité

Les principales sources d'énergie utilisées par les ménages dans les sites de réfugiés sont des panneaux solaires individuels. Elles servent pour l'éclairage, la charge des téléphones et autres appareils. Dans les marchés du site d'accueil, les populations utilisent des groupes électrogènes pour alimenter leurs commerces. Il est essentiel de reconnaître que l'accès à l'énergie verte et durable est un enjeu majeur pour la qualité de vie des réfugiés et des habitants de Farchana. Des efforts concertés sont nécessaires pour améliorer cette situation. Ci-dessous quelques difficultés liées à l'énergie rencontrées dans les sites :

- **Éclairage domestique rudimentaire :** Dans les sites de réfugiés, les ménages utilisent principalement des sources d'éclairage rudimentaires. Cela peut inclure des lampes torches, des lampes à pétrole, voire des lampes solaires si disponibles. Le bois de chauffe est également utilisé pour la cuisson et le chauffage. L'accès limité à l'électricité signifie que les activités nocturnes sont restreintes. Les conditions de vie précaires rendent difficile l'utilisation d'appareils électriques plus sophistiqués.

- **Éclairage public insuffisant :** Dans la ville de Farchana, l'éclairage public est souvent insuffisant. Les rues et les espaces publics manquent d'éclairage adéquat, ce qui peut affecter la sécurité et la mobilité nocturne. Les défis rencontrés en matière d'accès à l'énergie sont :

- **Ressources limitées :** Le manque d'infrastructures et de financements rend difficile l'installation et la maintenance d'un système d'éclairage public efficace.

- **Sécurité :** L'absence d'éclairage adéquat a contribué à accentuer les risques d'agression et de criminalité dans les rues des sites de réfugiés et dans les villages.

- **Utilisation du bois comme énergie de cuisson :** La principale source d'énergie de cuisson est le bois de chauffage. Cette pratique contribue à accélérer la désertification et davantage à la pollution de l'air.

- Assainissement et Hygiène

L'évaluation des conditions de vie dans les sites de réfugiés de Farchana met en évidence une insuffisance des infrastructures WASH, entravant le respect des normes humanitaires et la salubrité publique. Le caractère temporaire des abris (bâches) et leur proximité compromettent fortement l'intimité des ménages. Le ratio actuel est d'une latrine pour quatre ménages en moyenne, soit environ une latrine pour 24 personnes. Ce ratio est très éloigné des standards minimums, augmentant le risque de maladies hydriques et le recours à la défécation à l'air libre. Il faut noter le manque d'entretien de ces latrines par les réfugiés qui les utilisent. Les utilisateurs fournissent très peu voire pas du tout pour les entretenir.

proximité compromettent fortement l'intimité des ménages. Le ratio actuel est d'une latrine pour quatre ménages en moyenne, soit environ une latrine pour 24 personnes. Ce ratio est très éloigné des standards minimums, augmentant le risque de maladies hydriques et le recours à la défécation à l'air libre. Il faut noter le manque d'entretien de ces latrines par les réfugiés qui les utilisent. Les utilisateurs fournissent très peu voire pas du tout pour les entretenir.

L'accès à l'eau potable pour l'hygiène des mains et l'entretien des latrines est un défi majeur. Les sources d'eau sont limitées, et la qualité de l'eau provenant des puits est préoccupante. Les toilettes sont souvent des latrines basiques à fosses peu profonde (2 mètres de profondeur moyenne) et leur entretien est difficile.

Quant à la gestion des déchets solides, il n'existe pas un système de collecte des ordures provenant des ménages. Les déchets sont collectés et jetés à l'air libre à proximité des ménages qui constituent des tas d'immondices qui ne sont pas conséquences sur la santé publique surtout en saison pluvieuses. Certains ménages arrivent à brûler les déchets collectés pour éviter le dépotoir sauvage. Si cette pratique permet de réduire la quantité des déchets générés, elle constitue une source de pollution de l'air ayant des conséquences respiratoires sur les populations.



Photo 33 : vue sur les toilettes du site des réfugiés
@ ONU-Habitat, 2025



Photo 34 : vue sur le chateau d'eau de Tirti
@ ONU-Habitat, 2025

Les contraintes liées à l'accès à l'eau dans la sous-préfecture de Farchana

La pénurie : La commune fait face à une pénurie d'eau récurrente, particulièrement exacerbée durant la saison sèche. La forte demande en eau couplée avec l'incapacité des panneaux à alimenter les forages de manière continue crée la rupture d'eau en certaines heures de la journée voire des jours.

La mauvaise qualité de l'eau : La population est exposée à différentes sources d'eau dont la qualité 'est recommandée ni pour la consommation ni pour les travaux ménagers. Plusieurs cas de contamination sont recensés dus à la consommation d'eaux non traitées. Les partenaires humanitaires procèdent au traitement de certaines quantités d'eau fournis aux réfugiés. La consommation d'eau contaminée a un impact négatif sur les populations avec des problèmes de santé, notamment des maladies diarrhéiques et d'autres infections liées à l'eau. Il est souvent nécessaire de traiter l'eau avant de la consommer.

La saisonnalité : Les sources d'eau à Farchana sont fortement saisonnières et tributaires des précipitations. Durant les périodes de sécheresse, l'eau devient rare, tandis que la demande augmente en raison de la chaleur et du risque de déshydratation. Les sources existantes sont alors soumises à une sollicitation maximale. Tandis qu'en saison des pluies, l'eau est plus abondante, et les besoins en eau potable peuvent théoriquement diminuer grâce à l'utilisation de l'eau de pluie. Cependant, la qualité de l'eau de pluie collectée doit également être évaluée pour garantir sa potabilité.

On estime qu'environ 43 % de la population totale dispose d'un accès à un service élémentaire d'eau. Cette moyenne masque de fortes disparités :

- **Zone Urbaine :** 78 % de la population urbaine a accès à un service de base.
- **Zone Rurale :** Seulement 32 % de la population rurale y a accès.

Cette étude souligne que les communautés hôtes de Farchana figurent parmi les plus laissées pour compte et les moins bien desservies en points d'eau, exacerbant les tensions potentielles entre les différentes communautés.

ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS SOCIOCOLLECTIFS

Equipements de santé

La commune de Farchana dispose de deux formations sanitaires principales : le centre de santé de Farchana urbain et celui situé dans le site d'accueil des réfugiés. Ensemble, ces structures couvrent une zone sanitaire regroupant 26 villages, en plus du site des réfugiés. Elles offrent des services de soins primaires comprenant : les espaces de consultation médicale générale, les locaux pour la petite observation des patients, la pharmacie, le laboratoire, la maternité et le service de malnutrition. Les caractéristiques de chaque de formation sont ci-dessous présentées.

1. Centre de santé de Farchana

Capacité et spécialités offertes par le centre de santé Inauguré le 31 octobre 2024 et construit sur financement de la Banque mondiale dans le cadre du Projet d'Appui aux Réfugiés et aux Communautés d'Accueil (PARCA), le centre de santé de Farchana est un centre de soin de niveau primaire, qui couvre une zone sanitaire de vingt – six (26) villages.

Les unités de soins disponibles sont :

- L'infirmerie de consultation
- La maternité
- Le Laboratoire
- La pharmacie

Le centre dispose en termes de ressources matérielles :

- Quatre (04) lits d'hospitalisation et trois (03) lits de consultations,
- Quatre (04) potences
- Et deux (02) chariots.

Ces ressources restent largement insuffisantes face à la taille de la population à desservir et aux nombreux défis sanitaires. Le plateau technique du centre est limité, notamment par l'absence de bloc opératoire, ce qui contraint à référer les cas compliqués vers les hôpitaux d'Adré ou d'Abéché. Toutefois, ces évacuations sont rendues difficiles par le mauvais état des routes reliant Farchana à ces deux villes, ainsi que par l'absence d'ambulance disponible pour assurer les transferts sanitaires.

Récemment construit, les bâtiments du centre sont en bon état comme en témoigne la photo d'illustration suivante. Cependant, un défi majeur persiste : 58% des villages couverts par le centre sont situés à plus de 5 km de distance, alors que la norme fixe le rayon de couverture optimale à 5 km. Cette situation limite l'accès géographique aux soins pour une partie importante de la population, au vu surtout de l'état dégradé des pistes de la commune.

Etat du personnel soignant, fréquentations et qualité des soins

Le centre de santé de Farchana fonctionne avec un total de huit (08) personnels dont :

- Un médecin
- Un infirmier diplômé d'état
- Un technicien de laboratoire
- Un pharmacien
- Une sage-femme
- Deux (02) aides-soignantes
- Une hygiéniste

Il convient de souligner que le médecin présent au centre de santé n'est pas un personnel à plein temps. Il s'agit en réalité de l'administrateur, chef de district, hébergé dans les locaux du centre, dont les consultations sont ponctuelles et dépendent de sa disponibilité. Par ailleurs, sur les sept agents affectés au centre, un seul (l'infirmier) est fonctionnaire de l'État. Les six autres sont pris en charge par le centre lui-même.

Cependant, le centre fait face à de sérieuses contraintes financières, en raison d'une faible fréquentation qui impacte directement ses revenus, ces derniers servant à couvrir les salaires du personnel. À titre illustratif, la pharmacie du centre a été mise en place grâce à un emprunt de 2 millions FCFA contracté auprès d'un acteur privé — une dette désormais remboursée. Ce contexte financier fragile souligne la nécessité de repenser le modèle de financement du centre pour garantir la pérennité de ses services et la stabilité du personnel.

En ce qui concerne la fréquentation et la qualité des soins, le centre de santé de Farchana enregistre une fréquentation particulièrement faible, avec moins de 10 consultations par clinicien et par jour, et un taux d'utilisation annuelle estimé à seulement 31 %. Autrement dit, moins de 31 % des résidents consultent

d'utilisation annuelle estimé à seulement 31 %. Autrement dit, moins de 31 % des résidents consultent au moins une fois par an dans ce centre, alors que les normes recommandent un taux compris entre 100 % et 400 % (soit 1 à 4 consultations/personne/an).

Cette sous-fréquentation peut s'expliquer par plusieurs facteurs. D'une part, le niveau de vie relativement bas de la population rend difficile le paiement des frais de consultation (500 FCFA incluant le carnet), ainsi que des examens de laboratoire, le seul service gratuit étant l'accouchement. D'autre part, la présence du centre de santé du site des réfugiés, qui offre des soins gratuits et reste ouvert aux populations hôtes, attire une grande partie des résidents, qui préfèrent y recevoir leurs soins sans frais.

Les maladies récurrentes pour lesquelles les patients consultent généralement sont le paludisme et la fièvre typhoïde. Elles sont dues à l'alimentation et à la mauvaise qualité de l'eau consommée. Quatre cas de choléra ont été détectés dans le centre dont deux (2) décès enregistrés malheureusement.

2. Centre de santé du site de réfugiés

Capacité et spécialités offertes par le centre de santé

Le centre de santé du site d'accueil des réfugiés est situé à l'entrée Est du premier site de 2004. Il est ouvert à la fois aux réfugiés et à la communauté hôte et propose une gamme variée de services médicaux :

- Consultations générales,
- Soins prénatals et postnatals,
- Vaccinations, Service de malnutrition
- Services de santé maternelle et infantile
- Laboratoires de diagnostic de base,
- Pharmacies,

Le centre dispose aussi d'un total de 38 lits répartis en :

- 18 lits de consultation
- 8 lits de maternité
- 12 lits pour le service de malnutrition.

Au vu du nombre des réfugiés (55 544 personnes), la présence d'un seul centre de santé de niveau primaire est largement insuffisante, d'autant plus que les normes préconisent un centre pour 5 000 habitants. De plus, l'offre de soins d'un centre de niveau primaire ne répond pas aux besoins d'une population aussi nombreuse. Il apparaît impératif d'implanter un centre de santé de niveau secondaire, doté notamment d'un bloc opératoire. Ce type de structure est essentiel pour Farchana, où l'absence de ce service oblige à évacuer les cas graves vers Abéché ou Adré, malgré l'état des routes et le nombre limité d'ambulances. Le centre de santé dispose d'installations d'eau et d'assainissement, mais celles-ci sont peu pour les besoins des patients et du personnel.

Etat du personnel soignant, fréquentations et qualité des soins

Le centre de santé du site dispose actuellement de deux médecins, avec le recrutement imminent d'un troisième médecin réfugié. Le taux de fréquentation a connu une amélioration, passant de 68 % en 2024 à 77 % en 2025. Cela signifie toutefois qu'environ 23 à 32 % des réfugiés ne consultent pas sur l'année. En revanche, le nombre de consultations reste conforme aux normes, avec une progression de 38 à 45 consultations par clinicien par jour entre 2024 et 2025, ce qui indique que le centre fonctionne sans surcharge excessive.

À noter également que le centre est ouvert à la communauté hôte, dont la proportion parmi les patients est passée de 23 % en 2024 à 36 % en 2025. Cette augmentation est due à la gratuité des soins, rendant ce centre plus attractif que celui de Farchana urbain, où les services sont payants.

Le médecin responsable du centre soulève la gratuité des soins comme un défi majeur. Actuellement, le centre est entièrement financé par le HCR, qui assure à la fois la rémunération du personnel et la gratuité totale des services médicaux. Ce mode de gestion, bien qu'efficace à court terme, représente une lourde charge pour le HCR et n'est pas soutenable sur le long terme. Il devient urgent de repenser le modèle de gestion afin d'assurer la pérennité du centre.

Sur le plan sanitaire, les pathologies les plus courantes observées parmi les patients sont les infections respiratoires, les maladies diarrhéiques et le paludisme. À noter également la survenue de sept cas de choléra, dont deux ont malheureusement entraîné des décès.



Photo 35 vue sur le centre de santé de Farchana @ ONU-Habitat, 2025

Equipements éducatifs

Sur le plan éducatif, la localité de Farchana dispose de cinq (5) niveaux d'enseignement: préscolaire,primaire,moyen,secondaireetprofessionnel. Les établissements relevant de ces différents niveaux sont principalement implantés dans le noyau urbain de Farchana ainsi que dans les sites d'accueil des réfugiés.

1. Noyau de Farchana

Au niveau du noyau de Farchana, on dénombre huit équipements éducatifs de niveau primaire dont 4 écoles publiques, 3 écoles communautaires et une école privée. Les données disponibles sur ces établissements sont présentées dans le tableau suivant

PRIMAIRE					
Etablissement	Filles	Garçons	Total	Salle de classe	Nombre d'enseignants
Ecoles publiques					
Bilingue de Farchana	125	129	254	06	4
Delebe	35	115	150	06	1
Tirti	89	163	252	05	1
Djoumal Haro	25	100	125	03	1
Sous total 1	274	507	781	20	7
Ecole communautaire					
Safai	48	77	125	03	1
Sous total 2	48	77	125	03	1
Ecole privée					
Alsama	110	171	281	06	-
Sous total 3	110	171	281	06	-
Total	**432**	**755**	**1 187**	**29**	**8**

Tableau 11 : situation des écoles primaires de Farchana @ IPEP de Molou, 2025

Le tableau met en évidence que les écoles publiques et communautaires de Farchana accueillent 906 élèves, dont 322 filles, représentant 35 % de l'effectif total. Parmi les cinq écoles répertoriées, seules deux proposent un cycle complet (du CP1 au CM2), tandis que les trois autres sont incomplètes. Le ratio élèves/classe y est de 39, ce qui, bien que conforme aux normes, reflète un faible taux de scolarisation et une qualité d'enseignement public dégradée.

L'école privée, quant à elle, enregistre le plus grand nombre d'élèves avec 281 inscrits, dont 40 % de filles. Le ratio élèves/classe y atteint 49, supérieur à celui des établissements publics et communautaires.

Les principaux défis de l'enseignement public à Farchana sont les suivants :

- Insuffisance de personnel enseignant
- Manque de matériels didactiques
- Absence de tables-bancs dans plusieurs salles
- Déficit d'accès à l'eau dans les écoles
- Dégradation avancée des infrastructures scolaires.

1. Sites de réfugiés

Au niveau du site des réfugiés, les établissements éducatifs sont exclusivement gérés par les institutions humanitaires, en l'occurrence l'ONG JRS. Elle a la charge de la gestion de

- 8 complexes éducatifs de premiers niveaux (écoles maternelles et primaires)
- 2 collèges
- 1 lycée

Les établissements préscolaires et primaires

Le site des réfugiés compte 8 complexes d'enseignement primaire dont 4 sont localisés dans l'ancien site et 4 autres dans les nouvelles extensions. Le tableau suivant donne une description de ces différents complexes.

L'analyse des données des établissements préscolaires montrent que sur un ensemble de 1303 élèves, 668 sont des filles, soit un taux de représentation de 51%. Ces élèves sont répartis dans 16 salles de classe, ce qui donne une moyenne de 81 élèves par classe, bien au-delà de la norme recommandée de 50 élèves par classe. Concernant les infrastructures, seulement 12,5 % des salles sont construites en matériaux durables. La majorité (87,5 %) sont en matériaux précaires tels que la paille ou le banco (poto-poto). Il faut aussi noter que certaines classes se tiennent simplement en plein air ou sous les arbres, en raison du nombre insuffisant des salles de classe.

Le ratio élèves/enseignant est également préoccupant, avec un enseignant pour 81 élèves, ce qui dépasse largement la norme fixée à 1 pour 50. Cette situation témoigne d'un besoin urgent en infrastructures scolaires durables et en recrutement d'enseignants qualifiés.

Au niveau de l'enseignement primaire, les 8 écoles recensées accueillent 8 498 élèves, dont 3 955 filles (47 %) et 4 543 garçons. Le ratio élèves/salle de classe est de 106, soit plus du double de la norme recommandée (50 élèves par classe), traduisant un important sureffectif.

Des tentatives de rotation des élèves ont été mises en place pour atténuer cette surcharge, mais ces initiatives restent limitées en raison des contraintes liées aux horaires scolaires et aux conditions climatiques difficiles.

Concernant les équipements :

- Les établissements préscolaires ne disposent pas de tables-bancs et utilisent des nattes au sol.
- À l'inverse, les écoles primaires sont mieux équipées, avec environ 95 % des tables-bancs en bon état.

Ces constats soulignent un besoin urgent de renforcement des infrastructures, de création de nouvelles salles de classe et d'amélioration des conditions d'apprentissage, notamment au niveau préscolaire.

Les établissements moyens et secondaires

Le site des réfugiés compte au total trois établissements de niveau moyen et secondaire. Leur description est présentée dans le tableau suivant :

PRESCOLAIRE										
Etablissement	Filles	Garçons	Total	Salle de classe				Nombre d'enseignants		
				Durable	Tempo	Plein air	Total	Formés	Qualifiés	Total
Al-Misbah	99	95	194	0	2	0	2	2	0	2
Darassalam	154	116	270	0	0	2	2	2	0	2
Dirdjel	102	85	187	0	2	0	2	2	0	2
Farchana	105	107	212	2	0	0	2	2	0	2
Altadamoun	38	53	91	0	0	2	2	2	0	2
Assadakha	56	54	110	0	0	2	2	2	0	2
Al-Firdos	55	61	116	0	0	2	2	2	0	2
Imtidatt	59	64	123	0	0	2	2	2	0	2
Total	668	635	1303	2	4	10	16	16	0	16
PRIMAIRE										
Etablissement	Filles	Garçons	Total	Salle de classe				Nombre d'enseignants		
				Durable	Tempo	Plein air	Total	Formés	Qualifiés	Total
Al Misbah	776	798	1574	10	8	0	18	5	13	18
Darsalam	436	536	972	10	0	1	11	2	11	13
Dirdjel	680	688	1368	4	8	2	14	5	10	15
Farchana	761	820	1581	4	6	4	14	4	12	16
Al-Tadamou	524	724	1248	0	7	4	11	2	12	14
Assadakha	235	371	606	0	4	0	4	2	14	16
Al-Firdos	316	371	687	0	4	0	4	1	15	16
Imtidatt	227	235	462	4	0	0	4	3	13	16
Total	3955	4543	8498	32	37	11	80	24	100	124

Tableau 12 : situation des établissements secondaires du site de réfugiés @ JRS, 202

MOYEN										
Ecoles	Filles	Garçons	Total	Salle de classe				Nombre d'enseignants		
				Durable	Tempo	Plein air	Total	Formés	Qualifiés	Total
CEG 1 Mouhadjir de Farchana	639	515	1154	8	5	0	13	2	24	26
CEG 2 de Farchana	655	509	1164	0	0	0	0	5	21	26
Total	1294	1024	2318	8	5	0	13	7	45	52
SECONDAIRE										
Ecoles	Filles	Garçons	Total	Salle de classe				Nombre d'enseignants		
				Durable	Tempo	Plein air	Total	Formés	Qualifiés	Total
Lycée de Farchana	398	206	604	4	5	0	9	1	11	12

Tableau 13: situation des établissements secondaires du site de réfugiés @ JRS, 2025

Les deux Collèges d'Enseignement Général (CEG) de Farchana totalisent 2 318 élèves, dont 56 % de filles. Cependant, leur nombre est nettement insuffisant au regard de la population à desservir (plus de 55 000 habitants), alors que la norme préconise un CEG pour 5 000 habitants. Cette carence se traduit par un ratio alarmant de 178 élèves par classe, bien au-delà de la norme de 60 élèves par classe.

À l'inverse, le lycée de Farchana affiche des indicateurs plus conformes aux standards éducatifs, avec :

- 604 élèves,
- 9 salles de classes,
- 12 enseignants,

Soit un ratio de 67 élèves par classe et 50 élèves par enseignant. Ces chiffres, bien qu'élevés, restent dans les limites acceptables selon les normes.

La tranche d'âge des 12–17 ans chez les réfugiés étant estimée à 9 139 individus, et le total des élèves actuellement inscrits dans les deux CEG et le lycée étant de 2 922 (2 318 en CEG + 604 au lycée), il en résulte qu'environ 71% des jeunes réfugiés en âge scolaire secondaire ne sont pas scolarisés.

Cette situation révèle une forte sous-scolarisation au niveau du secondaire parmi les jeunes réfugiés, avec des milliers d'adolescents en dehors du système éducatif. Cela constitue un enjeu majeur pour la cohésion sociale, l'insertion professionnelle future et la prévention des risques liés à l'oisiveté (mariages précoces, travail des enfants, délinquance, etc.).

Il faut également souligner que l'ONG JRS rencontre des difficultés d'accès au foncier pour la construction d'infrastructures éducatives, malgré l'obtention d'un quitus officiel de l'État. Certains propriétaires fonciers opposent des résistances, souvent levées à l'issue de négociations ou d'arrangements financiers. Elle explore aussi la possibilité de construire des écoles dans les zones intermédiaires entre sites et villages, afin de favoriser l'intégration et la cohésion sociale entre les communautés hôte et réfugiés.

Enseignement professionnel

Le site d'accueil des réfugiés abrite un centre de formation professionnelle non fonctionnelle. Ce centre est actuellement en réhabilitation grâce au financement du Programmes des Nations Unies pour le développement. Elle formera les jeunes dans les domaines de l'informatique, de la mécanique, de la couture, de la soudure et de la maçonnerie. Il comportera aussi une unité de transformation des produits locaux, notamment la production des savons et des serviettes hygiéniques.



Photo 36 vue sur le centre de santé de Farchana @ ONU-Habitat, 2025

Equipements marchands

Les équipements marchands à Farchana sont composés essentiellement des marchés et d'une gare routière informelle.

- Les marchés

La vie économique de Farchana est structurée autour de deux marchés principaux : l'un implanté dans le site des réfugiés, et l'autre dans le noyau villageois. Ces deux pôles commerciaux jouent un rôle central dans les échanges économiques locaux, favorisant les interactions entre réfugiés et communauté hôte, et contribuant à la vitalité économique du territoire.

1. Le marché du noyau de Farchana

Le marché de Farchana, situé dans le noyau villageois sur la rive gauche du ouadi, est un marché périodique bihebdomadaire d'environ 155 comptoirs. Son aménagement reste sommaire, avec quelques comptoirs construits, tandis que la majorité des femmes vendeuses exposent leurs marchandises à même le sol sur des nattes en tissu ou en paille. Il faut aussi noter que l'emplacement du marché est problématique. En plus d'être exiguë, il est mal desservi et situé le long d'un ravin qui subit constamment une érosion l'illustre la photo suivante.

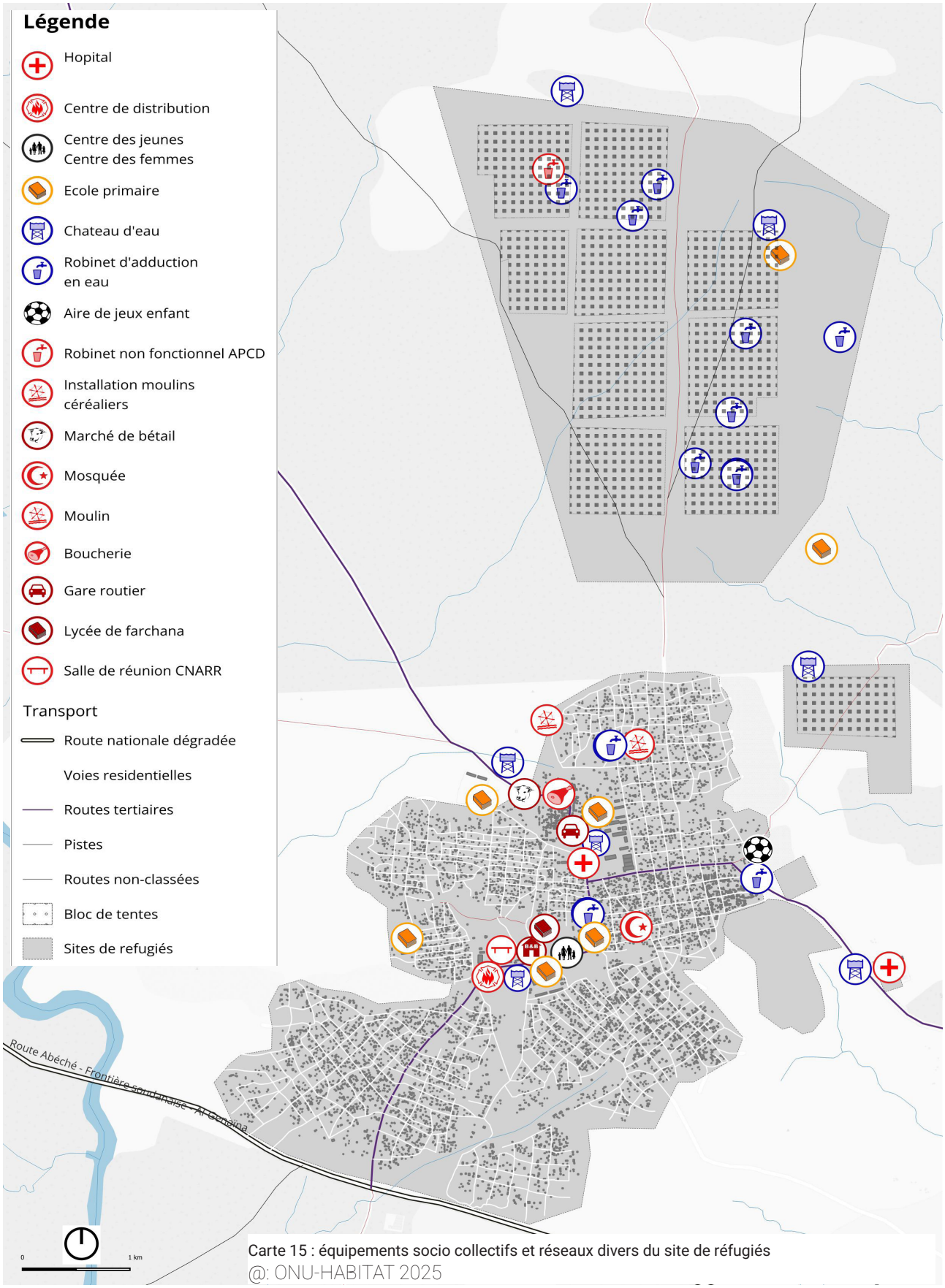
Autour de la voie principale qui traverse le noyau, un front urbain économique est en pleine formation. Ce dernier, animé quotidiennement, regroupe divers commerces tels que des boutiques, restaurants, ateliers de menuiserie, de soudure, moulin, etc. Il joue également le rôle de gare informelle pour les voyageurs en direction d'Adré ou d'Abéché, renforçant sa fonction de pôle d'échange et de services.

2. Le marché du site des réfugiés

D'une superficie d'environ un hectare, le marché du site des réfugiés est localisé au nord de l'ancien site de 2004. Il s'agit d'un marché bihebdomadaire comptant environ 350 comptoirs. Bien qu'il ne bénéficie d'aucun aménagement formel, il constitue un pôle commercial dynamique proposant une grande variété de produits. On y trouve aussi bien des produits agricoles frais (légumes, fruits, viandes, poissons, céréales) que des articles manufacturés (vêtements, appareils électroniques tels que les téléphones, ustensiles de cuisine, équipements ménagers), ainsi que des produits pharmaceutiques et articles d'artisanat local.



Photo 37 : Vue sur le marché du noyau de Farchana
@ ONU-HABITAT



Carte 15 : équipements socio collectifs et réseaux divers du site de réfugiés
@: ONU-HABITAT 2025



Photo 38 : zone économique du noyau de Farchana
@: ONU-HABITAT 2025

Le site des réfugiés
dispose aussi
d'un marché à bétail informel,
qui jouxte
le marché principal.
Il est *non aménagé*
et est situé quasiment
dans un bas-fond.
On y vend
les bétails de tout genre
: les ânes, les moutons,
les chevaux, les bœufs etc.
A côté de ce marché,
se trouve aussi
un abattoir informel.

Gare routière

Le site des réfugiés
intègre également
une gare routière informelle
située à proximité du marché principal.
Fonctionnant à la fois comme
gare urbaine et interurbaine,
elle accueille
divers types de transporteurs :
rakchas, tricycles et moto-clandos
pour les déplacements internes
au site d'accueil
ou entre les sites et le noyau villageois,
ainsi que des véhicules plus grands
(hard top, pick-up) pour les liaisons interurbaines.
L'espace de la gare est
polyvalent:
en plus des activités de transport,
il sert de lieu pour les
grandes manifestations
culturelles et religieuses
telles que les fêtes
de Ramadan et de Tabaski.

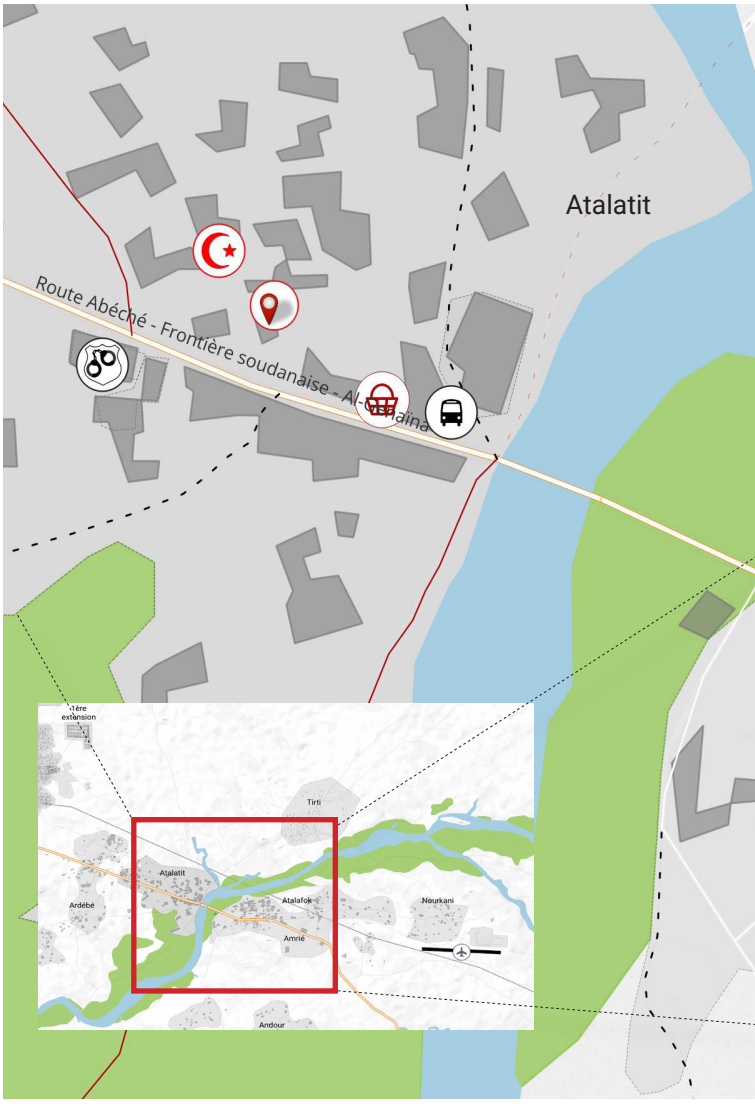
Equipements administratifs et humanitaires

Farchana accueille une importante base d'ONG humanitaires intervenant en soutien aux réfugiés. Ces structures, parmi lesquelles figurent le HCR, le PAM, l'UNICEF, l'OCHA, l'OIM, la Croix-Rouge et le JRS, sont installées dans le noyau villageois, sur la rive droite du ouadi. Leurs locaux, construits en matériaux durables, abritent à la fois des bureaux et, dans certains cas, des logements pour le personnel.

Concernant les équipements administratifs publics, Farchana ne compte que la sous-préfecture, l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), l'Inspection de l'enseignement primaire le district sanitaire de Molou et la gendarmerie.

- **La sous – préfecture :** est localisée dans le noyau villageois de Farchana sur un terrain non clôturé. Elle comprend les bureaux du sous-préfet et de son chef de bureau. Les locaux de la sous-préfecture abritent aussi l'Agence Nationale d'Appui au Développement rural ainsi que la Maison des jeunes.
- **La gendarmerie :** est chargée de maintenir l'ordre et la sécurité dans la sous-préfecture. Elle fait face à d'énormes problèmes qui limitent sa capacité d'action. Les locaux de la gendarmerie sont délabrés et sont très faiblement dotés de moyens de travail.
- **L'inspection de l'enseignement primaire et le district de santé** sont respectivement localisés dans l'école bilingue de Farchana et le centre de santé de Farchana, faute de local pour ces institutions.

En tout état de cause, on observe une forte concentration des équipements, qu'ils soient administratifs, éducatifs, sanitaires ou édilitaires, dans la zone du noyau central abritant la base humanitaire. Le reste du tissu d'habitation, notamment les quartiers périphériques et les extensions du site des réfugiés, en est largement dépourvu, ce qui accentue les déséquilibres spatiaux et limite l'accès équitable aux services de base.



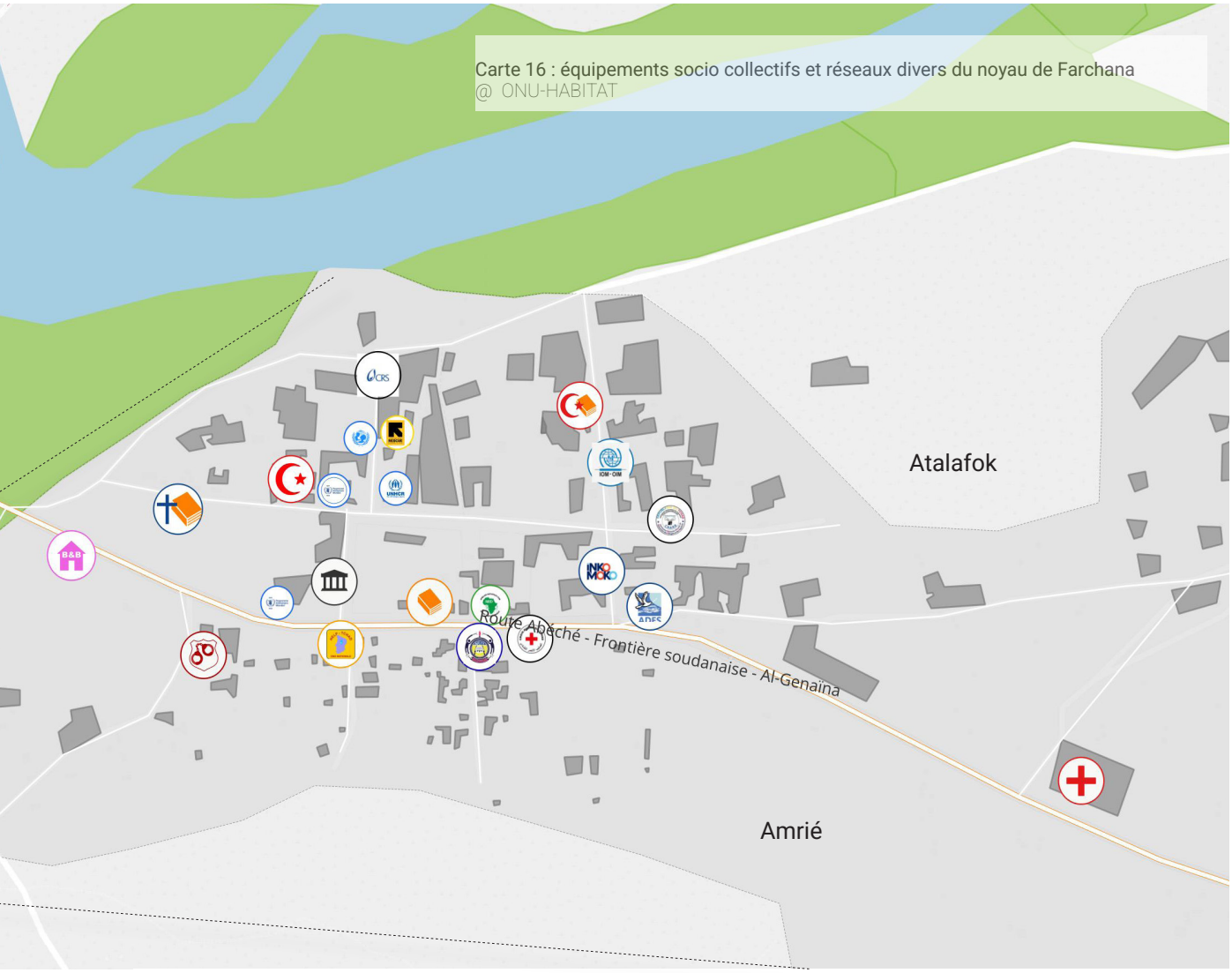
Légende

ONG

- ADES
- AIRD
- APLFT
- OIM - OCHA
- CARITAS
- CNARR
- CRS

- Logement guestho
- Magasin à louer
- Sos village enfant
- UNICEF
- Word vision
- HCR
- PAM El Guinéné
- PAM Farchana
- UNICEF

Carte 16 : équipements socio collectifs et réseaux divers du noyau de Farchana
@ ONU-HABITAT



Infrastructures étatiques, éducatifs, santitaires et socio-économiques

- Sous prefecture
- Chef Canton
- Gendarmerie
- Police
- Hopital de Farchana
- Ecole primaire
- Ecole coranique
- Mosqué
- Eglise
- Gare routière
- Marché

Réseau et infrastructures de transport

- Aerodrome
- Route nationale
- Routes secondaires
- Pistes
- Routes non-classées

Composition du tissu urbain

- Tissu urbain
- Bati
- Base Logistique PAM

Zone naturelle

- Vegetation autour du Ouaddi
- Cours d'eau (Ouaddi)



Photo 39 vue sur le bâtiment des salles de classe du CEG de Farchana @ ONU-Habitat, 2025



Photo 40: vue sur la cour de la sous-préfecture @ ONU-Habitat, 2025





Photo 41 : vue de differents angles de plaques d'ONGs humanitaires présentes à Farchana
@ ONU-Habitat, 2025

Equipements de loisirs et de culture

1. Le noyau de Farchana

Le noyau de Farchana présente une grande carence en équipements de loisirs, malgré une demande importante de la population, notamment pour les activités sportives.

En effet, 81 % des chefs de ménages déclarent pratiquer une activité sportive, principalement le football, lors des enquêtes terrain. Pourtant, la seule infrastructure culturelle formelle identifiée est la maison des jeunes, située dans l'enceinte de la sous-préfecture.

En l'absence d'infrastructures dédiées, plusieurs terrains de sport informels ont été aménagés de manière spontanée sur des espaces vacants, et les abords du ouadi sont fréquemment utilisés comme espaces de détente et de promenade par les habitants.

2. Dans les sites de Réfugiés

Les sites de réfugiés de Farchana disposent de certains équipements de loisirs, construits par les partenaires humanitaires ou improvisés sur les espaces vides :

Terrains de Sport :

Les terrains de sport du site sont en grande partie improvisés sur des espaces vacants et utilisés principalement par les jeunes réfugiés pour jouer au football. Toutefois, ces espaces sont mal entretenus et dépourvus d'équipements adaptés.

Le besoin en infrastructures sportives est si pressant que les réfugiés eux-mêmes ont mobilisé des ressources pour acquérir un terrain destiné au football, à hauteur de 500 000 F CFA, témoignant ainsi de leur fort engagement et de l'importance accordée au sport comme activité de cohésion et de bien-être.

Aires de Jeux et espaces communautaires :

En matière d'espaces communautaires, l'ONG JRS a réalisé quatre (4) aires de jeux publiques dans les sites d'accueil des réfugiés, dédiées à la distraction des enfants. Ces espaces sont souvent clôturés, végétalisés et équipés de manèges, offrant ainsi un cadre structuré et sécurisé pour les plus jeunes. En complément, un espace d'accueil spécifique a été aménagé pour les orphelins et les personnes vulnérables.

Par ailleurs, de nombreuses aires de jeux improvisées existent, où les enfants jouent dans des espaces ouverts sans aménagements adaptés, exposés à des risques liés à l'absence de structures sécurisées et à un entretien insuffisant.



Photo 42: vue sur le site des réfugiés de Farchana @ ONU-Habitat, 2025





06.

Enjeux Stratégiques

Photo 43 vue sur le site des réfugiés de Farchana @ ONU-Habitat, 2025

ENJEU STRATÉGIQUE 1 : CROISSANCE SPATIALE NON MAÎTRISÉE ET DÉFICIT EN SERVICE SOCIO- COLLECTIFS

Le tissu d'habitation de Farchana connaît une extension progressive et peu maîtrisée, notamment sous l'effet de la croissance démographique et de l'installation continue de populations réfugiées. Cette urbanisation diffuse se développe, souvent sans planification préalable et sur des terres agricoles. Elle est accentuée d'une part par le coût élevé des terrains dans le noyau central, ce qui contraint les ménages à faibles revenus à s'installer en périphérie, où le foncier est plus accessible. D'autre part, elle est renforcée par la tendance à occuper de grandes superficies pour les habitations, contribuant à une consommation excessive de l'espace. En effet, une parcelle moyenne de 600 m² se négocie entre 4 à 5 millions FCFA dans le noyau administratif, et entre 1 à 2 millions FCFA dans le noyau originel, des montants largement supérieurs aux capacités financières des ménages locaux. Par ailleurs, 53 % des ménages occupent des parcelles d'au moins 600 m², souvent très peu mises en valeur.

À cette dynamique d'extension spatiale non maîtrisée s'ajoute une faible couverture du territoire en services collectifs essentiels tels que l'éducation, la santé, l'eau potable et l'assainissement. Les normes urbaines en matière d'accès à ces équipements sont très dépassées, ce qui se traduit par une dégradation de la qualité des services : sureffectif des salles de classe, déficit criant d'accès à l'eau potable, absence d'infrastructures sanitaires adéquates, et pollution généralisée de l'environnement urbain. Cette insuffisance est aggravée par une répartition spatiale inégale de ces équipements.

Au sein du site des réfugiés, le tout premier site établi en 2004 concentre l'essentiel des équipements structurants (écoles, centre de santé, marché, etc.), tandis que les sites d'extension en sont largement dépourvus. Périphériques de concentration se retrouve également dans le noyau urbain de Farchana, où le centre administratif polarise la majorité des équipements disponibles, laissant les villages périphériques et les quartiers périphériques sans services de base. Ce modèle spatial déséquilibré contraint les habitants des zones non équipées à parcourir de longues distances pour accéder aux services urbains de base. Pour assurer une croissance urbaine équilibrée, il est stratégique de planifier le développement spatial de Farchana, de densifier les zones existantes et de renforcer l'accessibilité aux équipements socio-collectifs de base, afin de promouvoir une ville compacte et garantir un cadre de vie digne et durable pour toutes les communautaire du territoire.

ENJEU STRATÉGIQUE 2 : FAIBLE ACCESSIBILITE AU TERRITOIRE

L'accessibilité constitue un facteur structurant du développement territorial de Farchana, aujourd'hui fortement montraint par l'état dégradé des infrastructures de transport. La route nationale, non bitumée et en mauvais état, limite les échanges avec les localités voisines et affecte la connectivité régionale de la commune.

À l'échelle locale, l'accessibilité interne demeure très insuffisante. De nombreux quartiers et villages sont difficilement accessibles en raison de la dégradation des pistes, de la présence de ravins et de la discontinuité des réseaux de voirie. Cette situation affecte directement la vie quotidienne des populations, en particulier les groupes vulnérables (femmes enceintes, personnes malades), en compliquant l'accès aux services de santé et aux évacuations d'urgence.

Le déficit d'accessibilité se traduit également par un coût élevé des transports, répercuté sur les prix des biens de consommation, contribuant à la cherté de la vie locale. Cette contrainte pèse particulièrement sur les femmes cheffes de ménage, qui représentent près de 30 % des ménages de la commune.

Le renforcement et la structuration des infrastructures de transport et de la voirie apparaissent dès lors comme un enjeu stratégique central pour connecter les différents pôles d'habitat, soutenir les dynamiques économiques locales et améliorer l'intégration territoriale de Farchana.

ENJEU STRATÉGIQUE 3 :
DÉGRADATION ET PRESSION SUR LES RESSOURCES NATURELLES

Le territoire de Farchana est soumis à une pression anthropique croissante sur ses ressources naturelles, en particulier le couvert végétal, les terres agricoles et les ressources hydriques. Cette pression est principalement liée à la forte dépendance des ménages au bois de chauffe pour l'énergie domestique et aux besoins en matériaux de construction, dans un contexte de croissance démographique soutenue.

Sur la période 2004–2024, la localité a enregistré une régression moyenne annuelle estimée à 2,6 hectares de couvert végétal et 4,7 hectares de terres agricoles, tandis que la tâche bâtie s'est étendue à un rythme d'environ 9 hectares par an. Cette dynamique traduit une conversion progressive et non régulée des espaces naturels et agricoles en espaces urbanisés.

Les ressources hydriques, déjà fragiles, sont également affectées, notamment par l'assèchement progressif des eaux de surface et la dégradation des ouadis. L'ensemble de ces phénomènes accentue la dégradation des sols, renforce les processus de désertification et amplifie les effets du changement climatique, tels que la baisse de la pluviométrie et l'augmentation des températures.

Face à ces constats, la mise en place d'une gestion durable et spatialisée des ressources naturelles constitue un enjeu stratégique majeur. Des actions telles que le reboisement, la promotion de sources d'énergie alternatives (foyers améliorés, gaz), la sensibilisation environnementale des communautés et la maîtrise de l'extension urbaine apparaissent indispensables pour restaurer les équilibres écologiques, sécuriser les moyens de subsistance et renforcer la résilience environnementale et socio-économique du territoire.

L'ANALYSE SPATIALE DES ENJEUX À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE

Les principaux enjeux évoqués précédemment sont représentés de manière spatiale dans la carte suivante. L'analyse cartographique met en évidence plusieurs configurations spatiales structurantes :

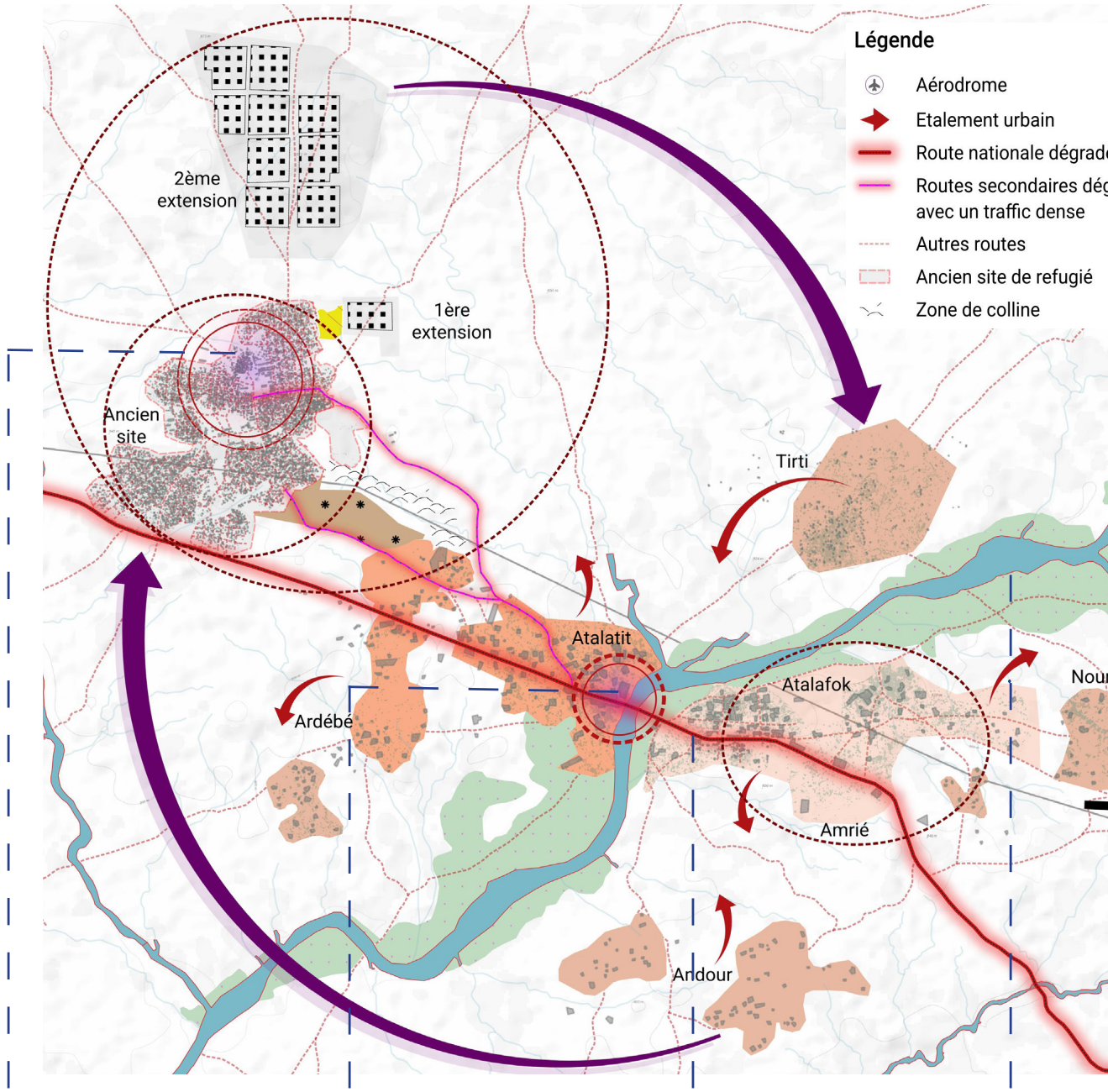
- Au niveau du centre économique du noyau villageois de Farchana, le pôle économique demeure également peu structuré, avec un marché jouxtant une décharge publique, une gare routière localisée de manière informelle et une densité bâtie très lâche. Le tissu urbain est marqué par de nombreuses dents creuses et par la présence de maisons abandonnées, tandis que la voie principale reliant le camp au noyau villageois est fortement dégradée.

- Dans la zone résidentielle et administrative, séparée du reste de la commune par un ouaddi difficilement franchissable en saison des pluies, se concentre l'essentiel des services publics. Cette zone se caractérise toutefois par une absence de trame urbaine lisible, un déficit total d'éclairage public et des extensions d'habitat non planifiées, parfois situées en zones à risque.

- À l'échelle globale du territoire, la végétation et les ressources en eau sont fortement sous pression, du fait de la surexploitation, de l'érosion et de la réduction progressive des terres agricoles, combinées à la coupe abusive du bois.

- Les noyaux villageois périphériques présentent des densités très faibles, une extension spatiale non contrôlée et une faible qualité des voies de liaison, limitant l'accès équitable aux services et renforçant les déséquilibres territoriaux.

Ces constats confirment la nécessité d'un projet de planification stratégique et spatialisée, capable de structurer les dynamiques urbaines en cours, d'anticiper les extensions futures et de renforcer la cohérence fonctionnelle et environnementale du territoire de Farchana.





- Pole economique non structuré
- Logement précaire moyennement dense
- Concentration et Forte pression sur les services de base
- Limites immuables



- Pole economique non structuré
- Zone de densite lache
- Voie principale dégradée

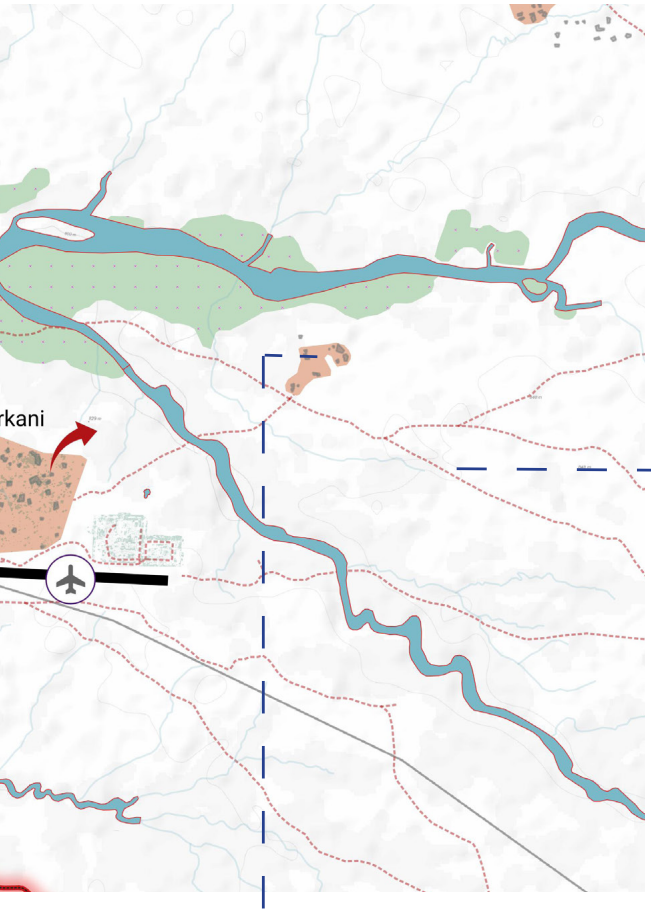


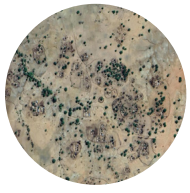
- Concentration des services publics
- Pas d'eclairage public
- Non existence de trame urbaine
- Extension non planifié



- Vegetation sensible
- Cours d'eau sous pressio
- Surexploitation, Erosion
- Dégradation

Carte 17 : Synthèse des enjeux @ ONU-HABITAT 2025





- Habitation à faible accèssibilité
- Direction non controlé de la croissance urbaine
- Non existence ou mauuvaise qualité des voies de liaison



- Reduction des terres agricoles
- Coupe abusive de bois

Etalement urbain

Phénomène urbain, l'etalement urbain au niveau de farchana est diffus, tout en étant bi-directionnel.

- La premiere direction est dans le centre d'un regroupement des differents noyaux urbains vers les quartiers d'Atalafok et d'Atalitit.
- Tandis que la deuxieme direction est plus portée vers les terres allant evrs l'exterieur des du blocs de noyaux. Cet éparpillement peut etre attribuer à la distribution de terres entre mebres de la communauté ou aux ventes

Toutes les deux sauvages impactent le paysage urbain.

Divers flux non structurés et canalisés

Plusieurs flux existent entre le site de réfugiés de Farchana (divisés en trois sections) et les noyaux (urbains et villageois) de la communauté hote. Elles sont surtout de deux ordres :

- Economique : ces flux se rapportent aux marchés avec leurs échanges de marchandises et de commercants qui s'imbriquent dans une continium de rotation de marchés hebdomadaires site et fachana ville.
- Humains : allant des mariages à la main d'oeuvre des échanges humains existent mais sont difficilement quantifiables

Poles économiques non structurés

Ils ont au nombres de deux à savoir :

- le pole du Site (marché à bétail, abattoir, marché de férraille, marché de médicament, marché alimentaire...)
- et le pole économique de la ville de Farchana (situé le oing de l'axe principlae il est composite avec vetements, produits manufacturés, produits maraichers...)

Toutes les deux entretiennent des liens économiques. neanmoins aucuns d'eux ne possèdent une ossature infrastructurelle mais surtout n'est formalisé. Nés de spontanéité, ces deux marchés sur un corridor important pour le Tchad sont néanmoins en deàa de leurs potentialités reelles.Un enjeu économique important y demeure toutefois.





07.
Analyses SWOT

Photo 44 : Foret de manguiers dans le Ouaddi à Farchana @ ONU-HABITAT 2025

ANALYSE SWOT - FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITES ET MENACES

Echelle	THÉMATIQUE	FORCES	FAIBLES
COMMUNE DE FARCHANA	CADRE PHYSIQUE ET ENVIRONNEMENTAL	• Positionnement stratégique de Farchana sur le corridor Abéché - Adré • Terres favorables aux activités agricoles pluviales et de maraichage • Disponibilité de matériaux locaux (pierre, sable, brique cuite) • Ressources naturelles variées : zones de végétation, et bas-fonds naturels • Présence des ouadis	• Dégradation et baisse de • Dégradation du couvert v abusive des bois • Erosion des sols • Réduction des terres culti urbain • Pollution de l'environnem qualité de l'air
	CADRE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE	• Population majoritairement jeune ; • Rôle central des femmes dans la dynamique économique du territoire ; • Bonne cohabitation sociale entre réfugiés et communauté hôte ; • Diversité ethnique, religieuse et linguistique ;	• Forte croissance démogr • Faible niveau d'éducation • Cherté de vie • Taux élevé de chômage ;
	GOUVERNANCE ET PLANIFICATION URBAINE	• Présence de la sous-préfecture • Présence du Comité d'Actions locales • Présence de la Commission nationale d'accueil, de réinsertion des réfugiés et des rapatriés • Présence de l'association des femmes et des jeunes • Présence du plan cantonal de développement	• Absence du conseil comm • Faiblesse des ressources • Absence d'outil de planifi long terme • Caducité du plan cantona • Faible niveau de mise en développement
	FONCIER ET OCCUPATION SPATIALE	• Présence de cadre juridique de réglementation du foncier • Mode bicéphale de gestion foncière : complémentarité entre les autorités administratives et traditionnelles • Entérinement administratif des transactions foncières (acte de vente, d'attribution, d'héritage…) • Existence de plans aménagés pour les sites d'extension d'accueil de réfugiés • Emergence en cours d'un pôle administratif • Bonne desserte du tissu de l'ancien site en équipements urbains • Disponibilité de l'offre foncière pour l'extension urbaine	• Cadre informel de gestion • Conflits fonciers liés à l'h ventes d'un même terrain • Méconnaissance des ato financement des projets • Cout élevé du foncier • Précarité du cadre d'habit • Etalement du tissu d'habi • Faible densité d'occupati • Occupation spontanée de noyau de Farchana • Excentrement des sites d Farchana • Faible niveau d'équipeme noyau de Farchana • Rupture territoriale et faib noyaux d'habitations • Structure spontanée de l' • Contraintes naturelles à l' fonds, zone de relief, oua • Habitat informel et précai

SSES	OPPORTUNITES	MENACES
la fertilité des sols égétal due à la coupe vables due à l'étalement ent : déchets ménagers et	• Relief moyennement accidenté : attractivité paysagère, facilitation du drainage et zoning naturel • Sensibilisation de la population en faveur de la protection de l'environnement • Production des plants fruitiers et forestiers pour le reboisement de Farchana • Formation et sensibilisation de la communauté à l'importance des foyers en banco • Sensibilisation sur l'assainissement	• Baisse de la pluviométrie • Pression sur les espaces naturels • Diminution des rendements agricoles • Changement climatique : avancée du désert, rareté de l'eau, variabilité de la température • Risque lié à la santé animale
aphique des habitants ;	• Caractère juvénile de la population est une main d'œuvre à exploiter ; • Présence des réfugiés à Farchana ; • Population cosmopolite • Présence des associations des femmes et jeunes	• Forte augmentation de la population due à la migration sécuritaire • Dérives et dépravations des mœurs (alcoolisme, banditisme, prostitutions) ; • Mouvement non contrôlé des personnes ;
munal rural humaines et matérielles cation stratégique sur le l de Développement œuvre du plan cantonal de	• Présence du comité mixte de gestion des conflits entre la communauté hôte et les réfugiés • Présence de structures représentant les réfugiés	• Duplication des fonctions administratives et techniques • Intensification de la crise sécuritaire au Soudan
n du foncier éritage et aux multiples uts fonciers sur le agricoles tation tation on e l'espace d'habitation du e réfugiés du noyau de nt du tissu d'habitation du ole accessibilité de certains ancien site des réfugiés 'extension urbaine (bas- dis) ire dominant	• Forte capacité des autorités locales à mobiliser • le foncier pour les projets de développement • Possibilité de valorisation des matériaux locaux • et des techniques de construction locales	• Rétractation des propriétaires fonciers après donation des terres • Tension sociale due à la pression foncière • Spéculation foncière ; • Exclusion sociale et spatiale ;

Echelle	THÉMATIQUE	FORCES	FAIBLES
COMMUNE DE FARCHANA	ACCES AUX EQUIPEMENTS SOCIOCOLLECTIFS	• **Education** - Présence des équipements éducatifs : préscolaire, primaire, secondaire et professionnel - Gratuité de l'école - Bonne accessibilité des établissements éducatifs - Existence de latrines et de dispositifs de lavage de main dans les établissements éducatifs - Forte représentativité des élèves filles	• **Education** - Nombre insuffisant d' - Insuffisance des ense matériels didactiques - Nombre insuffisant de certaines classes d'éc préscolaires se tienne - Effectif pléthorique d' - Construction des salle précaires (bâches, pai - Sous scolarisation de sites des réfugiés - Absence de bibliothèc - Dysfonctionnement d professionnelle
		• **Santé** - Présence de centres de santé - Présence de l'hôpital de district - Présence de personnels soignants qualifiés - Présence des partenaires de santé	• **Santé** - Nombre insuffisant de - Non application de la - Manque d'ambulance - Faible plateau technic - Inadéquation de l'offr taille de la population - Insuffisance de perso - Insuffisance de matér
		• **Economie et loisirs** - Présence d'espaces commerciaux : marchés de Farchana et du site d'accueil, marché à bétail - Existence des aires de jeux et d'espaces communautaires pour les couches vulnérables	• **Economie et loisirs** - Faible aménagement marchands - Faible qualification de - Absence d'institution microfinance - Manque d'aménagem Farchana - Faible aménagement - Nombre insuffisant de
		• **Administration et Sécurité** - Existence de la Gendarmerie et de la CNARR - Présence de la sous-préfecture - Existence de la DPHR - Existence des comités mixtes et forces mixtes de sécurité	• **Administration et Sécurité** - Délabrement des loca faible dotation en moy - Sous-effectif des agen des moyens roulants

SSES	OPPORTUNITES	MENACES
écoles eignants formés et de e salles de classe : coles primaires et nt en plein air élèves par classe es de classe en matériaux illes, banco) s adolescents dans les que u centre de formation	• Interventions des ONG humanitaires et partenaires de développement dans le secteur de santé et de l'éducation • Emergence en cours des pôles urbains (économiques et administratifs) • Présence des gares informelles • Projet de réhabilitation du centre de formation professionnelle par le PNUD • Projet de construction de la clôture de la gendarmerie et de la sous-préfecture par le PNUD	• Pression sur les équipements de santé et éducatifs avec l'accroissement du nombre des réfugiés
e centres de santé gratuité des soins pour l'hôpital de district que des centres de santé e sanitaire au regard de la nnels soignants iels hospitaliers		
des équipements e la main d'œuvre locale bancaire et de ent du marché de des espaces de loisirs e terrains de sport		
é ux de la gendarmerie et sa yens de travail nts de sécurité et faiblesse		

Echelle	THÉMATIQUE	FORCES	FAIBLES
COMMUNE DE FARCHANA	**ASSAINISSEMENT ET ACCÈS À L'EAU**	• Présence des châteaux et des robinets d'alimentations en eaux potables • Présence des forages ;	• Dégradation et baisse de • Dégradation du couvert v abusive des bois • Erosion des sols • Réduction des terres culti urbain • Pollution de l'environnem qualité de l'air
	ENERGIE	• Usage de l'énergie solaire par les ménages ; • Présence des montagnes pour l'énergie éolienne • Disponibilité des kits solaires dans les marchés locaux ; • Existence de l'éclairage public sur le site de réfugiés • Utilisation des panneaux voltaïques pour alimenter les châteaux d'eau ;	• Impraticabilité des voies e • Mauvais état des voies de • Non hiérarchisation de la • Erosions des voies • Manque d'ouvrages de fra
	VOIRIES	• Desserte du territoire par le corridor Abéché - Adré • Présence des pistes rattachant les différentes localités	• Impraticabilité des voies e • Mauvais état des voies de • Non hiérarchisation de la • Erosions des voies • Manque d'ouvrages de fra
	ECONOMIE ET FINANCES LOCALES	• Positionnement stratégique de Farchana sur corridor Abéché - Adré • Pratique de l'agriculture pluviale et de maraichage • Production fruitière • Existence de site maraicher aménagé • Présence d'un hinterland riche en production agricole • Pratique de l'élevage intensif et sédentaire extensif • Présence de marchés de commerce général dans le noyau de Farchana et dans le site de réfugiés • Présence du marché à bétail • Présence de gares informelles • Existence d'une assiette fiscale	• Baisse de rendements ag fertilité des sols • Réduction des terres agri • Mauvais état de la voirie i entre Farchana et ses loca • Faible niveau d'aménager marchands • Faible pouvoir d'achat de • Base de l'assiette fiscale • Faible niveau d'investisse clés de développement • Incivisme fiscal • Manque de formation des • Manque d'infrastructures

SSES	OPPORTUNITES	MENACES
la fertilité des sols égétal due à la coupe vables due à l'étalement ent : déchets ménagers et	• Présence de partenaires humanitaires ; • Utilisation des panneaux voltaïques pour alimenter les châteaux • Disponibilité des kits solaires	• Pollution de l'environnement • Pression sur les infrastructures • Risques de maladies hydriques • Maladies hydriques liés à la consommation de l'eau non potable ; • Risque de tension intercommunautaire • Baisse de la nappe phréatique • Concentrations des forages dans les sites d'accueil • Cout élevé de l'eau
en saisons pluvieuses ; e circulation structure viaire ; anchissement	• Possibilité de développer l'énergie éolienne ; • Possibilité de promouvoir à grande échelle l'énergie solaire • Possibilité de recycler le bois pour le charbon écologique	• Insécurité et instabilité sociale • Croissance démographique
en saisons pluvieuses ; e circulation structure viaire ; anchissement	• Présence de partenaires humanitaires ; • Projet en cours de construction d'un ouvrage de franchissement sur le ouadi du noyau villageois par le PNUD • Aménagement des pistes rurales par le projet RESITCHAD • Projet de bitumage de l'axe Abougoulène – Adré • Partenariat Public Privé Population (PPPP).	• Risque d'accident élevé ; • Longue durée des trajets pour les transports routiers ;
ricoles due à baisse de la coles mpactant les échanges alités voisines, ment des équipements la communauté locale faible et non transparente ment dans les secteurs s acteurs économiques économiques	• Investissements des humanitaires dans les secteurs économiques • Possibilité de promouvoir le Partenariat Public Privé Population (PPPP)	• Aggravation de la crise sécuritaire • Conflits agriculteurs éleveurs • Instabilité • Baisse des précipitations • Pression sur les terres agricoles due à l'urbanisation • Informalité des activités commerciales

Tableau 14 : Tableau d'analyse SWOT @ ONU-HABITAT Tchad 2025





08.

Annexe : Focus Group

Photo 45 : Focus group de la communauté hote à Farchana @ ONU-HABITAT 2025

Les autorités administratives : Identification des besoins et enjeux

L'objectif du focus group avec le sous- préfet était de :

- Identifier et de confirmer les zones d'habitat ;
- Déterminer les besoins prioritaires en matière d'habitat ;
- Confirmer et compléter la localisation des zones à risque (inondation, déchets) du territoire ;
- Enumérer les problèmes de sécurité de Farchana ;
- Localiser les principales zones d'insécurité.

La séance s'est tenue suivant les étapes ci-après : après une introduction générale faite par l'équipe de ONU-Habitat rappelant l'objet de la rencontre et les résultats attendus, celle-ci a présenté de manière synthétique le rapport de diagnostic. Le sous-préfet a ensuite pris la parole pour premièrement confirmer le diagnostic exposé et deuxièmement décliner les enjeux et contraintes de développement de son point de vue. Ces enjeux déclinés par le sous-préfet sont résumés somme suit :

- **Un étalement de l'habitat le long de la route nationale :** le tissu d'habitation de Farchana (notamment le noyau originel et la zone administrative) s'est structuré de manière linéaire le long de la route nationale qui traverse la ville. Cette configuration génère une forte pression foncière sur les abords de cet axe, expliquant en partie la hausse significative des prix du foncier dans ces secteurs. Face à cette situation, le sous-préfet recommande d'orienter les futures zones d'extension urbaine vers l'est de la ville, en direction d'Adré. Toutefois, cette zone présente des contraintes physiques importantes, notamment la présence de nombreux ravins, limitant son potentiel d'urbanisation sans aménagement préalable ;
- **Une prolifération de logements précaires :** le logement constitue un défi majeur de développement à Farchana. La majorité des habitations sont de type semi-durable, construites avec un mélange de matériaux précaires et durables. Ce type de logement présente de nombreux inconvénients, notamment en termes d'inconfort et d'insécurité pour les occupants. Le principal frein à l'accès à un logement décent reste, d'après le sous-préfet, le coût très élevé des matériaux de construction. Il souligne ainsi la nécessité de prendre des mesures urgentes pour réduire ces coûts, afin de faciliter l'accès du plus grand nombre à un habitat adéquat ;
- **Un défi majeur en matière d'assainissement** l'assainissement est identifié comme l'un des enjeux prioritaires de la commune. L'absence de système structuré de collecte et de gestion des déchets domestiques conduit les habitants à les déposer dans les espaces publics, provoquant ainsi la multiplication de dépotoirs sauvages, y compris dans les lits des ouadis. Conscientes de cette situation, les autorités locales ont entamé des actions correctives, notamment des campagnes de sensibilisation auprès des ménages pour promouvoir une meilleure gestion des déchets. Par ailleurs, pour les déchets issus du marché principal du noyau villageois, un site de dépôt a été identifié au sud du marché. Les commerçants, se faisant aider par l'association des jeunes assurent la collecte des déchets et les transfèrent vers ce site.
- **Un environnement urbain sous contrôle sécuritaire :** la sécurité à Farchana est assurée par une présence conjointe de la gendarmerie, de la police et de la force mixte. Cette forte implantation des forces de l'ordre constitue un atout majeur, contribuant à la réduction significative des actes de criminalité et à la préservation de la paix dans la commune. Toutefois, pour renforcer davantage le sentiment de sécurité, notamment la nuit, l'installation d'un système d'éclairage public reste nécessaire renchérit le sous-préfet.





Photo 46 Séance de présentation et d'échange avec le Sous-préfet @ ONU-Habitat, 2025

Les autorités traditionnelles : Identification des besoins et enjeux

Tenu dans les locaux de la cour du canton, ce focus group a réuni l'équipe de ONU-habitat avec le Chef de canton et ses notables. La consultation avait pour objectif de :

- Identifier les modes d'accès au foncier, les zones de pressions foncières et les sources des conflits,
- Déterminer les principales activités de la commune et leurs défis ainsi que les zones économiques du territoire

La rencontre s'est déroulée en trois temps : d'abord une brève introduction assurée par l'ONU-Habitat, présentant le projet ainsi que les objectifs de la réunion. Ensuite, l'équipe a exposé les principales conclusions du rapport diagnostic. Enfin, la phase d'échanges a permis de faire ressortir les préoccupations majeures des participants, résumées comme suit :

- **Mauvais état des routes :** les routes sont impraticables presque toutes les saisons soit à cause des pluies soit la dégradation des pistes rendant difficile et lent la circulation des biens et des personnes. Sur le plan commercial, cette situation entraine l'augmentation des prix des marchandises venant des villages environnants à cause de la consommation du carburant qui a un prix élevé dans la localité, et les risques liés au voyage sur l'engin et le conducteur.
- **Braquage des biens et personnes :** Le braquage par des brigands communément appelé « coupeurs de route » est récurrent dans les villages environnants. Les brigands attaquent souvent les voyageurs et leur dépouillent de leurs biens et parfois peuvent des crimes si les passagers résistent à leur forfaiture.
- **La cherté de carburant :** En plus du prix élevé du carburant vendu par les détaillants aux bords des routes, il n'existe pas une station de pompage pour fournir des carburant de qualité. Cette cherté influence le prix des transports et des marchandises sur le marché.
- **Coupe abusive des arbres :** On observe une coupe excessive et non contrôlée des arbres par les populations réfugiées et hôtes, principalement pour le bois de chauffe et les besoins de construction. Cette situation est particulièrement préoccupante, car elle accentue les effets déjà visibles du changement climatique, notamment la baisse de la pluviométrie et la hausse des températures





Photo 47 : Vues lors du focus group avec le Chef de canton et ses notables @: ONU-HABITAT 2025

Les organisations de la société civile : Identification des besoins et enjeux

Ce focus s'est tenu dans la maison des jeunes de Farchana, située dans les locaux de la sous-préfecture. L'équipe de de ONU-Habitat a rencontré les membres

de la société civile, représentés principales par les bureaux de l'association des femmes et des jeunes de Farchana. L'objectif de la rencontre était de :

- Localiser les espaces de sociabilisation de Farchana ;
    - Identifier les routes importantes de connexion et les contraintes de circulation ;
    - Localiser des zones manquant d'eau, des centres de santé, des écoles et marchés ;

La rencontre a été articulée autour d'une brève introduction présentant le projet ainsi que les objectifs de la réunion par l'ONU-Habitat. Ensuite, l'équipe a poursuivi pour présenter les grandes conclusions du rapport diagnostic. La phase d'échanges qui a suivi a permis de cerner les enjeux des participants :

- **Dégradations et réductions des ressources locales dues l'installation des réfugiés :** Selon les participants, la dégradation accélérée et la raréfaction des ressources communales sont en grande partie liées à l'arrivée massive des réfugiés.
  Les zones aujourd'hui occupées par les sites d'accueil étaient autrefois des terres agricoles. Cette nouvelle occupation du sol, combinée à une forte croissance démographique, a entraîné une surexploitation des ressources naturelles, se traduisant par le tarissement progressif des ouadis, la dégradation du couvert végétal et la réduction significative des superficies agricoles exploitables.
- **Faible accès aux équipements socio-collectifs et services urbains :** le territoire de Farchana présente un déficit marqué en service urbain de base, notamment en matière d'éducation, de santé, de commerce et surtout d'accès à l'eau potable. Plusieurs quartiers ne disposent pas de points d'eau fonctionnels, obligeant les habitants à recourir aux eaux impropres des ouadis, avec des risques sanitaires accrus. Le coût élevé de l'eau (entre 1 500 et 2 000 FCFA le baril de 200 litres) constitue un frein supplémentaire pour les ménages à faibles revenus.

En matière d'éducation, l'offre scolaire publique est non seulement inégalement répartie sur le territoire, mais aussi confrontée à un manque criant d'enseignants qualifiés, de matériels didactiques et de salles de classe. Les établissements privés, bien que présents, restent financièrement inaccessibles pour une grande partie de la population locale. Cette situation affecte directement la qualité et l'équité de l'accès à l'éducation dans la commune, ont fait remarquer les participants

- **Déficit d'accessibilité du territoire :** l'état dégradé des infrastructures routières constitue un frein majeur à la mobilité à Farchana. La route nationale, non bitumée et en mauvais état, limite considérablement les échanges et la connectivité de la commune avec les localités voisines, tant en termes de distance que de délai. À l'intérieur même de la commune, l'accessibilité reste problématique : plusieurs quartiers et villages sont difficiles d'accès à cause de ravins ou de la détérioration des pistes existantes. Ce manque d'accessibilité impacte la vie des populations, surtout dans les situations d'urgence sanitaire où les évacuations sont retardées, entraînant des pertes en vies humaines.
- **Cherté de vie et chômage :** cout élevé de vie à Farchana est mentionné dans les discussions notamment par les représentantes des femmes comme l'un des impacts négatifs majeurs de la présence des réfugiés à Farchana. Les prix des denrées alimentaires ont été multipliés par quatre, voire cinq, affectant considérablement le pouvoir

d'achat des ménages locaux. Cette situation est particulièrement critique pour les femmes cheffes de ménage, souvent veuves, qui portent seules la charge familiale. Par ailleurs, le chômage constitue un défi socio-économique majeur. Il touche aussi bien les jeunes que les femmes et les hommes. L'abandon progressif de l'agriculture (activité économique principale) en raison de la baisse de la productivité et de la réduction des terres cultivables, en est l'un des facteurs aggravants.

- **Economie locale en difficulté :** L'activité économique de Farchana repose essentiellement sur deux marchés hebdomadaires. Le marché principal du noyau se tient les lundis et jeudis, tandis que celui du site de réfugiés est actif les mardis et vendredis. Ces espaces commerciaux sont approvisionnés en produits agroalimentaires locaux tels que le sorgho, le mil, les légumes, la viande ou encore le poisson, ainsi qu'en produits manufacturés importés principalement de Libye et d'Abéché. Toutefois, les prix pratiqués restent élevés, en grande partie en raison des coûts de transport importants et de la forte demande liée à la pression démographique croissante.



Photo 48: Vues photographiques lors du focus group avec les OSC @: ONU-HABITAT 2025

Les réprésentants des refugiés : Identification des besoins et enjeux

Les représentants des réfugiés ont été consultés lors d'une rencontre tenue dans la salle de réunion de la Commission nationale d'accueil et de réinsertion des réfugiés et rapatriés. L'objectifs du focus group étaient :

- Identifier les interactions entre les réfugiés et la communauté hôte
- Relever les défis d'accès aux services urbains et au logement

Comme les focus précédents, celui-ci a aussi démarré avec la présentation du projet et des objectifs de la réunion par l'ONU-Habitat. Ensuite, elle a déroulé les grands enjeux de développement du territoire relever par le rapport diagnostic avant de procéder aux échanges. Les points clés des échanges soulevés par les participants sont présentés comme suit :

- **Défis fonciers énormes :** Le foncier constitue l'un des enjeux les plus critiques auxquels sont confrontés les réfugiés. Les superficies initialement allouées à l'installation des sites d'accueil étant limitées, il devient particulièrement difficile pour les nouveaux ménages (notamment ceux issus de l'évolution naturelle des familles par mariage) d'accéder à un espace suffisant. Cette contrainte foncière engendre une forte promiscuité au sein des habitats, où deux à trois générations cohabitent parfois sur une même parcelle de 150 m². Par ailleurs, la taille réduite des lots est jugée insuffisante par les réfugiés, rendant les conditions de vie encore plus précaires.
- **Déséquilibre de services entre le site de 2004 et les zones d'extension :** le site de 2004 concentre quasiment l'ensemble des équipements importants du site. Le marché, le lycée, le centre de santé, les administrations des humanitaires, les sites de distributions y sont uniquement localisés. Cette concentration laisse vide les autres sites d'extension qui ne renferment que quelques écoles. Les résidents des extensions sont obligés de parcourir de grande distance pour accéder à certains services urbains.
- **Déficit d'accessibilité des sites :** seul le site de 2004 est accessible par la route nationale qui dessert Farchana. Les autres extensions en plus d'être éloignés de la voie principale sont difficilement accessible, en raison des contraintes naturelles existantes notamment les ravins.
- **Déficit d'accès aux services urbains :** globalement le niveau de desserte des sites en équipements socio collectifs est jugé faible par les représentants des réfugiés. Cela se traduit notamment par un surpeuplement des classes et une couverture scolaire insatisfaisante. L'accès à l'eau potable constitue aussi un problème majeur. Bien que des points d'eau soient présents sur les sites, il n'y coule pas d'eau en période de forte demande. Certains ménages ont dû quitter le site d'accueil pour cette raison vers d'autres localités voisines. Le besoin d'un nouveau cimetière a été aussi exprimé, l'existant étant loin surtout pour les habitants des zones d'extension. Par ailleurs, l'espace dédié à la distribution de l'aide manque d'infrastructures sanitaires comme des toilettes et des points d'eau, ce qui aggrave les conditions lors des longues périodes de distribution.
- **Activités et emploi :** les réfugiés de Farchana exercent principalement dans les secteurs du commerce, de la boucherie, du transport et de l'agriculture. Ces activités s'exercent tant dans le noyau central de Farchana que sur les sites d'accueil. Dans le cas de l'agriculture, plusieurs contraintes majeures limitent sa pratique : le manque de terres cultivables et la présence des zones de reliefs peu propices à la culture. Toutefois, un système de métayage s'est progressivement mis en place, en concertation avec les populations hôtes, permettant à certains réfugiés d'accéder temporairement à des terres agricoles.
- **Insécurité et assainissement :** Le site bénéficie d'un niveau de sécurité globalement satisfaisant, avec peu d'incidents majeurs signalés. Toutefois, certains cas isolés d'insécurité ont été rapportés, dans la zone 4 située au sud-est de l'ancien site.

En matière d'assainissement, le site souffre d'un manque total de système organisé de gestion des déchets ménagers. Les ordures sont souvent déversées dans les espaces publics et dans les ravins, engendrant une dégradation de l'environnement local, accentuée par la forte densité de population.





Photos 49 : Vues photographiques lors du focus group avec les réfugiés @ ONU-HABITAT 2025

Atelier de validation du rapport de Diagnostic et de définition de la Vision

Tenu à Abéché dans les locaux du conseil provincial de Ouaddaï et présidé par le président dudit conseil , l'atelier de validation du rapport diagnostic et de définition de la vision a vu la présence des membres du comité technique de suivi, les représentants du conseil provincial, le représentant du délégué général du gouvernement auprès de la province, les délégués provinciaux des services déconcentrés, les représentants des associations de la société civile et les partenaires humanitaires.

L'objectif général de l'atelier est d'appuyer le Comité Technique dans la formulation d'une vision commune du développement territorial de Farchana à l'horizon 2040, fondée sur les résultats du diagnostic, les consultations menées et les orientations nationales en matière d'aménagement du territoire.

De façon spécifique, il vise à :

- Valider les résultats du diagnostic et les principaux enjeux territoriaux identifiés lors des missions précédentes ;
- Définir une vision partagée du développement de Farchana, intégrant les priorités économiques, sociales, environnementales et institutionnelles du territoire ;
- Explorer plusieurs scénarios d'aménagement (tendanciel, maîtrisé, volontariste) pour orienter les futures décisions spatiales et stratégiques ;
- Préparer les orientations et axes stratégiques qui serviront de base à la phase suivante du projet : la formulation du Document Cadre de Planification Intégrée de Farchana.

Les travaux de l'atelier se sont articulés principalement autour de deux points : i) présentation des résultats de diagnostic et validation participative, ii) définition de la vision stratégique et exercice participatif.

- **Présentation des résultats de diagnostic et validation participative**

L'équipe de ONU-habitat a présenté le contenu du rapport diagnostic en mettant en exergue la méthodologie utilisée, et les points saillants des principales thématiques traitées que sont : l'environnement, le cadre sociodémographique, le foncier, le tissu urbain, l'économie et les finances, la gouvernance, les équipements socio collectifs et les infrastructures.

Ce compte rendu a permis d'alimenter les travaux de groupe de validation participative. Les participants ont été répartis en quatre groupes de travail. Chaque groupes'est vu attribuer deux thématiques accompagnées de fiches SWOT correspondantes. Leur mission consistait, dans un premier temps, à examiner et valider les éléments présentés dans les matrices SWOT, puis, dans un second temps, à proposer des compléments ou ajustements en fonction de leur expertise et des réalités du terrain. Les résultats des travaux de groupes des participants ont entièrement confirmé le diagnostic posé par le rapport et les participants ont approuvé le rapport à l'unanimité.

A la suite de cette validation, l'atelier es passé à sa deuxième phase de définition de vision stratégique.

- **Définition de la vision stratégique**

Afin de permettre aux participants de définir la vision de développement du territoire de Farchana, l'équipe de ONU-Habitat a présenté une communication sur les villes durables et notamment ses inclinaisons de ville compacte, connectée, dynamique, résiliente et inclusive.

À l'issue de la présentation sur les villes durables, les participants ont été répartis en quatre groupes. Chaque groupe s'est vu confier deux thématiques, avec pour mission de proposer, pour chacune, des orientations stratégiques et des projets de développement. Les résultats issus de ces travaux de groupe sont présentés ci-après.





Photo 50 : Vues sur les participants lors des travaux de groupe sur le diagnostic @ ONU-HABITAT 2025

#	TYPE DE VILLE	STRATEGIES	
1	VILLE COMPACTE	Diversifier le développement urbain	
2	VILLE CONNECTEE	Améliorer la mobilité entre les quartiers	
3	VILLE DYNAMIQUE	Structurer l'économie Informelle locale	
4	VILLE RESILIENTE ET DURABLE	Prévenir les risques naturels et valoriser les ressources naturelles	
4	VILLE RESILIENTE ET DURABLE	Prévenir les risques naturels et valoriser les ressources naturelles	

PROJETS
Dégradation et baisse de la fertilité des sols Lotir le noyau de Farchana Créer des services sociaux de bases (santé, école) Créer des centres des femmes et des jeunes Aménager des espaces verts Construire un stade Construire des bâtiments administratifs, des bureaux et logements Créer une minicentrale électrique solaire Réhabiliter les châteaux ainsi que les réseaux d'eau existants Promouvoir la construction des logements en briques cuites et parpaing Délocaliser le marché du noyau de Farchana et construire un marché moderne Créer des centres commerciaux Construire un abattoir Restructurer le noyau de Farchana Créer une station de radio
Créer une station-service Aménager la route nationale Construire un pont sur le ouadi de Farchana Aménager des trottoirs pour les piétons Aménager des voies de liaison entre le centre de Farchana et les villages Elargir les voies des quartiers du noyau urbain Aménager des ronds-points Aménager les parkings pour les gros porteurs et taxis interurbains Proposer des voies de grandes emprises (30m et 40m) au milieu de la ville et les bitumer Mettre l'éclairage public dans les rues secondaires Aménager les aires de repos (accessoire, tels que les bancs, alimentation) Aménager 3 gares routières (à l'entrée, au milieu et à la sorte)
Structurer la formalisation des opérateurs économiques pour permettre l'accès aux offres d'appels Aménager des sites maraichers autour des ouadis Aménager les abords de ouadis en espace de loisirs Aménager de marché public Construire des magasins de stockage pour les commerçants Faire de Farchana un hub logistique (logistique, aménagement des forêts, transformation des mangues) Créer un cadre de concertation locale pour renforcer la gestion du territoire
Créer une ceinture verte Aménager des espaces verts Créer des parcs de loisirs Planter des arbres à Atalafook Prévoir des dépotoirs au nord et à la sortie d'Adré Proposer une journée de salubrité Prévoir des zones pour l'agriculture urbaine et maraichère
Créer une ceinture verte Aménager des espaces verts Créer des parcs de loisirs Planter des arbres à Atalafook Prévoir des dépotoirs au nord et à la sortie d'Adré Proposer une journée de salubrité Prévoir des zones pour l'agriculture urbaine et maraichère

Tableau 15 : Synthèse des travaux des participants sur la vision et les orientations stratégiques @ UN Habitat 2025

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Premier Plan National d'Adaptation au changement climatique de la République du Tchad, PNUD, 2021
2. Schéma National d'Aménagement du Territoire, MATUH, 2021
3. Plan de développement provincial du Ouaddaï, MATD, 2023-2027,
4. https://new.ajala.app/;
5. https://www.inseed.td/
6. Crise humanitaire et sanitaire à l'est du Tchad liée à l'afflux des refugies et des retournes suite au conflit soudanais, OMS, 2023.
7. https://fr.climate-data.org/afrique/tchad/ouaddai-region-1491/r/mars-3/,
8. Pan Urbain de Référence d'Abéché, MATUH, 2012
9. Plan de développement communal de Molou, MATD, 2020 ;
10. Loi 014 portant statut des collectivités autonomes ;
11. Loi 028 portant répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités autonomes
12. Tchad, Loi n°006/PR/2010 fixant les principes fondamentaux applicables en matière d'urbanisme, 2010.
13. 10. Observatoire National du Dividende Démographique, Banque Mondiale, 2019 ; https://ondd.td/publies/rapport/1.pdf
14. Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples au Tchad (EDS-MICS), INSEED, 2014 sur : https://anad.inseed.td/index.php/catalog/23
15. Note sur la situation économique du Tchad, Banque Mondiale, 2024 https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/33137a13-f345-417c-bd9d-0623c9cd453d/content
16. 13. Rapport pays République du Tchad, 2025, https://www.afdb.org/sites /default/files/documents/publications/tchad_cfr_2025.pdf
17. Profil urbain de Douala, 2024
18. Appui à la planification urbaine et des infrastructures dans le contexte migratoire de Douala 5, ONU-HABITAT, 2025, https://unhabitat.org/sites/default/files/2024/02/profil_spatial_douala.pdf

UN-HABITAT

Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU-HABITAT)
Bureau Régional pour l'Afrique
United Nation Avenue, Gigiri, Nairobi, Kenya, 00100
E-mail: infohabitat@unhabitat.org
Website: http://www.unhabitat.org/
Chef de Bureau Afrique Centrale: claude.ngomsi@un.org
Coordinatrice Tchad: camille.imbert@un.org